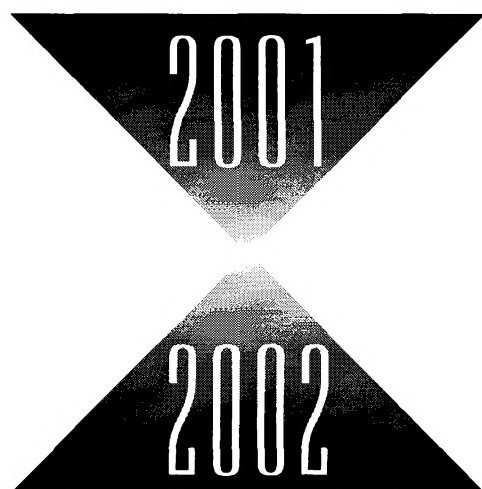


# ÉTUDE DES CRÉDITS



ASSEMBLÉE NATIONALE  
REÇU

01 AVR 24 15:56

Partie I • Cahier explicatif des crédits

Partie II • Demandes de renseignements de l'Opposition officielle

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PARTIE I – CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS**

**TABLE DES MATIÈRES**

1. Mission.....	2
2. Contexte et enjeux .....	4
3. Orientations pour 2001-2002 .....	9
4. Organisation administrative.....	9
5. Ressources humaines et financières .....	11
6. Composition du Conseil du trésor .....	15

**TABLEAUX**

Tableau I	Ventilation des ressources
Tableau II	Crédits et effectifs totaux
Tableau III	Prévisions financières et effectifs du Fonds des services gouvernementaux
Tableau IV	Prévisions financières du Fonds des technologies de l'information
Tableau V	Prévisions financières du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Tableau VI	Prévisions financières du Fonds relatif à la tempête de verglas

## 1. MISSION

La mission du Secrétariat du Conseil du trésor consiste à conseiller le Conseil du trésor ainsi que le ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique et président du Conseil du trésor, en matière de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles, de même qu'à offrir des services aux citoyens et à la communauté gouvernementale. Est associée à la mission du Secrétariat du Conseil du trésor, celle du Secrétariat à la modernisation de la gestion publique qui est de veiller, en concertation avec tous les intervenants concernés, à l'implantation du nouveau cadre de gestion découlant de la Loi sur l'administration publique et au suivi de sa mise en œuvre.

### Principaux domaines d'activité

Les principaux domaines d'activité sont :

- assister le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement ainsi que dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en matière d'allocation et de gestion des ressources ;
- élaborer, mettre en œuvre et assurer l'évolution et l'adaptation de la politique de gestion des différentes ressources et des marchés publics ;
- définir et soumettre à l'approbation des autorités une politique de rémunération, de conditions de travail et d'avantages sociaux, en négocier la mise en œuvre avec les représentants des employés des secteurs public et parapublic et coordonner les négociations sectorielles sur toutes les matières jugées d'intérêt gouvernemental ;
- fournir des services ayant une valeur ajoutée à toute l'administration publique et aux réseaux, consolider le pouvoir d'achat public et implanter des infrastructures partageables et communes en assurant la sécurité et la protection des renseignements personnels et confidentiels, le tout en tenant compte des objectifs et des priorités du gouvernement en matière de cohérence et d'efficience ;
- collaborer avec les ministères et les organismes publics à la mise en œuvre du nouveau cadre de gestion de l'administration publique, à la gestion des compétences et au renouvellement de l'effectif, ainsi qu'au développement d'une prestation électronique de service susceptible de répondre aux besoins des citoyens et des entreprises ;
- conseiller les autorités gouvernementales sur toute question liée au déploiement et à l'implantation, par le Secrétariat à la modernisation de la gestion publique, du nouveau cadre de gestion ;
- veiller à la mise en œuvre de la *Politique québécoise de l'autoroute de l'information* quant aux mesures relatives à l'infrastructure gouvernementale prévues à son volet 5, lequel vise à rapprocher l'État du citoyen et des entreprises ;
- implanter, au sein des ministères et organismes assujettis à la *Loi sur la fonction publique du Québec*, un progiciel de gestion intégrée permettant de meilleures pratiques de gestion en ce qui regarde les ressources humaines, financières et matérielles.

### Principaux leviers d'intervention

Les principaux leviers d'intervention dont dispose le Secrétariat du Conseil du trésor sont les suivants :

## **Encadrement législatif et réglementaire**

- La *Loi sur l'administration publique*, laquelle a une influence marquante sur tous les champs d'intervention du Secrétariat et dont l'action est davantage axée sur le soutien, l'accompagnement et l'évaluation des résultats des ministères et organismes et sur la promotion des meilleures pratiques à recommander en matière de gestion.
- La *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic*, les lois constitutives de certains organismes gouvernementaux, les lois sur les différents régimes de retraite, la *Loi sur l'équité salariale*, la *Loi sur la fonction publique*, la *Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics*, la *Loi sur le service des achats du gouvernement* et le Fonds des services gouvernementaux.
- L'encadrement normatif de la gestion des ressources et les possibilités d'allègement que prévoit le nouveau cadre de gestion gouvernemental.
- La *Politique québécoise de l'autoroute de l'information* qui présente les engagements du gouvernement en ce qui concerne le déploiement des inforoutes.
- La *Politique gouvernementale sur les marchés publics* qui présente les différentes orientations en matière de contrats gouvernementaux.

## **Expertise-conseil**

- L'expertise existante en matière d'émission de guides pour la préparation des dossiers ministériels de revue de programmes et des plans ministériels de gestion de dépenses, ainsi qu'en matière de gestion contractuelle, de partenariat d'affaires et d'infrastructures de services spécialisés et d'acquisition.
- L'expertise-conseil et le support offerts aux organisations, notamment en matière de gestion de main-d'œuvre, de relations de travail, de soutien à la gestion du changement et des transitions ainsi qu'en matière de gestion contractuelle.

## **Concertation et partenariat**

- L'établissement d'un nouveau partenariat, notamment avec les ministères et organismes.
- Les différentes structures de coordination et de concertation qui touchent tous les secteurs d'activité du Secrétariat.
- Le plan de mise en œuvre de l'implantation de la modernisation « Des résultats attendus 2000-2005 », conçu par le Secrétariat à la modernisation de la gestion publique.

## **Infrastructures**

- Le Fonds de partenariat interministériel qui appuie le déploiement d'infrastructures stratégiques communes, la mise en place de grappes de services et le transfert des connaissances pour assurer l'implantation des solutions appropriées au profit des citoyens, des entreprises et de la communauté gouvernementale.
- Les équipements (en informatique, en télécommunications, les aéronefs, etc.) dont dispose le Secrétariat.

## **Clientèle**

La clientèle du Secrétariat du Conseil du trésor se compose du Conseil du trésor, de tous les ministères et organismes ainsi que des citoyens et des entreprises utilisant ses services pour faire affaire avec le gouvernement, notamment dans le cadre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics* et sur la *protection des renseignements*



*personnels* (ci-après appelée *Loi sur l'accès*) ainsi que l'accès aux emplois de la fonction publique.

### **Principaux partenaires**

Les principaux partenaires du Secrétariat du Conseil du trésor sont les ministères et les organismes gouvernementaux, les associations et les groupements gouvernementaux, les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et du monde municipal, certains centres de recherche et les universités, certaines entreprises du secteur privé, les fournisseurs du gouvernement et leurs associations ainsi que différents gouvernements autres que celui du Québec.

## **2. CONTEXTE ET ENJEUX**

La mise en œuvre de la modernisation de la gestion gouvernementale, le respect des objectifs budgétaires gouvernementaux, l'application des conventions collectives récemment conclues dans les secteurs public et parapublic, le vieillissement de l'effectif et son renouvellement, le dossier de l'équité salariale, l'évolution rapide des technologies de l'information et ses conséquences en matière de ressources, les engagements de l'État par rapport au déploiement de l'infrastructure gouvernementale ainsi que la recherche de partenariat avec les ministères et organismes pour que soient rendus disponibles des services communs pertinents, de qualité et générateurs d'efficience sont les principaux éléments du contexte dans lequel s'inscriront les actions du Secrétariat du Conseil du trésor au cours des prochaines années. Les enjeux qui en découlent sont précisés ci-après.

### **Modernisation**

#### ***Au Secrétariat du Conseil du trésor***

##### **Contexte**

La *Loi sur l'administration publique* est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2000. Le Secrétariat du Conseil du trésor est directement concerné par le nouveau cadre de gestion qui y est prévu du fait qu'il doit privilégier les contrôles stratégiques et a posteriori, ainsi qu'à contribuer à intensifier l'obligatoire reddition de comptes des ministères et organismes. Ainsi, la gestion courante du Secrétariat du Conseil du trésor devra dorénavant refléter la responsabilisation accrue de tous les partenaires en cause, le renforcement de la concertation tant à l'interne qu'à l'externe et l'adaptation marquée des façons de faire de l'administration publique.

##### **Enjeux**

Le défi pour les années à venir consiste notamment à mettre en œuvre le nouveau cadre de gestion et à obtenir l'adhésion du personnel de la fonction publique aux objectifs visés par cette loi. La révision du cadre normatif signifie également que l'accroissement des marges de manœuvre octroyées aux gestionnaires pourra se concrétiser, mais qu'ils devront en même temps mettre en place des mécanismes de planification, de gestion et de reddition de comptes adaptés à cette réforme. En conséquence, le Secrétariat devra faire la promotion des meilleures pratiques en matière de gestion, notamment par la publication de guides de gestion, accompagner les ministères et organismes dans leur démarche de changement et offrir la formation appropriée.

#### ***Au Secrétariat à la modernisation de la gestion publique***

##### **Contexte**

En adoptant la *Loi sur l'administration publique*, l'Assemblée nationale du Québec a affirmé que la priorité de l'administration gouvernementale était la qualité des services aux

citoyens. À cet effet, les déclarations de services aux citoyens auront notamment un impact majeur, au sein des organisations, sur la façon d'offrir leurs services.

Afin d'atteindre cet objectif de qualité de services, un modèle de gestion centré sur la responsabilisation des gestionnaires et l'atteinte de résultats engendrera une adaptation des façons de faire de tous les acteurs de l'action gouvernementale.

C'est dans ce contexte que des actions structurantes doivent être déployées pour soutenir et accompagner les ministères et organismes, premiers responsables de la mise en œuvre de la modernisation de la gestion publique.

## **Enjeux**

Le Secrétariat à la modernisation de la gestion publique, dans son rôle de soutien, d'accompagnement et de suivi, peut miser sur des points d'appui, mais devra aussi composer avec certaines contraintes.

Outre le caractère obligatoire de la Loi, on ne peut passer sous silence la volonté exprimée par les sous-ministres et les dirigeants d'organismes de mener à terme la modernisation de la gestion publique et de mettre en œuvre le nouveau cadre de gestion. De la même façon, l'adhésion de l'ensemble du personnel de la fonction publique à la démarche de modernisation est une condition essentielle à sa réussite. Ses compétences et son expertise sont des facteurs décisifs pour concrétiser l'effort d'amélioration de la qualité des services.

Le Secrétariat à la modernisation de la gestion publique devra soutenir les ministères et organismes dans leurs efforts de modernisation, entre autres lorsque des difficultés se présentent ou lorsque des zones de résistance se manifestent. Le nouveau cadre de gestion et les objectifs d'amélioration de services aux citoyens peuvent en effet bousculer certaines pratiques gouvernementales, compte tenu d'une gestion par résultat et donc d'une nouvelle façon de rendre des comptes. Le Secrétariat devra également veiller au développement de mécanismes d'échange et de concertation favorisant la cohérence et l'harmonisation des actions réalisées par les nombreux acteurs de la modernisation. Enfin, les nouvelles technologies sont également susceptibles de modifier les façons de gérer le quotidien d'un grand nombre de fonctionnaires.

## **Secteur des ressources humaines**

### **Contexte**

L'environnement de la fonction publique est en profonde mutation (modernisation de la gestion, nouvelles technologies, etc.). L'ampleur, la rapidité et la complexité des changements, jointes au vieillissement de l'effectif, auront une incidence majeure sur la gestion des ressources humaines. Par conséquent, le Secrétariat du Conseil du trésor jouera un rôle de premier plan pour aider les organisations à s'adapter et à participer à ces changements. La mise en place d'un système de qualification unique pour les emplois réguliers et occasionnels constitue également une contribution stratégique du Secrétariat.

Quant aux prochaines négociations, elles doivent reprendre au début de 2002. Cependant, elles se dérouleront dans un contexte différent de celui des dernières années, et il faudra qu'elles s'amorcent à la lumière d'un examen des dernières ententes et des exigences quant à la qualité des services à rendre aux citoyens.

Enfin, le dossier de l'équité salariale, la rémunération du personnel d'encadrement, les surplus des régimes de retraite, les obligations des organismes gouvernementaux en matière de rémunération et de conditions de travail ainsi que la prévention en matière de santé et de sécurité du travail sont également des sujets importants qui retiendront l'attention du Secrétariat du Conseil du trésor au cours des prochaines années.

## Enjeux

Afin de faire face au défi majeur que représente la mise en œuvre du nouveau cadre de gestion, le Secrétariat du Conseil du trésor devra pouvoir mettre à la disposition des organisations l'expertise-conseil nécessaire pour relever ce défi. Les résultats d'une récente analyse de besoins laissent d'ailleurs présager une très forte demande pour les services du Secrétariat, par exemple en matière de développement du personnel d'encadrement.

Ces changements réclament des efforts pour favoriser un meilleur arrimage entre les besoins de main-d'œuvre et les compétences, notamment par une meilleure gestion prévisionnelle des ressources humaines. La connaissance institutionnelle des profils de compétence des employés sera nécessaire, notamment à l'aide d'une meilleure information de gestion. Par conséquent, les employés en place devront s'adapter aux changements, procéder à la mise à jour de leurs compétences et, dans certains cas, collaborer à un transfert d'expertise, ce qui pourrait également donner lieu à un redéploiement.

Au chapitre du renouvellement de l'effectif, un nombre important de concours de recrutement public aux conditions minimales d'admission seront lancés au début de l'année 2001 en vue de satisfaire la demande de dotation d'emplois réguliers et occasionnels. Ces concours seront de belles occasions de mettre à la disposition des ministères et organismes des personnes qualifiées et qui représentent équitablement toutes les composantes de la société.

Quant à l'allégement du cadre de gestion des ressources humaines, qui est en cours de réalisation, il comporte plusieurs enjeux importants, notamment la révision des programmes d'accès à l'égalité et la révision de la classification qui entraînera l'intégration de plus de 60 000 employés dans quelque 100 nouvelles classes d'emplois.

Enfin, au chapitre des relations de travail, les prochaines négociations doivent être préparées en fonction des principaux enjeux auxquels le gouvernement du Québec fera face au cours des années couvertes par les prochaines conventions collectives. Il s'agit surtout des changements démographiques vécus au Québec, des changements technologiques et des répercussions de ces transformations sur le type de services à rendre et les besoins de main-d'œuvre, le vieillissement de l'effectif gouvernemental, la capacité de payer de l'État ainsi que l'amélioration des services aux citoyens.

## Secteur des ressources financières

### Contexte

Le contexte budgétaire force à faire preuve de réalisme en raison de la nécessité de respecter les objectifs budgétaires tout en préservant la mise en œuvre des objectifs socio-économiques du gouvernement. En effet, le mandat du Secrétariat, en matière budgétaire, s'inscrit dans le cadre d'une planification stratégique ministérielle permettant au gouvernement de faire l'arbitrage entre les priorités gouvernementales et de répartir les ressources en conséquence. Il doit donc concilier rigueur et souplesse dans les orientations qu'il recommande en matière de choix budgétaire aux autorités, surtout que ses interventions a un impact direct sur les résultats financiers du gouvernement et sur la cote de crédit de celui-ci. Dans ce contexte, la collaboration du Secrétariat du Conseil du trésor avec le ministère des Finances à l'élaboration de la politique budgétaire du gouvernement est déterminante.

### Enjeux

L'un des grands défis que doit relever le Secrétariat consiste à conseiller le gouvernement de manière à maintenir l'équilibre budgétaire en veillant au respect des prévisions de dépenses, compte tenu d'une gestion axée sur les résultats et de la responsabilisation des ministères et organismes. En même temps, il doit préserver la cohérence gouvernementale, notamment grâce à sa politique de rémunération, à son programme d'équité salariale et à l'analyse des besoins de main-d'œuvre. De plus, la modernisation de la fonction publique nécessite la collaboration constante du Secrétariat avec les mi-

nistères et organismes pour construire des indicateurs qui permettront d'établir un lien entre les résultats des programmes et les ressources financières qui y sont consacrées.

Le Secrétariat poursuivra l'allègement des règles en matière de gestion budgétaire et financière et il continuera d'agir en concertation avec les autres organismes centraux pour mettre en place la *Loi sur l'administration publique*.

## **Secteur des ressources matérielles**

### **Contexte**

Dans le domaine des ressources matérielles, les orientations à privilégier sont soumises aux grandes tendances qui marquent l'économie mondiale, soit la mondialisation et la libéralisation des marchés ainsi que l'utilisation grandissante des technologies de l'information et des communications, en particulier de l'Internet, notamment pour le commerce électronique. Comme ailleurs, il faut tenir compte des pressions qui s'exercent sur les finances publiques et qui obligent les gouvernements de l'Occident à revoir leurs priorités ainsi que leurs façons de faire en fonction des besoins de plus en plus diversifiés et croissants des citoyens qui exigent des services de qualité. Enfin, le Secrétariat doit demeurer proactif pour que son offre de service soit comparable à celle du secteur privé. Il doit donc être en mesure d'évoluer continuellement dans son rôle de soutien auprès de sa clientèle et faire preuve d'une grande capacité d'adaptation afin de lui offrir des solutions satisfaisantes au meilleur coût possible.

L'analyse de l'environnement révèle plusieurs éléments dont le Secrétariat doit tenir compte pour ses orientations futures. Il doit notamment appuyer le courant de modernisation qui fait suite à l'adoption de la *Loi sur l'administration publique*. Plusieurs enjeux importants découlent de cette philosophie de gestion, principalement sur le plan de l'encadrement de la gestion des contrats et des ressources matérielles. Le contexte est également marqué par la nouvelle *Politique gouvernementale sur les marchés publics* et ses huit orientations (efficacité et économie, respect des accords conclus, réciprocité, concurrence, transparence, développement économique et technologique, protection de l'environnement et promotion du français), qui concernent les marchés d'approvisionnement et de service et ceux qui portent sur les travaux de construction. Cette politique est applicable à tout l'appareil public québécois, y compris les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et du monde municipal.

### **Enjeux**

Un premier enjeu majeur consiste à concilier le respect des principes d'équité et de transparence dans l'octroi des contrats gouvernementaux, le respect des accords intergouvernementaux de libéralisation des marchés publics signés par le gouvernement du Québec et une gestion axée sur l'efficacité et l'économie, et ce, tout en s'assurant que les fournisseurs québécois bénéficient d'une pleine réciprocité en vertu de ces ententes. Il faut aussi être en mesure de concilier l'acquisition de biens et services de qualité au meilleur coût possible avec la politique du gouvernement, qu'elle touche l'environnement, la langue française, le développement économique ou encore les orientations gouvernementales, par exemple l'économie sociale.

Un deuxième enjeu qu'amène la modernisation est d'obliger les gestionnaires publics québécois à revoir leurs méthodes traditionnelles de conclure des contrats : ces méthodes doivent être adaptées et optimisées en tenant compte des technologies de l'information et des communications, plus particulièrement des possibilités offertes par le commerce électronique. Il devient donc impératif que le gouvernement élabore des projets novateurs, comme les enchères électroniques, les soumissions électroniques ou les catalogues d'achats publics, et qu'il améliore les outils qui existent déjà, comme le système électronique d'appel d'offres. Le concept de gestion intégrée des ressources matérielles et des contrats représente également un défi de taille.

Un troisième enjeu consiste à offrir un service d'expertise complet et accessible aux ministères et organismes. Il en découle aussi la responsabilisation accrue des gestionnaires et l'adoption d'un processus de reddition de comptes susceptible d'assurer que les

contrats gouvernementaux sont toujours accordés dans le respect des principes d'équité et de transparence.

Enfin, compte tenu qu'il faut réajuster les services offerts aux citoyens et tendre vers une gestion optimale des ressources, un quatrième enjeu se dessine. Il sera en effet de plus en plus nécessaire de faire appel au partenariat d'affaires entre les secteurs public et privé pour trouver des solutions novatrices et financièrement attrayantes.

Dans la même optique, un dernier enjeu concerne la participation à l'optimisation des ressources et des infrastructures sur le plan gouvernemental par la prestation de services communs et par la consolidation du pouvoir d'achat gouvernemental.

## **Secteur des ressources informationnelles**

### **Contexte**

Étant donné le courant mondial marqué par la réforme généralisée des administrations publiques et par la concurrence entre les États, l'évolution accélérée des technologies ouvre des possibilités nouvelles. La mise en place des infrastructures de la nouvelle économie et l'utilisation de plus en plus répandue des réseaux ouverts que constitue l'Internet obligent tous les États à se préoccuper des aspects économiques, sociaux, juridiques et technologiques de telles avancées. Dans ce contexte, le Québec présente un caractère unique du fait, d'une part, qu'il est le seul État à majorité francophone en Amérique du Nord et, d'autre part, qu'il s'est doté de lois particulières sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Par ailleurs, sur le modèle des exigences dont ils font montre auprès du secteur privé, tant les citoyens que les entreprises réclament maintenant des services publics répondant bien à leurs besoins, faciles et rapides d'accès, qui garantissent la protection des renseignements personnels et qui coûtent moins cher. Devenues plus mobiles, les entreprises cherchent à s'implanter et à se développer là où les conditions sont les plus propices, ce qui amène les États à se faire concurrence sur la scène mondiale. Des tendances lourdes se dessinent : regroupement et intégration des services, adaptation des façons de faire aux meilleures pratiques, difficulté de maintenir l'expertise dans un contexte marqué par l'évolution accélérée des technologies et le rythme rapide des changements dans les façons de faire.

Il faut que des moyens nouveaux soient trouvés pour soutenir la modernisation de l'État et la prestation électronique de services ; la nouvelle *Loi sur l'administration* publique fournit des assises légales qui s'y prêtent bien. En outre, le Secrétariat doit se donner un cadre de gestion des ressources informationnelles et de la prestation électronique de service qui mise sur la collaboration au sein du gouvernement, condition nécessaire à la mise en place des grappes de services.

En parallèle, l'évolution accélérée des technologies de l'information et des communications suscite de nombreux changements. Par exemple, certaines données montrent que les progiciels de gestion intégrée (PGI) constituent une tendance marquée, tant dans le secteur public que le secteur privé, pour accroître l'efficacité et la productivité en matière de gestion des ressources. En effet, huit provinces canadiennes se sont dotées – ou sont en voie de le faire – d'un PGI tandis que 22 ministères fédéraux ainsi que nombre d'organisations importantes (OTAN, Hydro-Québec, etc) ont déjà implanté ce type de système.

En matière de gestion gouvernementale des ressources informationnelles et de prestation de services électroniques, le gouvernement du Québec adopte une approche dynamique en établissant un portail gouvernemental et des grappes d'information qui préfigurent des grappes de services à venir.

La modernisation présuppose également l'évolution continue et une grande capacité d'adaptation au rôle de soutien de la clientèle, grâce à la recherche de partenaires, tant parmi les composantes de l'État que sont les ministères et organismes que dans le secteur privé. Ainsi, il sera possible d'offrir à toute la communauté gouvernementale en-

core plus de services communs adaptés, de qualité et efficaces. De plus, l'existence d'un fonds au sein du Secrétariat peut constituer un levier pour établir de nouvelles ententes de partenariat, étant donné que les ministères et organismes voient leur autonomie accrue quant au choix des moyens, avec la récente adoption de la Loi sur l'administration publique.

## Enjeux

Dans le secteur des ressources informationnelles, le Secrétariat fait face à quatre enjeux importants. Tout d'abord, il doit appuyer l'État dans sa principale mission, soit de s'assurer que les citoyens et les entreprises reçoivent des services publics de haute qualité, et ce, au meilleur coût. À cet égard, les technologies de l'information et des communications constituent un levier de taille pour accroître l'accessibilité et permettre la simplification des services publics, notamment grâce à l'électronique. Les technologies de l'information et des communications représentent également, pour le gouvernement, l'occasion d'améliorer ses processus internes de gestion et ses relations avec les fournisseurs et, de ce fait, d'accroître sa performance et sa compétitivité.

Cependant, le recours aux technologies de l'information et des communications fait naître deux autres enjeux, c'est-à-dire l'adaptation des individus aux nouvelles façons de faire et le maintien de la sécurité et de la protection des renseignements personnels. Par conséquent, le Secrétariat devra faciliter la transition vers de nouvelles pratiques de communication, qu'il s'agisse des citoyens et des entreprises qui transigent avec l'État, ou du personnel qui doit modifier ses façons de travailler et d'intervenir auprès de la clientèle. En outre, il lui faudra s'assurer que les processus qu'il adopte assurent la confidentialité, l'intégrité, la sécurité et la protection des renseignements véhiculés par ces nouvelles technologies.

Le quatrième enjeu concerne l'établissement d'une culture de partenariat afin, d'une part, de faciliter les regroupements de services offerts aux citoyens et aux entreprises et, d'autre part, de rendre plus efficace la prestation des services publics et de générer des gains de productivité. Dans cette optique d'efficacité, le partenariat peut susciter l'émergence de services communs et partageables au sein même de l'administration publique.

## 3. ORIENTATIONS POUR 2001-2002

Les enjeux définis plus haut ont amené le Secrétariat du Conseil du trésor à se donner les cinq orientations suivantes pour l'exercice 2001-2002 :

- contribuer à mettre en place un cadre renouvelé de gestion gouvernementale ;
- contribuer au maintien de l'équilibre budgétaire ;
- adapter la politique de gestion des ressources humaines et les conventions collectives pour tenir compte des conditions économiques et sociales prévisibles, des changements technologiques et des meilleures pratiques de gestion ;
- promouvoir et contribuer à assurer le déploiement cohérent et efficace de l'infrastructure gouvernementale ;
- proposer et mettre en œuvre des moyens pour mettre à profit toutes les ressources gouvernementales et, de la sorte, réaliser des économies, générer des gains de productivité et améliorer les services à la clientèle.

## 4. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le Conseil du trésor et son secrétariat se situent au cœur de l'activité gouvernementale du Québec, compte tenu de leur rôle d'orientation et d'encadrement sur le plan gouvernemental et à cause de leur mandat de soutien et de service aux ministères et organismes. Ils contribuent ainsi de façon notable à la réalisation de la mission fondamentale de

l'État, soit le service à la population. Le ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique agit à titre de président du Conseil du trésor.

Conformément à la *Loi sur l'administration publique*, adoptée en mai 2000, le Conseil du trésor favorise l'adaptation du cadre de gestion à la situation de chacun des ministères et organismes tout en mettant en œuvre les actions requises pour respecter la politique budgétaire du gouvernement.

Le personnel du Secrétariat du Conseil du trésor est à la disposition du président dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la *Loi sur l'administration financière* et par la *Loi sur la fonction publique*, ainsi que par la *Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes*.

Les activités du Secrétariat du Conseil du trésor sont placées sous la responsabilité du secrétaire du Conseil du trésor qui a rang de sous-ministre. L'équipe de direction est composée des personnes suivantes :

Monsieur Michel Boivin  
Secrétaire

Monsieur Michel Bordeleau  
Secrétaire associé

Monsieur Marcel Gilbert  
Secrétaire associé

Monsieur François Giroux  
Secrétaire associé

Monsieur Jacques Lafrance  
Secrétaire associé

Madame Jocelyne Lefort  
Secrétaire associée

Madame Lucy Wells  
Secrétaire associée

Monsieur Alain Parenteau  
Greffier

Monsieur Lucien Tremblay  
Directeur général de l'administration

Monsieur Bernard Beauchemin  
Directeur général de l'infrastructure gouvernementale et des ressources informationnelles

La structure administrative du Secrétariat comprend huit grands secteurs :

Le premier secteur, nommé **Direction et administration**, regroupe le Bureau du secrétaire du Conseil du trésor, le Greffe, la Direction générale de l'administration et la Direction de la vérification interne. Outre qu'il dirige et coordonne les activités du Secrétariat, ce secteur fournit un soutien au Conseil du trésor.

Les activités du second secteur, soit le **Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes**, consistent à assister le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'allocation des ressources et à définir les règles du jeu qui s'appliquent aux ministères et organismes concernant la gestion budgétaire et financière.

Le troisième secteur, à savoir le **Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique**, est responsable d'assurer la régulation en gestion des ressources humaines. Cette

responsabilité s'exerce d'abord en établissant une politique, des programmes et des directives dans ce domaine tout en assurant leur mise en œuvre et leur suivi. De plus, ce sous-secrétariat représente l'employeur en matière de relations de travail lors de la négociation des conventions collectives, de l'établissement des conditions de travail et du règlement de grief. Il soutient également les ministères et organismes dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales et dans l'implantation des lois, des énoncés de politique et des programmes en matière de gestion des ressources humaines. Il mène à bien certaines activités, particulièrement dans le domaine de la dotation et de la mobilité, dévolues au Conseil du trésor par la *Loi sur la fonction publique*.

Le quatrième secteur, soit le **Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic**, élabore et propose au gouvernement des orientations et une politique globales visant les ressources humaines des secteurs public et parapublic, notamment en ce qui concerne la rémunération et les régimes collectifs. Il est également responsable d'implanter ces orientations et cette politique et d'en assurer le suivi. De plus, il assure la coordination des négociations avec les syndicats et les associations professionnelles de même que les consultations auprès des associations de cadres dans la fonction publique, dans le réseau de l'éducation et dans celui de la santé et des services sociaux, ainsi que dans les organismes gouvernementaux dont le personnel n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*. Il se compose du Sous-secrétariat à la coordination des négociations et de la Direction des affaires juridiques.

Quant au cinquième secteur, à savoir le **Sous-secrétariat aux marchés publics**, il assure un encadrement (règlements et directives) à la gestion des biens et services et gère le Fichier des fournisseurs du gouvernement. Il participe également à la négociation et au suivi des accords de libéralisation des marchés publics.

Le sixième secteur, c'est-à-dire le **Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources**, a pour mandat de coordonner un projet visant à intégrer les systèmes informatisés de gestion des ressources humaines, financières et matérielles au gouvernement du Québec.

Le septième secteur, le **Sous-secrétariat à l'infrastructure gouvernementale et aux ressources informationnelles**, coordonne le déploiement de l'infrastructure dans le secteur public, y compris ses grands réseaux. Il doit également proposer la politique et les orientations, assurer la cohérence et soutenir l'action des ministères et organismes dans la gestion efficace, efficiente et sécuritaire des ressources informationnelles, ainsi que dans l'établissement de l'infrastructure gouvernementale.

Le mandat du huitième secteur, soit le **Sous-secrétariat aux services gouvernementaux**, consiste à offrir, au meilleur rapport qualité-prix, une gamme de services intégrés, évolutifs et adaptés aux ministères et organismes, aux réseaux et aux municipalités. Ces services sont offerts dans les domaines de l'informatique, des télécommunications, de l'aéronautique, du courrier, de la reprographie, des fournitures et de l'ameublement de bureau ainsi que de l'entretien de l'équipement bureautique. En relation avec ces services, le Sous-secrétariat aux services gouvernementaux doit assumer une fonction de conseil et de vigie auprès des décideurs et de l'ensemble des ministères et des organismes publics. De plus, il doit consolider la mise en commun du pouvoir d'achat public.

Les revenus et dépenses relatifs aux activités à caractère commercial du Secrétariat du Conseil du trésor sont financés par le Fonds des services gouvernementaux, lequel a été créé le 28 juin 1995.

## 5. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

Le contexte gouvernemental actuel relatif à la modernisation de la fonction publique entraîne un virage inévitable pour l'ensemble de l'administration publique. Au Secrétariat du Conseil du trésor comme ailleurs, ce virage est déjà engagé par l'application de mesures qui, à court et à moyen terme, auront des effets structurants sur l'organisme, no-



tamment par la mise en place d'une gestion axée sur les résultats. Le **tableau I** présente la ventilation des ressources.

## **Effectif**

Selon les données présentées au Livre des crédits, l'effectif alloué au portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique » pour l'exercice 2001-2002 s'établit à 1 696 équivalents à temps complet ou ETC, dont 33 sont attribués à la Commission de la fonction publique (**tableau II**). Compte tenu que 48 ETC sont assignés au Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées et que 38 autres sont réservés pour la coordination et le soutien à la gestion des ressources, le Secrétariat du Conseil du trésor disposera de 1 577 ETC. De ce nombre, la rémunération de 932 ETC sera assumée par le Fonds des services gouvernementaux (59,0 %), alors que les autres unités administratives emploieront 645 personnes (41,0 %) (**tableau III**).

De 2000-2001 à 2001-2002, l'effectif du portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique » (excluant la Commission de la fonction publique) a augmenté de 7 ETC pour atteindre 1 663 ETC.

### **Programme 1 :     Secrétariat du Conseil du trésor**

Ce programme regroupe les dépenses visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant l'acquisition des biens et services, à assurer la mise en œuvre de l'inforoute gouvernementale à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les dépenses visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

De 2000-2001 à 2001-2002, le budget de ce programme diminue de 0,9 M\$ pour s'établir à 56,3 M\$. Cette diminution provient de la réduction de la dépense d'amortissement de près de 1,5 M\$, ainsi que de la réduction de l'enveloppe de 0,4 M\$ à l'égard principalement du budget de dépenses consacré au Fonds des technologies de l'information. Le budget a également été augmenté de 1,0 M\$ pour faire face à la croissance de la masse salariale.

### **Programme 2 :     Fonctions gouvernementales**

Ce programme regroupe les dépenses reliées aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes survenues en juillet 1996. On y retrouve aussi la provision permettant d'appuyer la réalisation de projets visant la mise en œuvre de l'inforoute gouvernementale ainsi que le budget se rapportant à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Le budget de dépenses de ce programme totalisera 90,5 M\$ en 2001-2002, soit une diminution de 6,1 M\$ par rapport à celui de 2000-2001. Certains programmes enregistrent ensemble une diminution de leur budget de 6,6 M\$ compte tenu de la réduction du volume de leurs activités. Il s'agit du Programme de stages pour nouveaux diplômés, du Fonds relatif à la tempête de verglas et du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées. En ce qui concerne le budget des contributions d'employeur, il est diminué de 3,7 M\$ pour tenir compte de l'évaluation des obligations du gouvernement relativement aux conditions de travail des cadres du secteur public. Par ailleurs, le budget relié à la coordination et au soutien à la gestion des ressources a été augmenté de 2,2 M\$ pour tenir compte des choix budgétaires précédents, de même qu'un budget de 2,0 M\$ a été alloué pour un programme de stages pour étudiants.

### **Programme 3 : Commission de la fonction publique**

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique qui a pour mandat principal d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la *Loi sur la fonction publique*.

### **Programme 4 : Régimes de retraite et d'assurances**

Ce programme regroupe des dépenses de 286,7 M\$ pour les régimes de retraite et de 4,4 M\$ pour les assurances collectives des employés de la fonction publique. Les dépenses du Régime de retraite des enseignants ainsi que du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux apparaissent au budget des ministères concernés. L'augmentation de 22,1 M\$ des dépenses de ce programme concerne exclusivement les régimes de retraite. Cette hausse découle principalement des augmentations salariales accordées lors du renouvellement des dernières conventions collectives.

### **Programme 5 : Fonds de suppléance**

Ce programme vise, d'une part, à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans la gestion des programmes gouvernementaux et, d'autre part, à provisionner, le cas échéant, tous correctifs salariaux. Il vise également à permettre des transferts de crédits d'un portefeuille à l'autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale du 8 mars 2001. Le total des dépenses affectées à ce programme en 2001-2002 s'élève à 76,2 M\$. Ces dépenses comprennent :

- 76,0 M\$ à titre de provision générale pour faire face aux imprévus qui pourraient survenir en cours d'année ;
- 0,1 M\$ pour la provision relative à la rémunération ;
- 0,1 M\$ relié à la provision pour la réorganisation gouvernementale du 8 mars 2001.

Il importe de noter que la variation de dépenses apparaissant à ce programme ne comporte aucune signification particulière puisque le montant inscrit en 2000-2001 a été affecté par divers virements de crédits qui ont été effectués au cours du dernier exercice.

Le budget d'investissements du Conseil du trésor se compose principalement d'une provision de 300,0 M\$ au titre de la supercatégorie « Prêts, placements et avances » se situant au programme « Fonds de suppléance ». Cette provision a pour but de pourvoir aux besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes, à la condition que les sommes ainsi ajoutées soient remboursées à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice. Cette provision n'a pas pour effet de modifier la prévision de dépenses.

## **FONDS SPÉCIAUX**

### **Fonds des services gouvernementaux**

Le Fonds des services gouvernementaux est un fonds spécial ayant pour objet le financement de certains biens et services offerts aux ministères et organismes gou-

vernementaux en matière de soutien à la gestion des ressources, de services informatiques, d'entretien des équipements de bureautique, de télécommunications, de services de courrier, de services aériens, d'acquisitions de biens et de services, de fournitures et d'ameublement, de reprographie et de gestion des surplus.

Les prévisions de revenus et dépenses du Fonds s'élèvent à 270,9 M\$ et 263,7 M\$ en 2001-2002, en hausse respectivement de 8,3 M\$ et 11,0 M\$ par rapport aux revenus et dépenses probables de l'exercice précédent (**tableau III**). Les variations pour l'ensemble du Fonds s'expliquent principalement par une augmentation du volume des activités, notamment celui du secteur des services informatiques, et ce, dans un contexte général de maintien des tarifs.

Quant au montant indiqué pour l'investissement, une part relativement importante des dépenses probables de l'exercice 2000-2001 est attribuable, d'une part, à l'acquisition d'un hélicoptère au Service aérien gouvernemental et, d'autre part, à l'ensemble des investissements reliés au projet GIREs, soit 19,7 M\$ pour 2000-2001 et 33,0 M\$ pour 2001-2002.

#### **Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor**

Les investissements prévus visent principalement le maintien des infrastructures du réseau et celles du parc bureautique du Secrétariat du Conseil du trésor (**tableau IV**). La sécurité et la relève seront accrues en vue de la protection de l'information et des actifs informationnels. Les outils de gestion des infrastructures seront améliorés et, enfin, des efforts seront consentis à la modernisation des systèmes et des applications. Les revenus du Fonds sont prévus au budget (affectation à un fonds spécial) du Secrétariat du Conseil du trésor.

#### **Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées**

Ce fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles supportées par un ministère ou un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues en juillet 1996, principalement dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Le Fonds est également affecté au financement du programme de reconstruction et de relance économique de ces régions.

Un des objectifs visés par la mise en place du Fonds consiste à rassembler l'ensemble des coûts reliés au sinistre afin de faciliter la production, par le ministère de la Sécurité publique, des demandes d'avances et des réclamations au gouvernement du Canada pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

Au regard des dépenses prévues pour 2001-2002, la contribution du gouvernement du Canada est estimée à 20,6 M\$ alors que les autres dépenses, soit 11,6 M\$, sont assumées par les crédits prévus au Secrétariat du Conseil du trésor (**tableau V**). Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds et ceux reliés à la reconstruction des zones sinistrées. Concernant ces derniers frais, une hausse est prévue en 2001-2002, laquelle se rapporte à des travaux effectués dans le cadre du Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures municipales.

Lors des quatre premiers exercices financiers, les dépenses comptabilisées au Fonds ont totalisé 382,7 M\$. De ce total, un montant de 100,9 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 281,8 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.

#### **Fonds relatif à la tempête de verglas**

Le Fonds relatif à la tempête de verglas permet de rassembler les informations reliées à ce sinistre survenu du 5 au 9 janvier 1998, touchant plus spécifiquement les régions de la Montérégie et de Montréal. Il facilite également la production des de-

mandes d'avances et des réclamations de remboursements présentées par le ministère de la Sécurité publique au gouvernement fédéral pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

Les dépenses remboursables par le gouvernement fédéral sont comptabilisées distinctement dans un compte à fin déterminée. Ce compte permet le dépôt des sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Canada en regard du sinistre.

Pour le gouvernement du Québec, l'affectation budgétaire provient en partie du ministère des Ressources naturelles, soit 27,8 M\$ en 2001-2002 et 27,5 M\$ en 2000-2001, laquelle représente l'engagement du gouvernement du Québec à verser annuellement à Hydro-Québec, sur une période de dix ans, une compensation pour le rétablissement du réseau (**tableau VI**). Les crédits se rapportant aux autres dépenses imputées au Fonds, soit 11,7 M\$ pour 2001-2002 et 15,9 M\$ pour 2000-2001, sont prévus au Secrétariat du Conseil du trésor. Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds et l'aide apportée aux sinistrés.

Lors des trois premiers exercices financiers, les dépenses comptabilisées au Fonds ont totalisé 971,4 M\$. De ce total, un montant de 424,5 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 546,9 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.

## **6. COMPOSITION DU CONSEIL DU TRÉSOR**

### **Membres du Conseil du trésor**

Monsieur Sylvain Simard, président  
Ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique

Madame Diane Lemieux, vice-présidente  
Ministre d'État à la Culture et aux Communications

Madame Linda Goupil  
Ministre d'État à la Famille et à l'Enfance

Madame Agnès Maltais  
Ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse

Monsieur Richard Legendre  
Ministre délégué au Tourisme, au Loisir et au Sport

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU I

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

VENTILATION DES RESSOURCES * (000,0 \$)				
	CRÉDITS À VOTER	PRÉVISIONS DÉPENSES FONDS	EFFECTIFS RÉGULIERS	EFFECTIFS TOTAUX
<b>PROGRAMME 01 - ÉLÉMENT 01</b>				
DIRECTION	2 534,0		40	40
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	25 054,3		172	172
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	5 320,1		79	79
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	3 977,9		67	67
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL - SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	3 705,6		55	57
SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	10 463,4		184	184
SOUS-SECRÉTARIAT À L'INFOROUTE GOUVERNEMENTALE ET AUX RESSOURCES INFORMATIONNELLES	5 125,5		46	46
SOUS-SECRÉTARIAT AUX SERVICES GOUVERNEMENTAUX **		263 715,0	923	932
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>56 180,8</b>	<b>263 715,0</b>	<b>1 566</b>	<b>1 577</b>
MOINS : Crédits permanents	9,6			
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>56 171,2</b>			
<b>PROGRAMME 02</b>				
ÉLÉMENT 01 : SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ	9 507,5			48
ÉLÉMENT 02 : COORDINATION ET SOUTIEN À LA GESTION DES RESSOURCES	8 168,0		38	38
ÉLÉMENT 03 : PROVISION POUR LA POLITIQUE DE L'INFOROUTE GOUVERNEMENTALE	6 000,0			
ÉLÉMENT 04 : CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR	43 507,6			
ÉLÉMENT 05 : FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS	11 680,0	39 480,0		
ÉLÉMENT 06 : FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX RÉGIONS SINISTRÉES	11 600,0	32 200,0		
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>90 463,1</b>	<b>71 680,0</b>	<b>38</b>	<b>86</b>
<b>TOTAL (Programmes 01 et 02)</b>	<b>146 634,3</b>	<b>335 395,0</b>	<b>1 604</b>	<b>1 663</b>
<b>PROGRAMME 05 : FONDS DE SUPPLÉANCE</b>	<b>417 657,5</b>			
<b>GRAND TOTAL (excluant les crédits permanents)</b>	<b>564 291,8</b>	<b>335 395,0</b>	<b>1 604</b>	<b>1 663</b>

\* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

\*\* Les données de ce sous-secrétariat correspondent au Fonds des services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABEAU II  
Page 1

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

CRÉDITS ET EFFECTIFS TOTAUX* (000,0 \$)				
	CRÉDITS COMPARATIFS 2000-2001	CRÉDITS À VOTER 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
PROGRAMME 01 - ÉLÉMENT 01				
DIRECTION	3 082,1	2 534,0	25	40
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	24 329,1	25 054,3	163	172
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	5 198,0	5 320,1	79	79
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	3 848,6	3 977,9	72	67
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL - SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	3 653,5	3 705,6	57	57
SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	10 507,6	10 463,4	197	184
SOUS-SECRÉTARIAT À L'INFOROUTE GOUVERNEMENTALE ET AUX RESSOURCES INFORMATIONNELLES	5 041,5	5 125,5	44	46
SOUS-SECRÉTARIAT AUX SERVICES GOUVERNEMENTAUX **			932	932
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>55 660,4</b>	<b>56 180,8</b>	<b>1 569</b>	<b>1 577</b>
MOINS : Crédits permanents	19,2	9,6		
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>55 641,2</b>	<b>56 171,2</b>		

\* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

\*\* L'effectif de ce sous-secrétariat correspond à celui du Fonds des services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU II  
 Page 2

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

CRÉDITS ET EFFECTIFS TOTAUX* (000,0 \$)				
	CRÉDITS COMPARATIFS 2000-2001	CRÉDITS À VOTER 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
PROGRAMME 02				
ÉLÉMENT 01 : SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ	15 260,7	9 507,5	48	48
ÉLÉMENT 02 : COORDINATION ET SOUTIEN À LA GESTION DES RESSOURCES	3 194,8	8 168,0	39	38
ÉLÉMENT 03 : PROVISION POUR LA POLITIQUE DE L'INFOROUTE GOUVERNEMENTALE	6 000,0	6 000,0		
ÉLÉMENT 04 : CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR	47 137,6	43 507,6		
ÉLÉMENT 05 : FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS	12 350,0	11 680,0		
ÉLÉMENT 06 : FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX RÉGIONS SINISTRÉES	12 610,0	11 600,0		
SOUS-TOTAL	96 553,1	90 463,1	87	86
TOTAL (Programmes 01 et 02)	152 194,3	146 634,3	1 656	1 663
PROGRAMME 05 : FONDS DE SUPPLÉANCE	490 725,6	417 657,5		
GRAND TOTAL (excluant les crédits permanents)	642 919,9	564 291,8	1 656	1 663

\* Ce tableau exclut la Commission de la fonction publique et les régimes de retraite et d'assurances.

\*\* L'effectif de ce sous-secrétariat correspond à celui du Fonds des services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU III  
Page 1

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES ET EFFECTIFS DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)				
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
DIRECTION DE LA REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE			56	56
Revenus	6 488,8	6 203,4		
Dépenses	<u>6 187,9</u>	<u>5 988,9</u>		
Résultats	300,9	214,5		
DIRECTION DES ACQUISITIONS			54	54
Revenus	4 546,0	5 425,9		
Dépenses	<u>3 988,9</u>	<u>5 124,2</u>		
Résultats	557,1	301,7		
DIRECTION DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT			31	31
Revenus	29 865,0	30 288,1		
Dépenses	<u>29 210,0</u>	<u>29 855,0</u>		
Résultats	655,0	433,1		



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABEAU III  
 Page 2

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES ET EFFECTIFS DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)				
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL			157	157
Revenus	57 665,2	56 865,1		
Dépenses	<u>55 790,7</u>	<u>54 599,2</u>		
Résultats	1 874,5	2 265,9		
SERVICE D'ENTRETIEN DE L'ÉQUIPEMENT BUREAUTIQUE			17	17
Revenus	5 150,0	4 998,4		
Dépenses	<u>4 640,0</u>	<u>4 683,0</u>		
Résultats	510,0	315,4		
SERVICE DE LA GESTION DES SURPLUS			14	14
Revenus	1 975,0	2 292,4		
Dépenses	<u>2 324,0</u>	<u>2 292,4</u>		
Résultats	-349,0	0,0		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU III  
 Page 3

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES ET EFFECTIFS DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)				
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS			138	138
Revenus	88 209,4	89 402,3		
Dépenses	<u>85 875,5</u>	<u>87 881,5</u>		
Résultats	2 333,9	1 520,8		
SERVICE GOUVERNEMENTAL DE COURRIER			71	71
Revenus	22 200,0	21 610,1		
Dépenses	<u>22 140,0</u>	<u>21 581,7</u>		
Résultats	60,0	28,4		
SERVICES INFORMATIQUES			281	281
Revenus	49 286,3	56 554,6		
Dépenses	<u>45 222,1</u>	<u>54 769,3</u>		
Résultats	4 064,2	1 785,3		

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES ET EFFECTIFS DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)				
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES (GIRES)			113	113
Revenus	2 609,0	2 609,0		
Dépenses	<u>2 773,0</u>	<u>2 313,0</u>		
Résultats	-164,0	296,0		

( )

( )

( )

( )

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU III  
 Page 5

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES ET EFFECTIFS DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)				
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002	EFFECTIFS COMPARATIFS 2000-2001	EFFECTIFS À VOTER 2001-2002
SOUS-TOTAL - FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX			932	932
Revenus	267 994,7	276 249,3		
Dépenses	<u>258 152,1</u>	<u>269 088,2</u>		
Résultats	9 842,6	7 161,1		
MOINS : INTERSECTORIELS				
Revenus	5 424,4	5 373,2		
Dépenses	<u>5 424,4</u>	<u>5 373,2</u>		
Résultats	0,0	0,0		
TOTAL - FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX			932	932
Revenus	262 570,3	270 876,1		
Dépenses	<u>252 727,7</u>	<u>263 715,0</u>		
Résultats	9 842,6	7 161,1		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU IV

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002
Revenus	1 579,0	1 511,4
Dépenses		
Fonctionnement	60,0	60,0
Amortissement des actifs informationnels	1 354,0	1 276,4
Intérêts	<u>165,0</u>	<u>175,0</u>
	1 579,0	1 511,4
Résultats	0,0	0,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU V

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002
<b>Revenus</b>		
Affectation de crédits par le ministère responsable	11 330,0	11 600,0
Autres revenus	<u>14 190,0</u>	<u>20 600,0</u>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>25 520,0</b>	<b>32 200,0</b>
<b>Dépenses</b>		
Ministère des Affaires municipales	5 500,0	20 300,0
Ministère de l'Environnement et de la Faune	5 020,0	3 900,0
Ministère des Transports	3 000,0	500,0
Ministère de la Sécurité publique	5 000,0	1 000,0
Autres ministères	<u>1 000,0</u>	<u>1 000,0</u>
	19 520,0	26 700,0
Intérêts	<u>6 000,0</u>	<u>5 500,0</u>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>25 520,0</b>	<b>32 200,0</b>
<b>Résultats</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLEAU VI

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS (DE 2000-2001 À 2001-2002) (000,0 \$)		
	PROBABLES 2000-2001	PRÉVISIONS 2001-2002
<b>Revenus</b>		
Affectation de crédits par les ministères responsables	43 390,0	39 480,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>43 390,0</b>	<b>39 480,0</b>
<b>Dépenses</b>		
Programmes d'assistance financière		
- Municipalités	2 000,0	100,0
- Entreprises	7 890,0	5 080,0
- Hydro-Québec	27 500,0	27 800,0
	<b>37 390,0</b>	<b>32 980,0</b>
Intérêts	6 000,0	6 500,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>43 390,0</b>	<b>39 480,0</b>
<b>Résultats</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

## Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

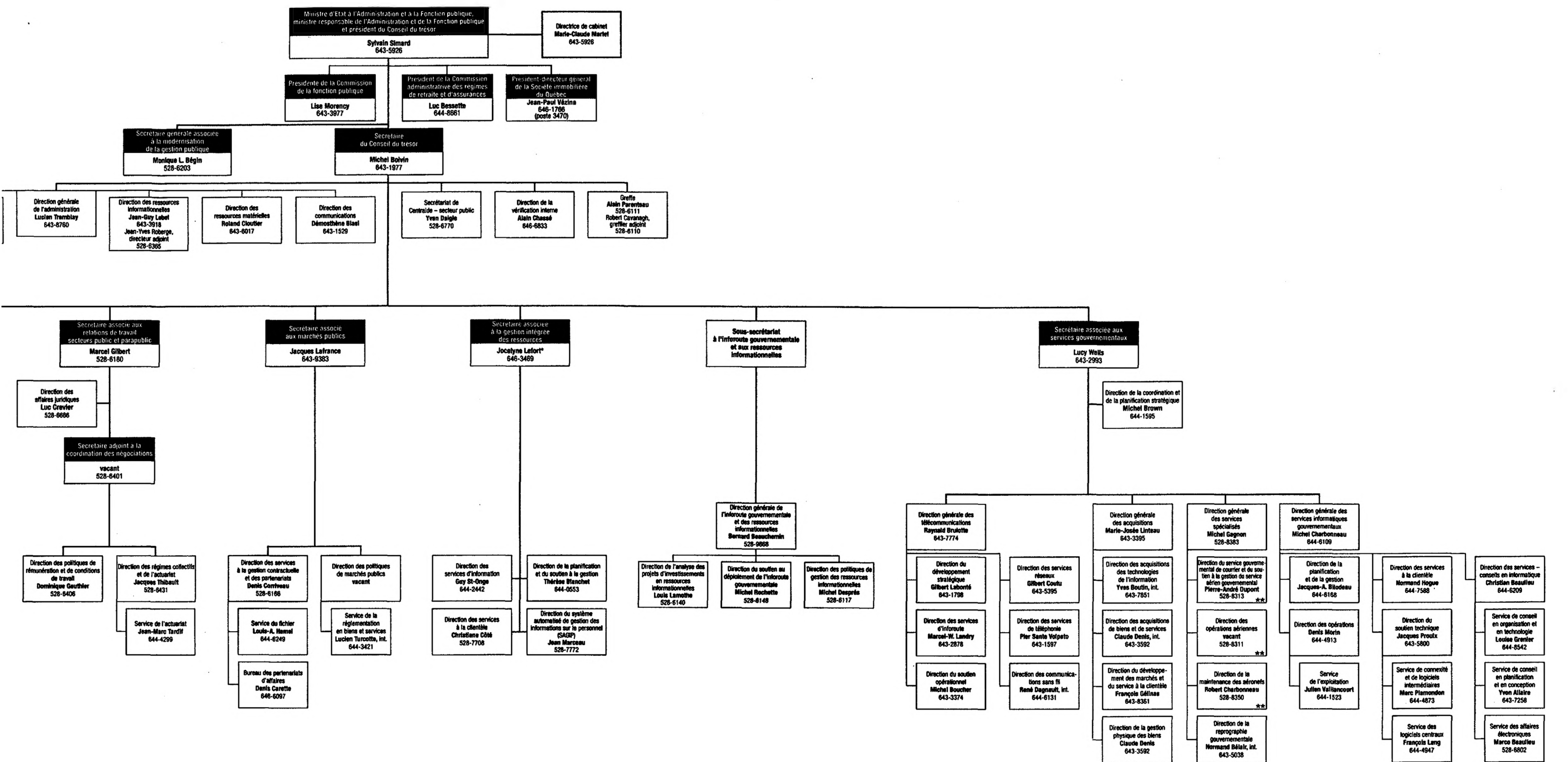
#	Demandes de renseignements généraux	Page
1	Organigramme	1
2	Liste de toutes les publications régulières, particulières ou occasionnelles	3
3	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2000	19
4	Liste des dépenses en publicité incluant sur Internet et des articles promotionnels	61
5	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001	71
6	Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2000-2001	73
7	Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques	75
8	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001	77
9	Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat	141
10	Le montant, pour l'année 2000-2001 de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la photocopie;</li> <li>- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;</li> <li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li> <li>- les téléavertisseurs;</li> <li>- le mobilier de bureau;</li> <li>- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton;</li> <li>- distributeurs d'eau de source;</li> <li>- le remboursement des frais de transport;</li> <li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>- le remboursement des frais de repas;</li> <li>- le ressourcement ou préparation à la retraite;</li> <li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au Québec</li> <li>b) à l'extérieur du Québec</li> </ul> </li> </ul>	143
11	Liste de tous les véhicules utilisés	145
12	Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi pour 2000-2001 ainsi que les prévisions pour 2001-2002	153
13	Nombre de personnes qui ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme	157



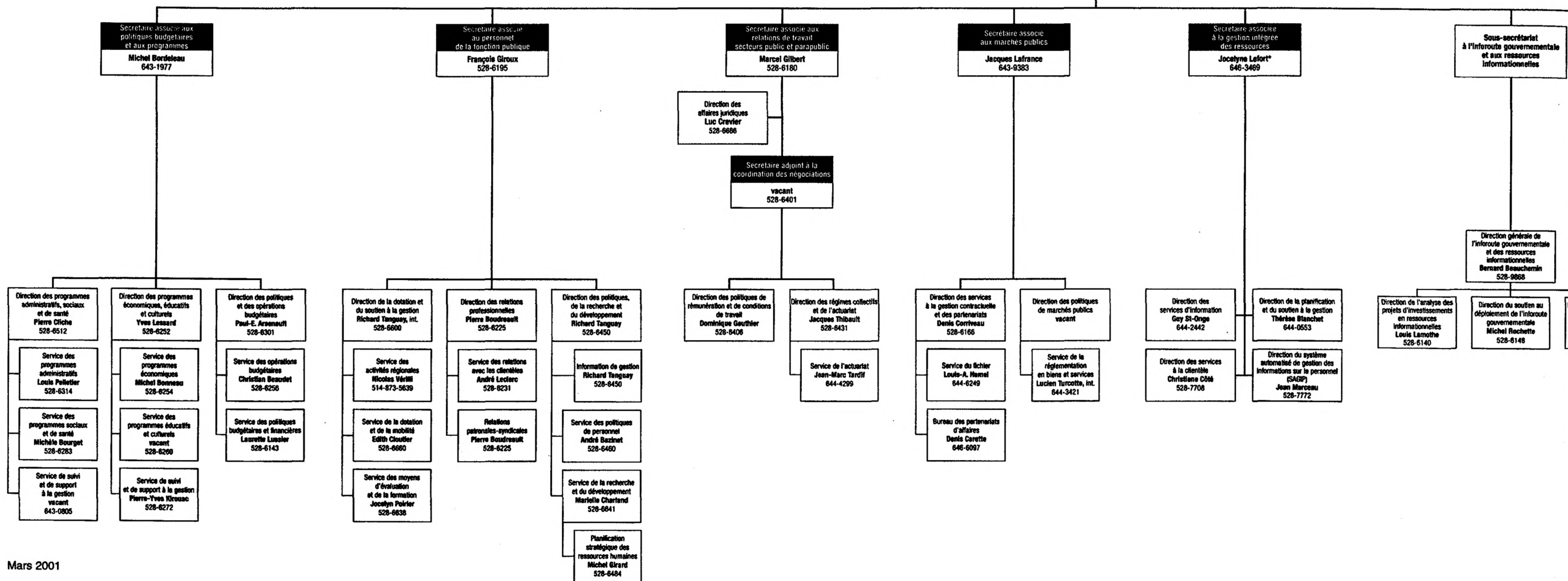
#	Demandes de renseignements généraux	Page
14	À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2000-2001 pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégories d'emploi : a) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel; b) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); c) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.	159
15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 : - a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi; - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - f) Nombre de personnes (occasionnelles, temporaires et contractuelles) en indiquant la proportion de celles qui le sont depuis 5 ans.	165
16	La liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec	171
17	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces	173
18	Liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001	179
19	Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	191
20	Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2000-2001	201
21	La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés	203
22	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi	205
23	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère	209
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres	211
25	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère	213
26	Liste du personnel par catégories d'emploi qui reçoit une double rémunération	215
27	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)	217
28	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourus et prévues pour ce même projet	253

#	Demandes de renseignements généraux	Page
29	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété?	255
30	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES?	257
31	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui	265
32	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût : <ul style="list-style-type: none"> <li>- livres;</li> <li>- journaux;</li> <li>- magazines;</li> <li>- bulletins électroniques et/ou papiers;</li> <li>- clubs privés ou autres;</li> <li>- billets de saison;</li> <li>- etc.</li> </ul>	267
33	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le processus utilisé pour la conception;</li> <li>- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>- les coûts de construction du site;</li> <li>- le coût de l'entretien et de la mise à jour;</li> <li>- qui est responsable du contenu sur le site;</li> <li>- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;</li> <li>- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;</li> <li>- le nombre de visiteurs (hits) par mois;</li> <li>- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?</li> </ul>	297
34	Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15 - 35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?	305
35	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des ententes signées et/ou annoncées;</li> <li>- les détails de ces ententes;</li> <li>- les résultats obtenus à ce jour.</li> </ul>	307





\* Structure transitoire.  
 \*\* Ces directions forment l'unité autonome  
 des services aériens et postaux.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Bulletin : « Échange »	16 500	5 408,00	Administrateurs d'État, cadres, CGRH, bibliothèques, abonnés	Imprimerie Le Renouveau inc.
Publication « Autrement »	24 000	5 494,00	Ministres, députés, administrateurs d'État, cadres, CGRH, membres du CMOT, bibliothèques, abonnés	Imprimerie Bourg Royal inc. Imprimerie Néon Nadeau ltée
Info-Carrière	1 206 000	176 653,00	Personnel de la fonction publique	Quebecor Saint-Romuald
Bulletin « Le point sur les concours réservés au personnel de la fonction publique occasionnel »	5 000	1 285,00	Sous-ministres, dirigeants d'organisme, cadres, DRH, SFPQ, SPGQ	Imprimerie Industrielle inc. Imprimerie Le Renouveau 1988 inc. Les imprimeries Stampa inc.
Dépliant : Le recrutement à la fonction publique du Québec	5 000	515,25	Sur demande	Imprimerie Reproduction de Québec
Dépliant : Les conditions générales de travail à la fonction publique au Québec	5 000	635,75	Sur demande	Imprimerie Moderne de Beauce inc.
Dépliants français et anglais : Le plus important employeur au Québec a besoin de relève	10 000	1 453,50	Campus universitaires	Imprimerie Reproduction Québec

Note : Dépenses au 28 février 2001



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2				
LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Les services publics en ligne	77 000	6 451,65	Dépliant - avec la paie	Imprimerie Reproduction Québec
Forum Québec branché	4 500	1 832,00	Brochure - au grand public	Siel Imprimerie

Note : Dépenses au 28 février 2001





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Le Trait d'union (hebdomadaire)	90 880	11 411,00	Personnel du Secrétariat du Conseil du trésor	Direction de la reprographie gouvernementale
Revue de presse (quotidien)	22 877	56 541,00	Gestionnaires du Secrétariat du Conseil du trésor	Direction de la reprographie gouvernementale
Rapport annuel 1998-1999	900	3 363,00	Membres de l'Assemblée nationale, ministères et organismes, population du Québec	Publications du Québec
Rapport annuel 1999-2000	900	4 099,00	Membres de l'Assemblée nationale, ministères et organismes, population du Québec	Publications du Québec
Dépliant : Le programme d'aide et d'écoute	3 040	565,07	Personnel du Secrétariat du Conseil du trésor	Direction de la reprographie gouvernementale

Note : Dépenses au 28 février 2001



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Répertoire des produits et services	700	6 226,38	Ministères et organismes	Direction de la reprographie gouvernementale

Note : Dépenses au 28 février 2001

( )

( )

( )

( )

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Répertoires des tarifs préférentiels hôteliers (édition 2001)	3 500	6 016,50	Ministères et organismes, hôteliers, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux, les municipalités et Hydro-Québec	A.G.M.V. Marquis Imprimante inc.
Location de véhicules automobiles - Liste des fournisseurs	2 200	5 452,00	Ministères et organismes, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et les fournisseurs	Direction de la reprographie gouvernementale
Location de machinerie lourde /Liste des fournisseurs, réglementation et procédures à suivre	230	440,00	Ministères et organismes	Direction de la reprographie gouvernementale
Taux de location de la machinerie lourde	2 400	7 199,50	Ministères et organismes, municipalités et fournisseurs	Direction de la reprographie gouvernementale
Taux de location de la machinerie et l'outillage	1 200	1 365,70	Ministères et organismes, municipalités et fournisseurs	Direction de la reprographie gouvernementale
Guide d'acquisition des enveloppes	15	60,00	Ministères et organismes, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et les municipalités (sur demande)	Direction de la reprographie gouvernementale

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 2</b> <b>LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES</b>				
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions</b>				
<b>TITRE</b>	<b>TIRAGE</b>	<b>COÛT</b>	<b>DISTRIBUTION</b>	<b>IMPRIMEUR</b>
Guide des photocopieurs (analogiques et numériques)	680	3 692,06	Ministères et organismes, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et les municipalités	Direction de la reprographie gouvernementale
Liste des cours de formation - Le regroupement des achats en perfectionnement	350	2 900,00	Ministères et organismes	Direction de la reprographie gouvernementale
<b>Fournitures et ameublement (FAQ)</b>				
Catalogue des produits de bureau	11 000	24 658,00	Ministères et organismes, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et les municipalités	J.B. Deschamps inc.
Catalogue des logiciels - édition juillet 2000	8 000	10 172,15	Ministères et organismes, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et les municipalités	Imprimerie la Renaissance
Catalogue des logiciels - édition novembre 2000	6 500	9 475,00	Ministères et organismes, réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et les municipalités	Imprimerie provinciale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Service d'entretien d'équipement bureautique (SEEB)  Tarification 2001 incluant pochettes format lettre et format légal	600	2 084,00	Ministères et organismes	Imprimerie Siel

Note : Dépenses au 28 février 2001





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES</b>				
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés</b>				
<b>TITRE</b>	<b>TIRAGE</b>	<b>COÛT</b>	<b>DISTRIBUTION</b>	<b>IMPRIMEUR</b>
<b>Service aérien gouvernemental</b>				
Rapport de gestion annuel 1999-2000 - Services aériens et postaux	75	142,99	À la demande, kiosque, Internet	Direction de la reprographie gouvernementale
Plan d'action 2000-2001 - Services aériens et postaux	80	152,53	À la demande, kiosque, Internet	Direction de la reprographie gouvernementale
<b>Direction du service gouvernemental de courrier</b>				
Grille tarifaire au 1 <sup>er</sup> avril 2000	500	439,47	À la clientèle du Service gouvernemental de courrier	Direction de la reprographie gouvernementale

Note : Dépenses au 28 février 2001



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 2 LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES				
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Politique de services et de tarification	225	912,50	Aux ministères et organismes clients	Direction de la reprographie gouvernementale
Signet	800	1 536,00	Aux ministères et organismes clients	Direction de la reprographie gouvernementale

Note : Dépenses au 28 février 2001



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
MALENFANT LOISELLE, Lorraine	Chargée de mission à la modernisation de la gestion publique	Stockholm	Rencontre synthèse des enjeux émergeant de la thématique 1999 « Biodiversity by design »  Rencontre internationale de la programmation 2000 International Future Forum/Business Future Forum : Ascent of the small redefining scale advantage	6 au 15 mai 2000	3 215,07
MESSIER, Royal	Chargé de mission à la modernisation de la gestion publique	Washington, D.C. États-Unis	Participation à la conférence « Excellence in Government 2000 »	9 au 13 juillet 2000	3 856,03
BÉGIN, Monique L.	Secrétaire générale associée à la modernisation de la gestion publique	Toronto	Rencontre avec monsieur Art Daniels, de l'Ontario en compagnie de madame Nicole Brodeur, sous-ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	11 juillet 2000	1 259,40
BÉLANGER, Pierre A.	Chargé de mission à la modernisation de la gestion publique	Ottawa	Participation à la conférence annuelle de l'Institut d'administration publique du Canada « Marquer l'histoire - Gouverner au 21 <sup>e</sup> siècle »	27 au 30 août 2000	1 544,21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BÉGIN, Monique L.	Secrétaire générale associée à la modernisation de la gestion publique	Ottawa	Conférencière invitée au colloque « Favoriser l'excellence » de la Canadian Comprehensive Auditing Foundation - Fondation canadienne pour la vérification intégrée (CCAF-FCVI)	19 mars 2001	---
ROY, Lucie	Directrice exécutive du Comité des responsables de la vérification interne	Ottawa	Participation au colloque « Favoriser l'excellence » de la Canadian Comprehensive Auditing Foundation - Fondation canadienne pour la vérification intégrée (CCAF-FCVI)	18 au 20 mars 2001	410,00
CHASSÉ, Alain	Directeur de la vérification interne	Ottawa	Participation au colloque « Favoriser l'excellence » de la Canadian Comprehensive Auditing Foundation - Fondation canadienne pour la vérification intégrée (CCAF-FCVI)	18 au 20 mars 2001	758,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
PARENT, Brigitte	Conseillère politique au Cabinet du ministre Jacques Léonard	Argentine Chili	Participation à la mission économique Argentine-Chili	12 au 16 mai 2000 17 au 20 mai 2000	12 237,16
LAROCHELLE, Jean	Secrétaire associé au personnel de la fonction publique	Argentine Chili	Participation à la mission économique Argentine-Chili	12 au 16 mai 2000 17 au 20 mai 2000	
MALENFANT LOISELLE, Lorraine	Chargée de mission à la modernisation de la gestion publique	Londres	<p>Rencontre d'évaluation : travaux Business Future Forum/International Future Forum Québec 2000 (28 novembre)</p> <p>Dernière rencontre internationale de la programmation 2000 IFF/BFN : Ascent of the small redefining scale advantage - Talent spotting in the corporate transfer market - competing for people to review the corporate gene pool (29 novembre et 1<sup>er</sup> décembre)</p> <p>Modernisation et Loi sur l'Administration publique : Implantation et étapes en cours, Délégation du Québec</p>	25 novembre au 3 décembre 2000	6 528,81





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BÉRUBÉ, Mishèle	Chef de service	Ottawa	Participation à la conférence annuelle de l'Institut d'administration publique du Canada en 2000	28 au 30 août 2000	1 199,19
ARSENAULT, Paul-Émile CLICHE, Pierre	Directeur Directeur	Victoria Colombie-Britannique	Participation à la 19 <sup>e</sup> conférence « Budget annuel intergouvernemental »	13 au 15 septembre 2000	5 664,06



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
POIRIER, Jocelyn	Chef de service	Nouvelle-Orléans États-Unis	Participer à la conférence de la « Society for Industrial and Organizational Psychology »	12 au 17 avril 2000	2 787,97
LECLERC, André FRÉCHETTE, Jacques LAPOINTE, Marcel	Chef de service Conseiller Conseiller	St-Jean Terre-neuve	Atelier intergouvernemental 2000 sur la classification, la rémunération et la négociation collective	26 mai au 1 <sup>er</sup> juin 2000	5 687,17



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail - secteurs public et parapublic					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
OUELLET, Pierre	Directeur adjoint	Niagara-on-the-Lake Ontario	Assister à une rencontre de : « The Conference Board of Canada »	6 au 9 juin 2000	1 534,45
MINGUY, Carole	Directrice de la planification et coordination des négociations par intérim	Ottawa	Assister au Séminaire « Public Sector Performance Measurement »	25 au 27 février 2001	2 660,00
GAUTHIER, Dominique	Directrice des politiques de rémunération et de conditions de travail	Ottawa	Assister au Congrès national de la CCAF-FCVI	18 au 20 mars 2001	1 615,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
SARRA-BOURNET, Marc CHARLEBOIS, Alain HUDON, Alain ROUSSIN, François	Chef de service Professionnel Professionnel Professionnel	Ottawa	Participation au colloque « Le Conseil canadien des sociétés publiques-privées, Revitalizing Public Services with Private Investment : The UK and AUSTRALIAN Experience with Progressive Public-Private Partnership Programs »	3 et 4 mai 2000	986,85
DESCHAMPS, Marcel	Conseiller	Toronto	Rencontre avec les membres du Conseil exécutif du Conseil canadien des marchés publics	16 au 17 mai 2000	1 300,80
TURCOTTE, Lucien HUDON, Alain VACHON, Jacques	Chef de service Analyste Analyste	Toronto	Rencontre du Groupe national sur les systèmes électroniques d'appel d'offres	17 mai 2000	3 144,55
LAFRANCE, Jacques	Secrétaire associé	Terre-Neuve	Rencontre des membres du Conseil d'administration du Conseil canadien des marchés publics	24 au 29 juin 2000	1 419,82
VACHON, Sylvie	Agente de recherche	Paris France	Participation au Programme franco-qubécois d'échanges de fonctionnaires. Stage dans l'administration française dans le domaine de la gestion contractuelle	14 octobre au 14 février 2001	17 600,00
SARRA-BOURNET, Marc	Chef de service	Winnipeg Manitoba	Participation à la rencontre des représentants du commerce intérieur	22 au 24 novembre 2000	1 371,85



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
CARETTE, Denis CHARLEBOIS, Alain	Chef de service Professionnel	Toronto	Participation au 8 <sup>e</sup> congrès annuel du Conseil canadien des sociétés publiques-privées	26 au 28 novembre 2000	2 379,55
SARRA-BOURNET, Marc	Chef de service	Vancouver	Rencontre des représentants du commerce intérieur visant à préparer la rencontre des ministres du commerce intérieur devant se tenir les 1 <sup>er</sup> et 2 février 2001	10 au 13 janvier 2001	1 057,70

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC</b>					
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles</b>					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
SASSEVILLE, Pierre	Coordonnateur à la sécurité de l'information	Dallas, Texas États-Unis	Participer à la conférence « Secure Summit 2000 » et la participation au « 2000 Information Systems Audit and Control Association (ISACA) North American Leadership Conference »	1 <sup>er</sup> au 8 mai 2000	2 582,60
BISTODEAU, Denis	Conseiller en gestion de projets	San Antonio, Texas États-Unis	Participer à la conférence annuelle de « American Productivity Quality Center »	20 au 26 mai 2000	2 416,32
SASSEVILLE, Pierre	Coordonnateur à la sécurité de l'information	Toronto	Participer à la réunion du Comité des techniques de sécurité des technologies de l'information du Conseil canadien des normes	29 et 30 mai 2000	683,62
CLOUTIER, Michel	Coordonnateur de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale	Marseille France	Participer à la conférence « La confiance dans les échanges électroniques » dans le cadre du Sommet sur la sécurité de l'information numérique	8 au 16 juin 2000	1 794,88
PERRON, Raynald	Architecte technologique	Chicago, Illinois États-Unis	Participer à la formation « Adaptive Architecture Immersion Workshop » donnée par META Group	19 au 22 juin 2000	3 813,90

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'information gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
CLOUTIER, Michel	Coordonnateur de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale	St-John's Terre-Neuve	Participation au Sous-comité des « Chief Information Officer » du secteur public sur la protection de l'information, à titre de représentant du Québec	8 au 12 juillet 2000	1 911,63
CLOUTIER, Michel	Coordonnateur de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale	San Francisco États-Unis	Participation à la réunion du Comité de sécurité de l'information de l'American Bar Association (8 et 9 août 2000)  « Multi-State Digital Signature Summit » (10 et 11 août 2000)	6 au 13 août 2000	3 339,01
HUDON, Yves	Coordonnateur des orientations gouvernementales	Reston Washington États-Unis	Participation à l'intérieur de la délégation canadienne au Comité de révision du projet de norme ISO 19115 sur les métadonnées en géomatique et les réunions plénières (11 <sup>e</sup> du Comité technique de l'International Standards Organization sur l'information géographique et la géomatique - ISO/TC211) ainsi qu'aux réunions des groupes de travail 1, 3, 4 et 5.	4 au 15 septembre 2000	3 053,77
PELLETIER, Daniel	Architecte technologique	Toronto	Participation à l'activité de formation de METAGROUP « Adaptive architecture immersion workshop »	11 au 14 septembre 2000	1 585,34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
CLOUTIER, Michel	Coordonnateur de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale	Toronto	Participation à la réunion du Sous-comité des « Chief Information Officer » du secteur public sur la protection de l'information	26 au 29 septembre 2000	1 085,08
LAMOTHE, Louis	Directeur	Ottawa	Participation à la rencontre du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public	4 au 6 octobre 2000	311,43
SASSEVILLE, Pierre	Coordonnateur à la sécurité de l'information	Tokyo Japon	Participation à la réunion du Comité des techniques de sécurité des technologies de l'information (SC27) de l'Organisation internationale de normalisation	13 au 23 octobre 2000	3 943,10
BLOUIN, Michel	Architecte principal	Lake Buena Vista Floride États-Unis	Participation au Symposium Itxpo 2000 - The future of Information Technology, de Gartner Group	14 au 20 octobre 2000	2 953,17
LINTEAU, Lise	Directrice du soutien au déploiement de l'inforoute gouvernementale par intérim	Lake Buena Vista Floride États-Unis	Participation au Symposium Itxpo 2000 - The future of Information Technology, de Gartner Group	14 au 21 octobre 2000	3 853,20
JOBIN, Martine	Conseillère en gestion des ressources humaines	Boston États-Unis	Participation à la formation sur l'utilité d'un outil de veille en aide à la prise de décision des gestionnaires	9 au 11 novembre 2000	891,54

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
SASSEVILLE, Pierre	Coordonnateur à la sécurité de l'information	Chicago Illinois	Participation à la conférence « 27 <sup>th</sup> Annual Computer Security Conference » du Computer Security Institute	13 au 15 novembre 2000	1 441,60
CLOUTIER, Michel	Coordonnateur de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale	Fredericton Nouveau-Brunswick	Participation à une rencontre des représentants provinciaux sur la sécurité de l'information électronique	2 au 6 décembre 2000	1 693,50
LAMOTHE, Louis	Directeur	Toronto	Réunion des CIO des provinces et des territoires	25 au 27 février 2001	1 586,00
HUDON, Yves	Spécialiste en normalisation	Lisbonne Portugal	Participation à l'intérieur de la délégation canadienne aux réunions internationales de normalisation suivantes : - Comité de révision du projet de norme ISO 19115 sur les métadonnées en géomatique (5, 6 et 7 mars) - 12 <sup>e</sup> plénière du Comité technique de l'ISO sur l'information géographique et la géomatique - ISO/TC 211 (8 et 9 mars)	1 <sup>er</sup> au 10 mars 2001	3 100,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'information gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Toronto	Réunion sur le comité de normalisation des technologies de l'information	17 au 29 avril 2000	1 357,94
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Nara Japon	Réunion sur un comité de normalisation internationale sur les claviers MOINS SUBVENTION DE 1 800,00 \$ FORFAITAIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES	10 au 20 mai 2000	4 132,96
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Toronto	Réunion sur le comité canadien des normes sur les langages de programmation	5 au 7 juin 2000	1 473,95
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Zurich	Réunion ad hoc sur la stratégie de réalisation des normes internationales en matière de technologies de l'information MOINS SUBVENTION DE 1 000,00 \$ FORFAITAIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES	15 au 22 juin 2000	2 006,14
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Toronto	Réunion de normalisation canadienne sur les technologies de l'information (code de caractères)	23 et 24 août 2000	1 276,02
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Athènes et Tokyo	Plénière de l'ISO sur les langages de programmation et des jeux de caractères MOINS SUBVENTION DE 3 000,00 \$ FORFAITAIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES	9 au 27 septembre 2000	6 529,54

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Ottawa	Réunion sur le comité de normalisation des technologies de l'information	1 <sup>er</sup> et 2 octobre 2000	773,13
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Nice	Réunion de la direction technique de l'ISO sur l'adaptabilité culturelle et linguistique MOINS SUBVENTION DE 1 000,00 \$ FORFAITAIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES	3 au 22 octobre 2000	3 154,35
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Philadelphie	Réunion du comité de l'ISO sur l'internationalisation des technologies de l'information MOINS SUBVENTION DE 400,00 \$ FORFAITAIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES	28 octobre au 1 <sup>er</sup> novembre 2000	1 693,50
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Tromso Norvège	Plénière (normalisation des technologies de l'information) organisme qui chapeaute toute la normalisation à l'ISO, en tant que contributeur important dans la direction technique sur l'adaptabilité linguistique et culturelle MOINS SUBVENTION DE 1 200,00 \$ FORFAITAIRE DU CONSEIL CANADIEN DES NORMES	3 au 13 novembre 2000	1 930,63
LABONTÉ, Alain	Informaticien-conseil	Ottawa	Réunion sur le comité de normalisation des technologies de l'information	17 et 18 décembre 2000	894,47

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
AIMÉ-LEGENDRE, Jacques	Professionnel	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	2 194,01
BÉDARD, Adrien	Professionnel	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 339,51
BOUFFARD, Claude	Professionnel	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 367,89
CHIRICOTA, Suzanne	Professionnel	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 372,86
CÔTÉ, Christiane	Directrice	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 811,27
FOURNIER, Gilbert	Directeur	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 501,38
LETARTE, Roland	Directeur	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 617,84
ST-ONGE, Guy	Directeur	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 504,00
TURCOTTE, Denis	Professionnel	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 492,11
VICTOR, Jacques	Professionnel	Philadelphie	Conférence pour les usagers des applications Oracle - Printemps 2000	24 au 30 avril 2000	3 475,80





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau de la Secrétaire associée aux services gouvernementaux					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
WELLS, Lucy	Secrétaire associée	Orlando Floride États-Unis	Participation au Symposium annuel de Gartner Group sur les technologies de l'information	14 au 22 octobre 2000	4 927,24



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
PLANTE, Bernard	Ingénieur	Ottawa	12 <sup>e</sup> Congrès canadien de la sécurité des technologies de l'information	18 au 23 juin 2000	1 067,55

Note : Dépenses au 28 février 2001 ou déplacements connus après cette date.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
ROCHETTE, Michel	Directeur	Orlando Floride Etats-Unis	Participation au Symposium annuel de Gartner Group sur les technologies de l'information	15 au 21 octobre 2000	4 137,59
HOUDET, Louis	Chef de service	Nouvelle-Orléans Louisiane Etats-Unis	Congrès Gartner Group - SWAMI 2000 Spécialistes en acquisition et négociation de logiciels	27 au 30 juin 2000	1 484,82
LINTEAU, Marie-Josée	Directrice générale	Ottawa	Conseil canadien des marchés publics - Forum annuel	24 au 27 octobre 2000	825,70
ROY, Sonia	Chef de projet	Ottawa	Conseil canadien des marchés publics - Forum annuel	24 au 27 octobre 2000	884,75
LINTEAU, Marie-Josée	Directrice générale	Toronto	Conseil d'administration du Conseil canadien des marchés publics (CCMP) - Réunion du conseil d'admin.	26 au 28 janvier 2001	831,48

Note : Dépenses au 28 février 2001 ou déplacements connus après cette date.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Direction du service gouvernemental de courrier					
DUPONT, Pierre-André	Directeur du service gouvernemental de courrier et du soutien à la gestion du service aérien gouvernemental	Toronto	Rencontre de l'Association nationale des grands usagers postaux (ANGUP)	12 au 14 décembre 2000	1 012,00
DUPONT, Pierre-André	Idem	Toronto	Rencontre de l'Association nationale des grands usagers postaux (ANGUP)	9 au 11 novembre 2000	683,00
Service aérien gouvernemental					
Volet Formation					
BLANC, Charles	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	9 au 12 mai 2000	473,00
LAPORTE, Guy	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	9 au 12 mai 2000	1 128,00
ROY, Luc	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	9 au 12 mai 2000	497,00
BEAULÉ, Louis	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	14 mai au 7 juin 2000	4 982,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC</b>					
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés</b>					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
PROVENCHER, Daniel	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	14 mai au 7 juin 2000	4 039,00
LEGAULT, Mario	Chef de division	Dallas, Texas États-Unis	Séminaire pour le Challenger	24 au 30 juin 2000	1 920,00
SAMSON, Marcel	Technicien	Dallas, Texas États-Unis	Séminaire pour le Challenger	24 au 30 juin 2000	2 036,00
BLANC, Charles	Pilote	Toronto	Simulateur DASH-8	13 au 15 septembre 2000	353,00
LAPORTE, Guy	Pilote	Toronto	Simulateur DASH-8	13 au 15 septembre 2000	492,00
LEGAULT, Mario	Chef de division	Pittsburgh Pennsylvanie États-Unis Dallas, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	26 au 28 septembre 2000	662,00
ROBERT, Ronald	Pilote	Pittsburgh Pennsylvanie États-Unis	Formation pour le BELL 412	26 au 28 septembre 2000	281,00
AYOTTE, Marcel	Technicien	Dallas, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	1 <sup>er</sup> au 21 octobre 2000	5 679,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
FAGGIOLO, Louis	Technicien	Toronto	Formation pour le DASH-8	1 <sup>er</sup> au 13 octobre 2000	2 120,00
LÉGARÉ, Gaétan	Technicien	Toronto	Formation pour le DASH-8	1 <sup>er</sup> au 13 octobre 2000	2 018,00
LEGAULT, Mario	Chef de division	Toronto	Formation pour le DASH-8	1 <sup>er</sup> au 13 octobre 2000	3 193,00
NADEAU, Daniel	Technicien	Dallas, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	1 <sup>er</sup> au 21 octobre 2000	3 978,00
LÉGARÉ, Gaétan	Technicien	Cornwall Ontario	Formation sur la réglementation de Transport Canada	16 octobre au 2 novembre 2000	1 520,00
CÔTÉ, Serge	Pilote	Toronto	Simulateur pour le DASH-8	20 au 22 octobre 2000	356,00
ROY, Luc	Pilote	Toronto	Simulateur pour le DASH-8	20 au 22 octobre 2000	356,00
FAGGIOLO, Louis	Technicien	Dallas, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	22 octobre au 8 novembre 2000	3 700,00
RODRIGUE, Joel	Technicien	Fort Worth Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	22 octobre au 8 novembre 2000	3 415,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
RENAUD, Julien	Technicien	West Palm Beach Floride États-Unis	Formation sur les matières composites	5 au 18 novembre 2000	3 156,00
BRANCHAUD, Paul	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	26 novembre au 21 décembre 2000	4 154,00
CÔTÉ, Jean-Pierre	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	26 novembre au 21 décembre 2000	5 077,00
DUBÉ, Marc	Technicien	Fort Worth, Texas États-Unis	Achat du BELL 412	3 au 23 décembre 2000	5 411,00
HÉON, Nancy	Technicienne	Fort Worth, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	3 au 23 décembre 2000	3 929,00
LEMIEUX, Fabien	Pilote	Dallas, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	9 au 23 décembre 2000	2 780,00
ROBERT, Ronald	Pilote	Dallas, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	9 au 23 décembre 2000	4 325,00
LAPORTE, Guy	Pilote	Toronto	Formation pour le Challenger	15 au 21 décembre 2000	984,00
TREMBLAY, Jacques	Pilote	Toronto	Formation pour le DASH-8	15 au 18 décembre 2000	363,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
ST-PIERRE, Louis	Technicien	Fort Worth, Texas États-Unis	Formation pour le BELL 412	7 au 17 janvier 2001	3 052,00
LAFONTAINE, Jean-Yves	Pilote	Toronto	Simulateur pour le DASH-8	19 au 23 janvier 2001	956,00
OUIMETTE, Daniel	Pilote	Toronto	Simulateur pour le DASH-8	19 au 23 janvier 2001	699,00
<b>Volet Extinction des feux de forêt</b>					
BOLDUC, Pierre	Technicien	Gimli, Manitoba	Extinction de feux de forêt	4 au 10 août 2000	833,00
MONETTE, Stéphane	Pilote	Gimli, Manitoba	Extinction de feux de forêt	4 au 10 août 2000	905,00
PARADIS, Daniel	Pilote	Gimli, Manitoba	Extinction de feux de forêt	4 au 10 août 2000	838,00
POTVIN, Jean-Marc	Pilote	Gimli, Manitoba	Extinction de feux de forêt	4 au 10 août 2000	955,00
QUENNEVILLE, Jacques	Pilote	Gimli, Manitoba	Extinction de feux de forêt	4 au 10 août 2000	955,00
TREMBLAY, Adélard	Technicien	Gimli, Manitoba	Extinction de feux de forêt	4 au 10 août 2000	867,00
RENAUD, Julien	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 août au 2 septembre 2000	1 727,00
BRADETTE, Michel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	1 <sup>er</sup> au 28 septembre 2000	5 106,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
FAGGIOLO, Louis	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	1 <sup>er</sup> au 28 septembre 2000	4 861,00
GOUDREAU, Paul	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	1 <sup>er</sup> au 28 septembre 2000	4 956,00
GRONDIN, Daniel	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	1 <sup>er</sup> au 28 septembre 2000	4 817,00
LACHANCE, Gilles	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	1 <sup>er</sup> au 28 septembre 2000	4 585,00
BEAUPRÉ, André	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	2 au 29 septembre 2000	4 941,00
CARON, Georges	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	2 au 27 septembre 2000	4 407,00
LORD, Edouard	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	2 au 27 septembre 2000	4 730,00
MORIN, Steve	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	2 au 29 septembre 2000	4 515,00
BOLDUC, Pierre	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	11 au 16 septembre 2000	1 556,00
DESROSIERS, Alain	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	11 au 18 septembre 2000	1 778,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
GAGNON, Michel	Directeur	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt Promotion	11 au 18 septembre 2000	1 564,00
PLOURDE, Martin	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	11 au 16 septembre 2000	1 331,00
ROY, Rick	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	11 au 16 septembre 2000	1 181,00
BERTHIAUME, Benoît	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	26 septembre au 24 octobre 2000	4 929,00
BOULANGER, Michel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	26 septembre au 25 octobre 2000	4 697,00
GODBOUT, Réjean	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	26 septembre au 25 octobre 2000	5 112,00
GUAY, Jean-Pierre	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	26 septembre au 21 octobre 2000	4 862,00
WEBER, Christian	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	26 septembre au 25 octobre 2000	5 065,00
DORÉ, Michel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 septembre au 26 octobre 2000	5 140,00
GIRARD, Martin	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 septembre au 26 octobre 2000	5 111,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LAROCQUE, Jean	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 septembre au 24 octobre 2000	4 747,00
POTVIN, Jean-Marc	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 septembre au 26 octobre 2000	4 974,00
POULIN, Louis	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 septembre au 26 octobre 2000	4 998,00
ROBITAILLE, Jean-Nicolas	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	27 septembre au 24 octobre 2000	4 894,00
VACHON, Daniel	Technicien	Seattle Washington Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	19 au 25 octobre 2000	2 293,00
BRADETTE, Michel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	20 octobre au 18 novembre 2000	5 269,00
TURGEON, Josée	Technicienne	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	22 octobre au 19 novembre 2000	5 145,00
LEMAY, René	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	23 octobre au 17 novembre 2000	5 227,00
BÉRUBÉ, Paul-A.	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	24 octobre au 22 novembre 2000	5 227,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
QUENNEVILLE, Jacques	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	24 octobre au 22 novembre 2000	4 937,00
VILLENEUVE, Carl	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	24 octobre au 22 novembre 2000	5 214,00
CAYOUE,TE, Richard	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	25 octobre au 23 novembre 2000	5 264,00
CHEVRIER, Henri	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	25 octobre au 23 novembre 2000	5 126,00
MONETTE, Stéphane	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	25 octobre au 23 novembre 2000	6 035,00
PARADIS, Daniel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	25 octobre au 23 novembre 2000	5 001,00
MERCIER, Pascal	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	16 novembre au 21 décembre 2000	6 351,00
BÉLISLE, Georges	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	17 novembre au 22 décembre 2000	6 532,00
GUAY, Jean-Pierre	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	17 novembre au 17 décembre 2000	5 390,00
RODRIGUE, Joel	Technicien	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	18 novembre au 22 décembre 2000	6 499,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BOULANGER, Michel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	21 novembre au 20 décembre 2000	5 211,00
FOURNIER, Daniel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	21 novembre au 20 décembre 2000	5 116,00
POTVIN, Jean-Marc	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	21 novembre au 22 décembre 2000	5 284,00
BHERER, Jacques	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	22 novembre au 22 décembre 2000	5 399,00
LECLERC, Carol	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	22 novembre au 21 décembre 2000	5 279,00
POULIN, Louis	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	22 novembre au 21 décembre 2000	4 959,00
WEBER, Christian	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	22 novembre au 22 décembre 2000	5 243,00
BRADETTE, Michel	Pilote	Los Angeles Californie	Extinction de feux de forêt	15 au 22 décembre 2000	1 652,00
CARON, Georges	Pilote	Argentine	Extinction de feux de forêt	6 au 31 janvier 2001	5 946,00
VILLENEUVE, Carl	Pilote	Argentine	Extinction de feux de forêt	9 janvier au 5 février 2001	5 597,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LAROCHE, Constant	Pilote	Argentine	Extinction de feux de forêt	31 janvier au 28 février 2001	5 965,00
LACHANCE, Gilles	Pilote	Argentine	Extinction de feux de forêt	9 janvier au 4 février 2001	2 327,00
GODBOUT, Réjean	Pilote	Argentine	Extinction de feux de forêt	6 au 31 janvier 2001	5 776,00
POULIN, Louis	Pilote	Argentine	Extinction de feux de forêt	2 au 27 février 2001	5 283,00
TREMBLAY, Adélard	Technicien	Argentine	Extinction de feux de forêt	3 février au 1 <sup>er</sup> mars 2001	6 143,00
TREMBLAY, Éric	Technicien	Argentine	Extinction de feux de forêt	30 janvier au 27 février 2001	6 386,00
CHARBONNEAU, Robert	Directeur de la maintenance	Nîmes, France	Rencontre des opérateurs de CL-415	14 au 21 octobre 2000	1 551,00
GENDRON, Phillip	Chef de service	Nîmes, France	Rencontre des opérateurs de CL-415	14 au 21 octobre 2000	1 651,00
<b>Volet Déplacements de l'exécutif</b>					
BÉGIN, Andréanne	Agent de bord	Winnipeg, Manitoba	Déplacement du Premier Ministre	9 au 12 août 2000	281,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BRANCHAUD, Paul	Pilote	Winnipeg, Manitoba	Déplacement du Premier Ministre	9 au 12 août 2000	288,00
BUJOLD, Raoul	Agent de bord	Winnipeg, Manitoba	Déplacement du Premier Ministre	9 au 12 août 2000	380,00
D'AMOURS, Gilbert	Pilote	Winnipeg, Manitoba	Déplacement du Premier Ministre	9 au 12 août 2000	507,00
OUIMETTE, Daniel	Pilote	Winnipeg, Manitoba	Déplacement du Premier Ministre	9 au 12 août 2000	387,00
ROY, Luc	Pilote	Winnipeg, Manitoba	Déplacement du Premier Ministre	9 au 12 août 2000	412,00
BÉGIN, Andréanne	Agent de bord	New-York New-York	Déplacement du Premier Ministre	21 au 22 octobre 2000	394,00
GRIMARD, Bruno	Pilote	New-York New-York	Déplacement du Premier Ministre	21 au 22 octobre 2000	389,00
LAFONTAINE, Jean-Yves	Pilote	New-York New-York	Déplacement du Premier Ministre	21 au 22 octobre 2000	407,00
BROUSSEAU, André	Agent de bord	Espagne, Italie	Déplacement du Premier Ministre	30 janvier au 6 février 2001	2 209,00
TREMBLAY, André	Pilote	Espagne, Italie	Déplacement du Premier Ministre	30 janvier au 6 février 2001	2 204,00
D'AMOURS, Gilbert	Pilote	Espagne, Italie	Déplacement du Premier Ministre	30 janvier au 6 février 2001	2 203,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
BROUSSEAU, Jean	Pilote	Vancouver, C.-B.	Déplacement d'un ministre	8 au 9 février 2001	212,00
BÉGIN, Andréanne	Agent de bord	Vancouver, C.-B.	Déplacement d'un ministre	8 au 9 février 2001	212,00
CÔTÉ, Serge	Pilote	Vancouver, C.-B.	Déplacement d'un ministre	8 au 9 février 2001	227,00
BUJOLD, Raould	Agent de bord	Vancouver, C.-B.	Déplacement du Premier Ministre	17 au 18 février 2001	184,00
BEAULÉ, Louis	Pilote	Vancouver, C.-B.	Déplacement du Premier Ministre	17 au 18 février 2001	184,00
LAFONTAINE, Jean-Yves	Pilote	Vancouver, C.-B.	Déplacement du Premier Ministre	17 au 18 février 2001	244,00
<b>Volet Autres</b>					
LESSARD, Martin	Technicien	Halifax, N.-É. St-John, N.-B.	Démonstration d'avions-citernes en collaboration avec Canadair	7 au 11 mai 2000	958,00
LORD, Edouard	Pilote	Halifax, N.-É. St-John, N.-B.	Démonstration d'avions-citernes en collaboration avec Canadair	7 au 11 mai 2000	1 404,00
BROUSSEAU, Jean	Pilote	Winfield, Kansas États-Unis	Entretien Challenger 601-A (URG)	1 <sup>er</sup> au 17 juin 2000	3 050,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
LANGLOIS, Jean	Pilote	Winfield, Kansas États-Unis	Changement de moteur - Challenger 601-A (URG)	1 <sup>er</sup> au 17 juin 2000	4 543,00
ROY, Richard	Technicien	Winfield, Kansas États-Unis	Changement de moteur - Challenger 601-A (URG)	1 <sup>er</sup> au 17 juin 2000	4 484,00
CÔTÉ, Jean-Pierre	Pilote	Winfield, Kansas États-Unis	Changement de moteur - Challenger 601-A (URG)	13 au 17 septembre 2000	929,00
ROY, Richard	Technicien	Winfield, Kansas États-Unis	Changement de moteur - Challenger 601-A (URG)	13 au 17 septembre 2000	1 292,00
LEGAULT, Mario	Chef de division	Pittsburgh Pennsylvanie États-Unis	Achat du BELL 412	27 au 30 novembre 2000	1 058,00
NADEAU, Daniel	Technicien	Pittsburgh Pennsylvanie États-Unis	Achat du BELL 412	27 au 30 novembre 2000	597,00
NADEAU, Daniel	Technicien	Pittsburgh Pennsylvanie États-Unis	Achat du BELL 412	4 au 7 février 2001	1 028,00
NADEAU, Daniel	Technicien	Pittsburgh Pennsylvanie	Achat du BELL 412	20 au 23 février 2001	560,00
GAGNON, Michel	Directeur	Argentine et Chili	Promotion des avions-citernes - extinction de feux de forêt	16 au 27 octobre 2000	1 573,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
CANUEL, Gervais	Analyste en informatique	Toronto	Formation sur la définition des configurations matérielles (HCD) des différents environnements de traitement informatique et la gestion des consoles matérielles (HMC)	2 au 4 avril 2000 et 16 au 18 avril 2000	5 406,39
DESMARAIS, Yves	Analyste en informatique	Louisiane Nouvelle-Orléans États-Unis	Conférence CA-World 2000 sur le système d'automatisation des opérations	8 au 15 avril 2000	2 275,12
BRÛLÉ, Alain	Technicien en informatique	Toronto	Cours de formation sur la plate-forme OS/390 donné par IBM	8 au 12 août 2000	3 383,45
NAULT, Valérie	Technicienne en informatique	San Francisco Californie États-Unis	Cours de formation sur la gestion des logiciels de sécurité logique ACF2	7 au 13 octobre 2000	3 575,31
BREAULT, Claude	Analyste en informatique	Herndon Washington États-Unis	Cours de formation sur l'administration des banques de données MICS	23 au 28 octobre 2000	4 311,52
CHABOT, Denis	Analyste en informatique	Toronto	Conférence Forum 2000 sur l'infrastructure de stockage	16 au 20 octobre 2000	2 871,00
ST-AMAND, Gilles	Analyste en informatique	Orlando Floride États-Unis	Cours de formation sur la gestion de la performance des services de traitement à l'ordinateur central relatifs aux systèmes d'exploitation	29 au 4 novembre 2000	5 451,35

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
RÉMILLARD, Daniel	Analyste en informatique	Toronto	Cours de formation sur la gestion et la détermination des problèmes reliés à la connectivité par fibre optique	5 au 9 novembre 2000	3 934,27
POIRIER, Claude	Analyste en informatique	Toronto	Conférence traitant de l'utilisation d'outils pour faciliter la gestion d'un portefeuille de logiciels	24 au 26 octobre 2000	609,85
MORIN, Denis VERA, Leslie	Directeur Opérateur	Irving Texas États-Unis	Procéder à un essai de relève de tous les environnements de traitement au centre de relève de Comdisco	3 au 7 décembre 2000	24 376,82

Note : Dépenses au 28 février 2001 ou déplacements connus après cette date.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<p align="center"><b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 4A</b>  <b>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ INCLUANT SUR INTERNET POUR 2000-2001</b>  <b>ET PRÉVISIONS POUR 2001-2002</b></p>							
NOM	DÉPENSES 2000-2001		TOTAL	NOM	PROGRAMMATION 2001-2002		TOTAL
	OBLIGATOIRE	MANDAT			OBLIGATOIRE	MANDAT	
CABINETS	0	0	0	CABINETS	0	0	0
GREFFE	44 823	0	44 823	GREFFE	45 000	0	45 000
BUREAU DU SECRÉTAIRE DU CONSEIL DU TRÉSOR	0	0	0	BUREAU DU SECRÉTAIRE DU CONSEIL DU TRÉSOR	0	0	0
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION - DIRECTION DES COMMUNICATIONS	33 946	0	33 946	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION - DIRECTION DES COMMUNICATIONS	10 000	10 000	20 000
SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	0	0	0	SOUS-SECRÉTARIAT AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET AUX PROGRAMMES	0	0	0
SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	0	0	0	SOUS-SECRÉTARIAT AU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE	250 000	0	250 000
SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL - SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	0	0	0	SOUS-SECRÉTARIAT AUX RELATIONS DE TRAVAIL - SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	0	0	0
SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	0	0	0	SOUS-SECRÉTARIAT AUX MARCHÉS PUBLICS	0	0	0
SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES	0	0	0	SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES	0	0	0
SOUS-SECRÉTARIAT À L'INFOROUTE GOUVERNEMENTALE ET AUX RESSOURCES INFORMATIONNELLES	0	8 284	8 284	SOUS-SECRÉTARIAT À L'INFOROUTE GOUVERNEMENTALE ET AUX RESSOURCES INFORMATIONNELLES	20 000	0	20 000
SOUS-SECRÉTARIAT AUX SERVICES GOUVERNEMENTAUX				SOUS-SECRÉTARIAT AUX SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
- ACQUISITIONS	23 096	0	23 096	- ACQUISITIONS	23 000	0	23 000
- SERVICES SPÉCIALISÉS	10 522	19 343	29 865	- SERVICES SPÉCIALISÉS	10 000	20 000	30 000
- SERVICES INFORMATIQUES GOUVERNEMENTAUX	0	2 515	2 515	- SERVICES INFORMATIQUES GOUVERNEMENTAUX	0	0	0
- TÉLÉCOMMUNICATIONS	0	0	0	- TÉLÉCOMMUNICATIONS	0	2 000	2 000
<b>TOTAL</b>	<b>112 387</b>	<b>30 142</b>	<b>142 529</b>		<b>358 000</b>	<b>32 000</b>	<b>390 000</b>

Note : Dépenses au 28 février 2001





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 4B  
LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ INCLUANT SUR INTERNET POUR 2000-2001

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

OBJECTIFS ET MOYENS

Le budget de publicité du Secrétariat du Conseil du trésor pour 2001-2002 (voir l'information à la demande générale n° 4A) servira principalement à faire connaître les appels de candidatures en vue de pourvoir aux postes réguliers et occasionnels au sein de la fonction publique. Par ailleurs, l'enveloppe publicitaire sera également utilisée pour assumer le coût de diffusion des décrets dans la Gazette officielle du Québec et faire connaître les produits et les services offerts par les différentes unités administratives du Secrétariat.

En 2000-2001, le Secrétariat du Conseil du trésor a utilisé, pour ses placements publicitaires, les médias écrits (quotidiens, hebdomadaires Gazette officielle du Québec et, à l'occasion, revues spécialisées). En 2001-2002, il entend se limiter, pour l'essentiel, aux médias écrits. La Gazette officielle du Québec s'ajoute aux types de médias indiqués.

AGENCE DE COORDINATION

Le Secrétariat du Conseil du trésor réalise ses placements-médias par l'entremise d'une agence de coordination, et ce, conformément à la Directive concernant les campagnes de publicité et les services de placement-média. Cette réglementation s'applique aux ministères et aux organismes dont les crédits sont votés, en tout ou en partie, par l'Assemblée nationale.

Cette agence, qui a été sélectionnée à la suite d'un appel d'offres public par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, est responsable de la négociation et de l'achat d'espace dans les journaux et de temps d'antenne à la radio et à la télévision pour la diffusion de campagnes gouvernementales de publicité.

PUBLICITÉ OBLIGATOIRE

Les dépenses du Secrétariat du Conseil du trésor en matière de publicité obligatoire servent habituellement pour les fins suivantes.

**Recrutement (appels de candidatures)**

Postes permanents à doter au Secrétariat du Conseil du trésor et postes occasionnels à pourvoir.

**Décrets**

Diffusion de décrets dans la Gazette officielle du Québec.

**Appels d'offres publics**

- Information concernant la disposition de biens meubles excédentaires.
- Appels de soumissions pour l'acquisition de biens et de services.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 4B	
LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ INCLUANT SUR INTERNET POUR 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor	
Avis publics	
Information des entreprises et, parfois, du public.	
<u>PUBLICITÉ PAR MANDAT</u>	
Le Secrétariat du Conseil du trésor a effectué, en 2000-2001, des dépenses de publicité par mandat principalement à la fin suivante.	
<b>Commercialisation de produits et services</b>	
La mission du Secrétariat, plus spécifiquement de son Sous-secrétariat aux services gouvernementaux, englobe la vente de produits et services aux ministères et aux organismes gouvernementaux. De cette mission découlent diverses activités pour faire connaître ses produits et services, dont la participation à des expositions. Les médias écrits ou, selon le cas, d'autres véhicules publicitaires sont alors utilisés pour signaler ce type d'activité.	
<u>BILAN POUR 2000-2001</u>	
<b>Publicité obligatoire</b>	
Recrutement (appels de candidatures)	67 564 \$
Gazette officielle du Québec	44 823 \$
<b>TOTAL</b>	<b>112 387 \$</b>
<b>Publicité par mandat</b>	
Information relative aux produits et services du Secrétariat du Conseil du trésor	30 142 \$
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>142 529 \$</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 4C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2000-2001 ET PRÉVISIONS POUR 2001-2002			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau de la Secrétaire associée aux services gouvernementaux			
NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Traitex		76,00	Mise en forme des couleurs de la brochure
Imprimerie Litho Chic		795,00	Impression des couvertures de la brochure
Direction de la reprographie gouvernementale		2 213,00	Impression de la brochure
Total	5 000 brochures « Les Services gouvernementaux Ça nous me rapporte »	3 084,00	Promotion des services offerts par les Services gouvernementaux

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<p style="text-align: center;"><b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 4C</b>  <b>LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2000-2001</b>  <b>ET PRÉVISIONS POUR 2001-2002</b></p>			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions			
NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Imprimerie Reproduction	Calendrier « Acquisitions Québec »	220,00	Distribution à la clientèle - Promotion de l'ensemble des services gouvernementaux
J.-B. Deschamps	Fiches pour la pochette promotionnelle	5 520,00	Distribution à la clientèle - Présentation des services offerts par « Acquisitions Québec »
Imprimerie Reproduction	Papier pour Signet « L'achat simplifié »	531,28	Distribution à la clientèle à l'intérieur de la pochette ci-haut
Bergemont	Impression Signet « L'achat simplifié »	328,00	Distribution à la clientèle à l'intérieur de la pochette ci-haut
Payne et Gravel	Tapis à souris	17 527,00	Distribution à la clientèle - Promotion du site « acquisitions-quebec.gouv.qc.ca »
Payne et Gravel	Polos	1 677,95	Vêtements portés lors de salons ou colloques
Service d'entretien d'équipement bureautique			
Publicité Maca inc.	Porte-cartes promotionnels	1 629,20	Promotion des services du Service d'entretien d'équipement bureautique
Publicité Maca inc.	Décalques promotionnels	611,60	Idem

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 4C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2000-2001 ET PRÉVISIONS POUR 2001-2002			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions			
NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Publicité Maca inc.	Stylos promotionnels	623,81	Promotion des services du Service d'entretien d'équipement bureautique
Fournitures et ameublement			
J.B. Deschamps inc.	Dépliants - Ameublement	1 140,00	Distribution à la clientèle - Présentation des produits offerts

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 4C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2000-2001 ET PRÉVISIONS POUR 2001-2002			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés			
NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
<b>Service aérien gouvernemental</b>			
Broderie Bridier	Autocollants (avion-citerne)	1 837,50	Kiosques ou lors d'interventions dans d'autres pays
Broderie Sélect	Casquettes (avion-citerne)	2 625,00	Lors d'interventions dans d'autres pays et lors de visites spéciales du Service aérien gouvernemental
Alain Drolet (réalisation) Studio Expression (sonorisation) Logipoint (production/tournage) Digipoint (postproduction vidéo)	Vidéo « Les pompiers du ciel » (en français)	17 924,63	Lors d'événements spéciaux et promotion internationale
Alain Drolet (réalisation) Studio Expression (sonorisation) Digipoint (postproduction vidéo) Mark Mckenzie (traduction en anglais) Traduction Elgue Simard (traduction en espagnol)	Vidéo « Les pompiers du ciel » (en anglais et en espagnol)	3 007,00	Lors d'événements spéciaux et promotion internationale
Digipoint	Cassette vidéo « Les pompiers du ciel » (150)	495,00	Promotion de la location des avions-citernes
Imprimerie Reproduction Québec	Dépliant : Combat aérien des feux	1 879,05	Promotion du service de combat des feux de forêt

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 4C LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2000-2001 ET PRÉVISIONS POUR 2001-2002			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux			
NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
Nadeau Communication	1 000 dépliants et 1 000 signets	2 055,00	Promotion de la Vitrine technologique
Pouliot Guay, graphistes	125 brochures et 125 dépliants	1 745,00	Promotion du Serveur informatique gouvernemental





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 5  
LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

Aucun sondage.

)

)

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 6

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001  
À LA DEMANDE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

Aucune étude.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 7  
LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES  
DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

Aucun contrat.

(

(

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

LES CONTRATS DE 0 À 999 \$ SONT AU NOMBRE DE 2 450 ET REPRÉSENTENT UNE SOMME DE 600 984,28 \$.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche		
NOM	MONTANT	OBJET
SERVICES GESTION QUANTUM LTÉE	1 827,00	Services professionnels concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel de cabinet

(

(

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes		
NOM	MONTANT	OBJET
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	23 900,00	Perfectionnement : planification stratégique
TÉLÉ-UNIVERSITÉ	1 426,00	Passation de 31 tests de français
ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES	1 025,00	Inscription au Congrès 2000
INSTITUT DE GESTION FINANCIÈRE	3 685,00	Formation Midi-conférence
PERFORM	3 090,00	Inscription au colloque : « Les grands enjeux 2000 »
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE	1 395,00	Inscription - Performance 2000



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
NOM	MONTANT	OBJET
BRIÈRE, JULES ME	4 591,92	Honoraires professionnels pour conseiller les autorités du Secrétariat du Conseil du trésor en matière de législation sur les relations de travail
CENTRE DE FORMATION INFORMATIQUE NEW HORIZON	1 800,00	Cours personnalisé Windows 95 WM - Internet Explorer 4.0 PM - Word 97 - Power Point 97 - Excel 97 - Révision des cours
INFONEX	1 499,00	Conférence : PS Performance Measurement
SERVICES CONSEILS HARDY INC.	3 103,50	Formation adaptée : AVEFF et SGL
CENTRE DES TECHNIQUES DE L'INFORMATIQUE	3 012,00	Saisie de données - Listes de personnel
DICOM EXPRESS INC. (QUÉBEC)	1 256,20	Frais de messagerie
DYNAMEX EXPRESS INC.	1 661,42	Frais de messagerie
E.P.S.I. INC.	18 380,00	Correction des concours réservés aux professionnels
GENEVIÈVE GAGNÉ	1 380,00	Correction d'examens d'habileté à rédiger en français pour le personnel technique
GENEVIÈVE GAGNÉ	4 360,00	Correction d'examens d'habileté à rédiger en français pour le personnel professionnel -
GRAPHIDÉE ENR.	1 465,00	Corrections - Affiches et dépliants, consultation - infographie - Négatifs et sorties laser jaquette cassette-vidéo
IMPRESSIONS STAMPA INC. (LES)	1 010,00	Impression d'en-têtes de lettres (emplois réguliers et occasionnels)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
NOM	MONTANT	OBJET
IMPRIMERIE BERGEMONT INC.	4 989,00	Impression du formulaire : offre de service
IMPRIMERIE REPRODUCTION QUÉBEC	1 453,50	Impression de dépliants en français et en anglais : Le plus important employeur au Québec
BERNIER, JEAN-JACQUES	10 000,00	Honoraires professionnels pour élaborer deux instruments d'évaluation semblables du type « Test des consignes »
BERNIER, JEAN-JACQUES	10 000,00	Honoraires professionnels pour élaborer des instruments d'évaluation semblables du type « test des commissions » selon certains paramètres
COGNICASE	1 608,75	Travaux d'évolution au système des griefs conçu en grade et modifications à des programmes de transfert et de changement
DE SERRES, LINDA	2 500,00	Honoraires professionnels pour réaliser l'épreuve de compréhension et d'analyse, niveau technicien
LAFLAMME, ROCH	5 000,00	Mesurer le potentiel des cadres de la fonction publique, analyser les enjeux stratégiques d'une situation - Déterminer orientation ou objectifs
PÉPIN, MICHEL	5 000,00	Honoraires professionnels pour réaliser les travaux relatifs à la révision des examens d'analyse
TOUSIGNANT, ÉDITH	4 000,00	Révision et modifications apportées à des examens
UNIVERSITÉ LAVAL	8 050,00	Élaborer un instrument d'évaluation de type objectif visant à mesurer l'habileté à comprendre une loi de même qu'une version similaire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
NOM	MONTANT	OBJET
ELGUE MARIA EUGENIA	2 444,40	Honoraires professionnels pour traduire de l'espagnol au français différents documents concernant un projet en Argentine
CORBEIL, GILLES	1 280,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
DESNOYERS, GILLES	1 320,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
FORTIN, PIERRE A.	2 360,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
GODIN, LOUIS	16 060,00	Honoraires professionnels pour fournir l'assistance aux spécialistes dans l'interprétation des rapports d'invalidité, d'expertises médicales, documents de laboratoire
LADOUCEUR, ANDRÉ	1 280,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
LAVERY, DANIEL	1 160,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
LAVOIE, GILLES	5 280,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
LECLERC, BRUNO	1 000,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
POULIN, MARC	2 640,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
ROY, JEAN-GUY	3 640,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
TREMBLAY, DENIS	2 120,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
TURMEL, CHARLES	1 040,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
NOM	MONTANT	OBJET
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC	8 018,00	Travaux reliés à la méthodologie des indemnités de frais de déplacements
PERFORM	1 726,66	Inscription au colloque : « Les grands enjeux 2000 » (2 participants)
FEROCE	2 146,00	Réalisation graphique du document: bulletin « Autrement »
IMPRIMERIE BOURG-ROYAL INC.	1 269,00	Impression du bulletin : « Autrement »
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	1 100,00	Impression du dépliant : Guide sur la déclaration de services aux citoyens - Secrétariat à la modernisation
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	3 500,00	Impression du bulletin : « Autrement »
IMPRIMERIE LE RENOUVEAU INC.	7 804,00	Impression et négatifs de la brochure : « Échange »
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE	1 995,00	Inscription à la conférence : « Planification de la relève de votre main-d'oeuvre »
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC	8 171,00	Participation au partenariat pour la production d'une évaluation du modèle de simulation PERSIM
LA CAPITALE COURTIER INC.	5 400,00	Déménagement de personnel
ONX	1 401,00	Cours de formation : AD210 - principes fondamentaux Mino designer
E.P.S.I. INC.	2 580,00	Expertises lors de griefs (préparation de la défense)
DATAMARK SYSTEMS	1 656,50	Impression de dépliants : « Êtes-vous visé par les nouvelles mesures d'accès à l'égalité? »

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
NOM	MONTANT	OBJET
MULTIHEXA	1 590,00	Formation : « Project 2000 Base »
CENTRE DES TECHNIQUES DE L'INFORMATIQUE	1 412,08	Saisie de données pour les listes de paie
CENTRE DES TECHNIQUES DE L'INFORMATIQUE	13 500,00	Concevoir ou modifier un examen portant sur la saisie d'informations
COLLÈGE MÉRICI	10 000,00	Élaborer un examen objectif sur la capacité à élaborer un plan d'action dans le cadre de l'organisation d'événements ou d'activités pour l'évaluation du personnel de niveau technique
COLLÈGE O'SULLIVAN	2 500,00	Procéder au choix, à l'administration ainsi qu'à la correction de l'examen maîtrise du clavier
MORIN, CHRISTIAN	5 490,64	Proposer et exécuter des améliorations relatives notamment à la mise en page, à la structure et à l'organisation de la testothèque informatisée



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail - secteurs public et parapublic		
NOM	MONTANT	OBJET
LAVERY DE BILLY	3 482,50	Honoraires professionnels
PERFORM	1 295,00	Inscription au colloque : « Les grands enjeux 2000 »
PERFORM	1 295,00	Participation à l'activité : Moderniser le système de santé : mythes, illusions et réalité
INSTITUT CANADIEN	1 399,00	Participation au cours : La loi 102 sur les régimes complémentaires de retraite
MCCARTHY, TÉTRAULT	2 643,69	Honoraires professionnels avocats - Table CSN/CPS

0

0

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la coordination des négociations		
NOM	MONTANT	OBJET
MCCARTHY, TÉTRAULT	7 140,86	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs
SERVICES CONSEILS HARDY INC.	2 314,00	Formation : Langage Macro de SAS
TOWERS PERRIN	4 884,00	Honoraires professionnels payés à des arbitres de griefs



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics		
NOM	MONTANT	OBJET
BERLITZ	1 172,80	Cours de perfectionnement d'anglais
IMPRIMERIE LE LAURENTIEN INC.	1 096,00	Impressions d'affichettes pour le système des accords de libéralisation des marchés publics
CONTECH	1 212,60	Location d'espaces pour un kiosque - Expo Contech - Québec
MARTIN INTERNATIONAL	5 400,00	Location d'espaces pour le salon « Le nouveau monde des affaires »
LE CONSEIL CANADIEN DES SOCIÉTÉS PUBLIQUES-PRIVÉES	2 343,30	Frais d'inscription à la 8 <sup>e</sup> conférence annuelle





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration		
NOM	MONTANT	OBJET
BOUDREAU THOMAS J.	2 496,00	Expertise en administration publique pour le Comité d'implantation du nouveau cadre de gestion
INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES DU QUÉBEC	1 400,00	Formation : cours d'initiation à la vérification interne
INSTITUT DE GESTION FINANCIÈRE	1 675,00	Formation Midi-conférence
RÉSEAU D.O.F. INC.	3 230,97	Déclaration de services de la DGA « le pouvoir de la crédibilité »
TECHNOLOGIES MULTIPARTER' R INC.	5 583,67	Cours sur project 2000 base - Excel 97 m-2 fonctions et multifeuille - Visio 2000, base
DOUCET & ASSOCIÉS	3 400,00	Document technique installation d'un réseau de câblage d'ossature informatique
DICOM EXPRESS INC. (QUÉBEC)	2 951,19	Transport de petits colis par messagerie rapide
DYNAMEX EXPRESS INC.	6 260,89	Transport de petits colis par messagerie rapide
CENTRE DE FORMATION EN GESTION	3 093,50	Formation : supervision opérationnelle
COLLÈGE DE LIMOILOU	1 750,00	Formation : technologie de réseautage Cisco
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE	1 995,00	Formation : l'apport stratégique de votre département de technologie de l'information à l'aide d'Internet protocole - conférence
ONX	11 245,50	Formation : Lotus Notes, Domino sécurité et Workflow des applications

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8</b> <b>CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration</b>		
<b>NOM</b>	<b>MONTANT</b>	<b>OBJET</b>
VERSALYS FORMATION	5 200,00	Formation : « Accelerated Training on MS Windows, using Lotus Script IN R5 Application »
VIAGENIE INC.	3 000,00	Formation : Infrastructure à clés publiques « ICP » et formation sur le logiciel « PGP »
EDS INNOVATION	16 200,00	Mise en place d'une infrastructure de gestion du parc informatique du SCT, basée sur les outils Microsoft.
GROUPE DMR INC.	5 531,40	Produire une analyse de la gestion des technologies à la Direction des ressources informationnelles
GROUPE DMR INC.	6 300,00	Présenter les tendances du marché en matière de gestion des technologies de l'information
ONX	6 469,00	Soutenir les administrateurs Notes dans la mise en place du collectif notes.
SILVERRUN TECHNOLOGIES	3 710,00	Renouvellement du programme Silverrun Eax - MRD - DFD
RÉSEAU INTERNET QUÉBEC	7 397,50	Accès aux services Internet
SD-MLOC/CONFERENCE BOARD OF CANADA	17 503,55	Accès à la base de données pour rapports sur l'économie et les régimes de retraite
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI) INC.	9 990,00	Fournir des services professionnels dans le cadre de la refonte du système sur le regroupement des achats en perfectionnement
SX-COM SOFTWARE INC.	22 071,60	Contrat de support logiciel d'aide au développement prospeed

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8</b> <b>CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration</b>		
<b>NOM</b>	<b>MONTANT</b>	<b>OBJET</b>
TECHNOLOGIES MULTIPARTEN'R INC.	9 900,00	Honoraires professionnels afin d'effectuer le support à la maintenance opérationnelle et à l'entretien de l'infrastructure technologique supportant l'intranet du Secrétariat du Conseil du trésor
CNW QUÉBEC INC.	2 404,33	Transmission de communiqués de presse du Secrétariat du Conseil du trésor
COMMUNICATION DEMO INC.	8 902,32	Préparation de la Revue de presse électronique
IMPRIMERIE BOURG-ROYAL INC.	2 317,00	Impression de divers documents du Secrétariat du Conseil du trésor
JILL LESLIE GOLDBERG	4 338,60	Traduction français/anglais pour les appels de candidatures du Secrétariat du Conseil du trésor et différentes traductions
SERVICE DE PHOTO PRESTO	1 885,18	Développement de films pour différents travaux du Secrétariat du Conseil du trésor
TRAITEUR LE PÉCHÉ MIGNON	4 003,18	Soirée hommage aux personnes du Secrétariat du Conseil du trésor qui ont pris leur retraite
OSE DESIGN INC.	1 557,00	Conception couverture et grille intérieure du dépliant « Planification stratégique 2000-2003 »
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 545,42	Honoraires professionnels pour accompagner et fournir l'encadrement méthodologique à l'équipe du Secrétariat dans le cadre de développement d'indicateurs et tableaux de bord pour le suivi de la mise en œuvre du projet de modernisation
GIDAS NICOLAS	3 200,00	Honoraires professionnels concernant la livraison du contenu du site web (1 <sup>re</sup> génération) de la modernisation de la gestion publique

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8</b> <b>CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration</b>		
<b>NOM</b>	<b>MONTANT</b>	<b>OBJET</b>
PERFORM	1 295,00	Inscription et participation au colloque « Les grands enjeux 2000 »
TRIOMPHE MARKETING ET COMMUNICATION	3 760,00	Conception et design de la brochure « Modernisation de la gestion publique »
LES ENTREPRISES RÉOLUTION	9 800,00	Services professionnels pour réaliser un ensemble d'activités en matière de support à l'implantation des technologies SMS
FUTURCOMMERCE	9 900,00	Services professionnels concernant la numérisation des demandes d'approbation par le Conseil du trésor (CT) des cinq dernières années et des opérations courantes
MUSÉE DE LA CIVILISATION	1 500,00	Location de la chapelle du Séminaire - Soirée hommage du Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles		
NOM	MONTANT	OBJET
DELWASSE, JEAN-PIERRE	9 950,00	Préparation d'un projet de politique de partage des services communs de télécommunications au gouvernement du Québec
PRICE WATERHOUSE COOPERS	5 375,00	Honoraires professionnels concernant les tendances des télécommunications
ALCYONIX INC.	13 000,00	Francisation du modèle de référence « Capability maturity model integrated for systems engineering (cmm-i) » produit par le Software Engineering Institute
SYNTELL INC.	20 000,00	Mise à niveau du logiciel et modification de la licence : « Perspectives Business Server »
SYNTELL INC.	7 500,00	Frais d'entretien du logiciel
QUÉBECTEL AMI INC.	4 545,00	Frais d'hébergement du serveur
GASTON BEAUSÉJOUR	24 900,00	Honoraires professionnels afin de coordonner les travaux des intervenants - Ressources du secteur public et les conseillers de firmes privées impliquées dans le mandat intitulé : « Formulaires électroniques et téléprocédures »
GASTON BEAUSÉJOUR	8 940,00	Honoraires professionnels afin de produire le rapport final du groupe de travail sur les formulaires électroniques et les téléprocédures.
GOSSELIN, MAURICE	5 200,00	Honoraires professionnels pour l'élaboration d'un modèle d'analyse avantages-coûts portant sur l'implantation du formulaire électronique dans l'administration québécoise

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'infrastructure gouvernementale et aux ressources informationnelles		
NOM	MONTANT	OBJET
INTERDOC CORPORATION	6 000,00	Honoraires professionnels pour la préparation d'étude de cas concernant la mise en oeuvre de formulaires électroniques dans de grandes organisations privées et publiques
KNOPPERS, JAKE V., PhD	2 680,00	Honoraires professionnels concernant l'infrastructure à clés publiques gouvernementale
LABCAL TECHNOLOGIES	9 850,00	Honoraires professionnels pour l'élaboration d'un cadre de référence concernant l'interopérabilité de la certification électronique d'identité des personnes et de certification de la localisation des dispositifs
LALONDE, MICHEL	7 500,00	Honoraires professionnels concernant la proposition de positionnement du certificat normalisé - Développer des éléments directeurs du discours - Rédaction - Dépôt et présentation finale
LALONDE, MICHEL	24 000,00	Honoraires professionnels concernant la première présentation du projet de certificat normalisé aux membres du Forum de l'autoroute de l'information et à un Comité technique désigné par ceux-ci.
ORDIPLAN INC. (MTL)	7 000,00	Analyser un portrait global des différents logiciels.
PARENTEAU, JEAN-BERNARD	7 800,00	Honoraires professionnels pour la préparation d'un document qui présente les déploiements internationaux actuels de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale.
PKI INTEGRITY SERVICES	11 400,00	Rédaction du certificat normalisé du Québec
TERREAULT, CHARLES, ING. DHC	10 500,00	Honoraires professionnels concernant la définition du concept de norme de certification

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles		
NOM	MONTANT	OBJET
BOUTET, ANNIE	1 400,00	Honoraires professionnels pour assurer le support technique lors de la réalisation des présentations de l'architecture d'entreprise gouvernementale prévue au plan de communication et le classement des documents Power Point
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI) INC.	7 103,57	Honoraires professionnels pour conseiller et guider le Secrétariat du Conseil du trésor dans la rédaction du cadre de gestion associé à l'Intranet gouvernemental
FRAPPIER, ST-DENIS ET ASS.	1 400,00	Honoraires professionnels concernant le bilan de l'organisation de la Direction du soutien au déploiement de l'inforoute gouvernementale
GARTNER GROUP INC.	18 500,00	Honoraires professionnels concernant l'évaluation de l'architecture E-Government
GARTNER GROUP INC.	9 500,00	Honoraires professionnels pour conseiller et guider le Secrétariat du Conseil du trésor en regard des éléments de télécommunications concernant le positionnement des fournisseurs actifs au Québec et des autres gouvernements et les aspects contractuels et appels d'offres.
NOËL, SYLVAIN	5 812,50	Honoraires professionnels pour assurer le support technique lors de la réalisation des présentations de l'architecture d'entreprise gouvernementale prévue au plan de communication et le classement des documents Power Point
R3D INFORMATION & TECHNOLOGIE INC.	24 500,00	Honoraires professionnels concernant la mise en place d'un cadre de réalisation d'une version concertée avec les ministères et organismes de l'architecture d'entreprise gouvernementale pour approbation en avril 2001



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8		
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles		
NOM	MONTANT	OBJET
SOCIÉTÉ DE GESTION TI	6 576,43	Honoraires pour des conseils stratégiques en matière d'inforoute gouvernementale
CEFRIQ	10 000,00	Honoraires professionnels concernant la publication du rapport réalisé, sa diffusion et à l'organisation d'une table ronde sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications
MARTIN INTERNATIONAL	7 725,00	Honoraires professionnels concernant la réalisation du Gala Hommage 2000
MARTIN INTERNATIONAL	15 000,00	Honoraires professionnels concernant la réalisation du Gala Hommage 2001
CUSSON, ROBERT	4 950,00	Honoraires professionnels concernant la gestion stratégique des risques
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI) INC.	8 191,65	Honoraires professionnels pour réaliser un concept de confiance pour la norme de certification
R3D INFORMATION & TECHNOLOGIE INC.	22 050,00	Honoraires professionnels concernant les enjeux et les attentes de la mise en œuvre de l'architecture d'entreprise gouvernementale
CADIEUX, JEAN-CLAUDE	24 000,00	Honoraires professionnels pour réaliser un document de l'architecture d'entreprise gouvernementale à l'intention des sous-ministres
CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL	4 783,13	Formation : Gestion de projets informatiques
CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL	1 400,00	Conférence : Méthode Mehari (Gestion des risques)
CENTRE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION EN GESTION	1 043,66	Honoraires professionnels concernant la préparation et l'animation d'un atelier au forum : « Québec branché »

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8</b> <b>CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'information gouvernementale et aux ressources informationnelles</b>		
NOM	MONTANT	OBJET
MULTIHEXA	1 590,00	Formation : « Projet 2000 base »
SOFITECH	1 190,00	Formation : « Microsoft Project 98 »
TECHNOLOGIES MULTIPARTEN'R INC.	1 995,00	Formation : « MS-1378 - MASR. Visual Interdev 6 »
GROUPE CFC INC. (LE)	1 466,25	Formation : « Leader de leaders »
GROUPE CFC INC. (LE)	4 624,00	Formation : « Conseils 2000-2001 »
META GROUP Canada	1 995,00	Conférence pour le séminaire EAS au Meta Group : « Adaptive Architecture Immersion Workshop »
INFOSÉCURITÉ CONSEIL	4 950,00	Honoraires professionnels concernant la démarche générale relative au plan global de sécurité dans les ministères et organismes
TECHNOLOGY IN GOVERNMENT WEEK	1 047,00	Forum sur le développement

○

○

104

○

○

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1ER AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources		
NOM	MONTANT	OBJET
AGENCE DE GESTION D'INFORMATION	1 315,80	Entretien de logiciel
AGTI	12 375,00	Étude sur l'organisation administrative de GIRES
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	2 084,35	Perfectionnement, 15 participants
CGI	20 908,09	Traitement informatique pour SAGIP
EN MARGE DESIGN INC.	24 500,00	Plan d'aménagement des espaces de travail
ÉNAP	5 178,61	Services conseils pour l'élaboration d'indicateurs
FONDS PLACEMENT IMMOBILIER	4 867,27	Entretien d'immeuble
GASTON COUILLARD	4 607,82	Expertise en administration publique
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE	1 095,00	Perfectionnement
INTERDOC CORPORATION	1 190,00	Perfectionnement, 2 participants
IRON MOUNTAIN	5 000,00	Entreposage de rubans magnétiques en voûte
JEAN TRUDEL	24 975,00	Expertise en gestion de projet complexe (caractère unique du projet, nombre élevé d'intervenants et de clientèles)
LAMBDA INC.	24 487,50	Préparation du cahier des charges pour le mandat d'intégration du projet Gires

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1ER AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources		
NOM	MONTANT	OBJET
MICHEL MARTEL	3 250,00	Étude de soumission
LA SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE ORACLE	4 560,00	Perfectionnement, 2 participants
RTA INC.	1 250,00	Entretien de logiciel
SATURN	1 680,00	Copie de cédérom sur la gestion intégrée des ressources
SYSTEMATIX	5 130,00	Transfert du système de gestion de l'embauche des occasionnels
TMI MULTIHEXA	2 394,00	Perfectionnement, 2 participants
TRANSPORT INTERBOURG	14 126,40	Déménagement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
NOM	MONTANT	OBJET
CENTRE DE MÉCANIQUE J.T.S. INC.	1 606,83	Entretien et réparation de camion
CENTRE DE MÉCANIQUE J.T.S. INC.	1 606,56	Entretien et réparation de camion
CENTRE DE MÉCANIQUE J.T.S. INC.	2 620,87	Entretien et réparation de camion
COMPAQ CANADA INC.	4 588,80	Seule compagnie accréditée par Microsoft à pouvoir nous offrir une assistance téléphonique en français sur les versions françaises des produits Back Office de Microsoft utilisés par la plate-forme de commerce électronique du Service de l'inforoute gouvernementale
CYBERCONCEPT INC.	9 990,00	Assistance conseil pour le pilotage d'une réflexion de synergie avec des représentants des clients (AGRMQ et CRISP) en vue d'alimenter le cahier d'appel à la concurrence du projet RETEM
DIGIDYNE INC.	20 815,08	Contrat d'entretien d'équipements reliés au service d'inforoute - période couverte : 4 juillet 2000 au 4 janvier 2001
GAGNON, DAVID	9 520,00	Développer ou modifier plusieurs applications en Visual Basic servant à assister les intervenants opérationnels dans leurs activités de gestion et de surveillance de l'infrastructure du réseau de radio transmission de données
ÉVALUATION PERSONNEL SÉLECTION INTERNATIONAL INC.	1 710,00	Test d'analyse pour un concours de recrutement à la Direction des services réseaux et élaboration de onze paniers de gestion pour recrutement de personnel cadre
FORTIN & LEGAULT	5 750,00	Service d'arpenteurs-géomètres pour effectuer l'arpentage d'un chemin d'accès à un site de radiocommunication

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8</b> <b>CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications</b>		
<b>NOM</b>	<b>MONTANT</b>	<b>OBJET</b>
GÉOCOM INC.	15 262,00	Entretien et garantie des produits acquis en 1999-2000 du fournisseur pour le Service de la radio transmission de données
GROUPE CONSEIL T S	6 528,79	Travaux de surveillance dans le cadre de l'excavation des sols contaminés suite à l'enlèvement d'un réservoir diesel au Mont Mégantic
GSI ENVIRONNEMENT	1 885,00	Coût pour la disposition des sols contaminés au chantier du site Mont Mégantic
HELI-MAX LTÉE	5 114,20	Location d'hélicoptère pour le transport d'une équipe de 7 personnes, pour des travaux d'entretien à un site de radiocommunication
LABCAL TECHNOLOGIES INC.	3 000,00	Support technique pour la mise en œuvre de l'infrastructure à clé publique ICP-SG
LAFONTAINE & FILS INC.	2 682,17	Contrat pour l'excavation de sols contaminés sous la supervision du Groupe Conseil TS
LES ENTREPRISES ALLEN DUMARESQ	3 854,06	Location de fardier, pelle hydraulique et opérateur pour le démantèlement du site Mont-Bald et les travaux de construction du site de la Montagne-Blanche
LES ENTREPRISES ERIVAN LTÉE	2 000,00	Travaux de construction d'une cloison avec porte pour subdiviser un bâtiment sis sur un site de radiocommunication
LES ENTREPRISES ROY/DUGUAY/ASSOCIÉS	1 282,50	Location d'une excavatrice et son opérateur pour l'entretien d'un site de radiocommunication
LES ÉQUIPEMENTS MARTEL INC.	1 971,79	Location de divers équipements lourds pour l'entretien et la réparation d'un site de radiocommunication

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
NOM	MONTANT	OBJET
LES GRUES P.G. INC.	3 113,92	Location d'un camion avec chauffeur et coéquipier pour transport de blocs de béton et l'érection d'un pylône sur un site de radiocommunication
LES HÉLICOPTÈRES CANADIENS LTÉE	2 801,99	Location d'hélicoptère pour le transport d'une équipe de 7 personnes et du matériel pour des travaux d'assemblage sur un site de radiocommunication
LINUX QUÉBEC TECHNOLOGIE INC.	8 400,00	Services-conseils et d'assistance au développement et au déploiement d'un système de surveillance des serveurs internet et assurer la relève lors de l'absence du spécialiste responsable de la Direction des services réseaux
INFONET SOFTWARE SOLUTIONS INC.	15 758,75	Entretien et mise à niveau des logiciels de la firme Infonet achetés en 1999-2000 pour l'infrastructure du service de télémessagerie gouvernementale
RISQ - RÉSEAU D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES DU QUÉBEC	14 600,00	Raccordement du RICIB avec le réseau fédérateur de l'internet
CORNELLIER, LOUIS	8 771,22	Services-conseils afin d'appliquer le guide d'auto-évaluation « Qualimètre » (Membre du réseau facilitateurs-QUALImètre)
ROBERGE, GINETTE	20 851,00	Formation sur l'utilisation de la messagerie vocale et dépannage téléphonique auprès des usagers de la messagerie vocale Durée du contrat : 4 juin 2000 au 3 juin 2001.
OUELLET, LISE	6 130,00	Formation sur l'utilisation de la messagerie vocale
CHENEL, LUCIE	20 063,75	Formation sur l'utilisation de la messagerie vocale et dépannage téléphonique auprès des usagers de la messagerie vocale Durée du contrat : 04 juin 2000 au 03 juin 2001.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
NOM	MONTANT	OBJET
SAVARD, NOËLLINE	4 289,07	Travaux de facturation pour le service à la clientèle
MONT-LAURIER AUTOMOBILE LTÉE	1 056,00	Entretien et réparation de camion
MORIN SABLE & GRAVIER ENR.	3 716,70	Location de pelle hydraulique et opérateur pour travaux sur un site de radiocommunication
PRÉVOST, ALAIN	9 000,00	Service d'assistance et d'élaboration d'un plan de développement des affaires. Amener chacune des unités de la direction à rédiger leur plan sectoriel de développement des affaires selon une approche méthodologique commune à toute l'organisation.
TRACER TECHNOLOGIES DIVISION	1 025,55	Service de maintenance et support sur le logiciel Tracer pour le service d'archivage en télémessagerie de la Direction des services d'inforoutes
VERSALYS	4 267,51	Travaux spécifiques pour le maintien et l'évolution de la plate-forme technologique Window NT et Novell 5,1 du réseau local
VIAGÉNIE INC.	1 800,00	Activité de formation - voix et vidéo sur IP : principes, architecture et contraintes
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,30	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 200,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 200,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
NOM	MONTANT	OBJET
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 300,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 10 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 200,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 200,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	2 482,34	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 10 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 530,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8		
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
NOM	MONTANT	OBJET
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 200,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
BELL CANADA (QUÉBEC)	1 500,00	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
VIDÉOTRON TÉLÉCOM LTÉE	1 101,24	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
VIDÉOTRON TÉLÉCOM LTÉE	5 138,34	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
VIDÉOTRON TÉLÉCOM LTÉE	1 101,24	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS
VIDÉOTRON TÉLÉCOM LTÉE	1 019,23	Service spécialisé - Lien à haute vitesse entre deux adresses pour la transmission de données. Service réseau métropolitain local 1.544 MBPS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
NOM	MONTANT	OBJET
AGMV MARQUIS IMPRIMEUR INC.	8 085,00	Impression du répertoire Tarifs préférentiels hôteliers
AIR MECANIC INC.	3 000,00	Entretien et réparation de bâtisses
ANNE HAMELIN	1 616,00	Frais de notaire
ATELIERS DES SOURDS DU QUÉBEC INC.	2 143,30	Entretien et réparation de mobilier de bureau
CEBRA INC.	2 442,96	Addendas aux publications d'appels d'offre
CHARLES-A. FORTIER INC.	10 000,00	Frais de démolition
COMPOSITION ORLÉANS INC.	1 110,00	Négatifs pour l'impression des fiches «L'achat simplifié»
CONFORT INCOGNITO	6 724,05	Entretien et réparation de bâtisses
CONSTRUCTION SERGE BERGERON & ASS. INC.	3 250,00	Entretien et réparation de bâtisses
GLOBAL INTERNET INC.	1 340,00	Mises à jour et modifications sur les sites Internet du DGA
J.B. DESCHAMPS INC.	5 520,00	Impression des fiches «L'achat simplifié»
LAROCHELLE GRATTON INC.	9 990,00	Étude sur le partage des rôles et responsabilités pour l'optimisation de la distribution de logiciels
LES DÉMÉNAGEURS PROFESSIONNELS 2000	9 918,04	Transport et déménagement
LES ENCANS LIQUIDEX	8 145,00	Frais d'encan
MANPOWER	1 714,64	Transport et manutention de biens issus de la criminalité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
NOM	MONTANT	OBJET
MARINE TECH INC.	1 200,00	Évaluation et inspection d'embarcations
ME FRANÇOIS LAURIN	1 772,00	Frais de notaire
PÉTRO CANADA	6 724,05	Entretien et réparation de bâtisses
PROTECTEL INC.	7 101,36	Sécurisation de bâtisses
REMORQUAGE JACQUES ALLAIRE	1 533,75	Transport et déménagement
REMORQUAGE MÉTÉOR INC.	1 959,50	Transport et déménagement
RÉPARATIONS D'AUTOS GILLES	5 365,00	Remorquage et entretien de véhicules
SERVICES DE PISCINES CARIGNAN	1 090,00	Entretien et réparation de bâtisses
TRANSPORT W. CYR INC.	1 044,00	Transport et déménagement
VITRERIE NATIONALE INC.	1 000,00	Entretien et réparation de bâtisses
<b>FOURNITURES ET AMEUBLEMENT</b>		
BIENVENUE WELCOME MULTIMÉDIA	4 850,00	Conception - réalisation de la partie INFO-FAQ du site Catalogue d'achats publics (CAP)
C.T.M.A. EXPRESS INC.	2 325,00	Transport maritime de mobiliers
CSI ARCHITECTURE INC.	3 961,00	Production des plans et devis du mobilier semi-intégré
DÉMÉNAGEMENT RAPIDE INC.	1 557,00	Contrat de déménagement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
NOM	MONTANT	OBJET
FÉROCE DESIGN	10 595,00	Graphisme, mise à jour, approbation des épreuves du catalogue des fournitures et ameublement
FOLIA DESIGN	1 653,00	Entretien de plantes
IMPRIMERIE LA RENAISSANCE	10 172,00	Impression du catalogue des logiciels
IMPRIMERIE PROVINCIAL	9 475,00	Impression du catalogue des logiciels
IMPRIMERIE REPRODUCTION DU QUÉBEC	1 350,00	Impression du dépliant promotionnel pour les nouveaux articles
INSTITUT DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES DU QUÉBEC	1 590,00	Perfectionnement
J.B. DESCHAMPS INC.	1 140,00	Impression du dépliant - mobilier semi-intégré
J.B. DESCHAMPS INC.	24 658,00	Impression du catalogue des fournitures et ameublement
MONO-LINO INC.	1 476,00	Photographies pour le Catalogue d'achats publics (CAP)
GIL POUR GIL	5 736,00	Photographies de groupes d'objets (mobilier et fournitures)
SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉQUIPEMENT BUREAUTIQUE		
AST INC.	4 890,14	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions
BENOIT BONNEAU	17 637,06	Entretien et réparation de composantes informatiques
BUSSIÈRES COMMUNICATION	1 145,00	Mise à jour du dépliant promotionnel des services
CCEB INC.	5 905,00	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
NOM	MONTANT	OBJET
GOLIATH TECHNOLOGIE	8 293,64	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions
HEWLETT PACKARD CANADA	2 033,65	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions
IMPRIMERIE SIEL	2 084,00	Impression du document Tarification 2001 et des pochettes
INFO CARREFOUR INC.	20 986,00	Contrat en réparation et entretien bureautique à Montréal
LES ATELIER D'ELLE	10 452,06	Nettoyage d'appareils téléphoniques
MÉMOFIX HITECH SERVICES INC.	1 215,00	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions
PERMOND SOLUTIONS GROUP LIMITED	8 595,00	Perfectionnement - Compaq et Lexmark (techniciens)
PUBLICITÉ MACA	2 864,61	Réalisation d'articles promotionnels (Porte-cartes, décalques, stylos)
RC ELECTRONICS CANADA	2 793,00	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions
ROBERT PARÉ	19 855,13	Entretien et réparation de composantes informatiques
S.M.T. COMPUTER	4 348,00	Contrat d'entretien bureautique pour les M/O en régions
STEEVE VACHON	2 236,50	Entretien et réparation de composantes informatiques
TECHNOLOGIE MULTIPARTN'R INC.	1 995,00	Perfectionnement - Entretien bureautique
FONDATION DES SOURDS DU QUÉBEC INC.	24 999,00	Conservation et nettoyage de biens meubles excédentaires

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
Service aérien gouvernemental		
ACCADEMIA QUALITAS	6 460,00	Formation de vérificateur ISO
AERO CONSULTING SERVICES	1 188,50	Service de génie conseil pour DASH-8 et LOC-8
AEROGOLFE LTEE	6 418,77	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AERONEUF INSTRUMENTS LTEE	3 230,10	Entretien et réparation d'aéronefs
AÉROPORT DE BAIE-COMEAU	3 311,81	Frais de piste et services au sol
AÉROPORT DE GATINEAU	1 158,00	Frais de piste et services au sol
AÉROPORT MUNICIPAL D'AMOS	5 186,89	Frais de piste et services au sol
AÉROPORT RÉGIONAL DE VAL-D'OR	3 612,37	Frais de piste et services au sol
AEROSPACE WELDING INC.	1 775,00	Entretien et réparation d'aéronefs
AILES DE GASPE INC (Les)	17 158,81	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR ALMA INC.	7 147,72	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR BELLEVUE INC.	10 897,34	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR Canada	5 087,35	Fret, messagerie et autres frais de transport
AIR Canada RÉGIONAL	2 190,07	Locations diverses d'outils, boroscope et dégivrage



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
AIR KIPAWA (1994) INC	2 472,80	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR MONT-LAURIER 1985 INC.	2 010,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR OUTAOUAIS	1 525,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR SATELLITE INC.	22 685,98	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AIR SOL MECANIQUE INC	1 729,20	Frais de piste et services au sol - aéroport de Sept-Iles
AIR ST-MAURICE INC.	3 643,46	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
ALAIN DROLET	6 300,00	Réalisation de la vidéo « Les pompiers du ciel »
AMEUBLEMENT DE BUREAU DE LA CAPITALE	1 091,50	Réparation d'ameublement
AOG COURRIER SERVICE	1 050,00	Fret, messagerie et autres frais de transport
APEX AEROSPATIAL	3 400,00	Installation et certification d'un système de communication dans les avions-citernes
ATAI AIR CHARTERS LTD	4 050,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
ATELIER DE SOUDURE TIBO (2000)	3 002,36	Fabrication de supports pour les avions-citernes et pour la maintenance en général
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	1 400,00	Perfectionnement en anglais
AV-TECH INC.	3 118,45	Entretien et réparation - édifice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
AVIATION AVIONICS ET INSTRUMENTS	1 457,71	Entretien et réparation d'aéronefs
AVIATION B.L. INC.	24 230,03	Entretien et réparation d'aéronefs et d'hélices
AVIATION ROGER FORGUES INC	1 750,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
AVIATRON INC	3 257,87	Entretien et réparation d'aéronefs (hélicoptères)
AVTECH INC.	1 507,00	Stationnement et autres services aux avions
BARFIELD INC	2 058,02	Entretien et réparation d'aéronefs (tous les genres d'appareils)
BAX GLOBAL	19 274,82	Transport de pièces au Canada et aux Etats-Unis
BELL Canada	2 569,61	Entretien de matériel de communication
BELL MOBILITÉ PAGETTE	19 426,29	Location de téléavertiseur
BRODERIE BRIDIER INC.	1 837,50	Confection d'auto-collants
CANADIAN AERO ACCESSORIES LTD	5 573,24	Réparation de pièces d'aéronefs pour les F-27
CARMICHAEL LTEE	1 060,21	Entretien et réparation - chauffage et climatisation
CARSEN GROUP INC.	1 855,00	Entretien et réparation - boroscope et système vidéo
CASP AEROSPACE INC	17 142,67	Entretien et réparation d'aéronefs (Avions-citernes, Challenger et F-27)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8		
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
CELLULAIRE CHIC	3 550,00	Location de téléphones satellites pour les pilotes d'hélicoptères et d'avions-citernes affectés dans des régions où les cellulaires ne fonctionnent pas
CENTRE DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT (CEGER)	1 278,19	Entretien et réparations - camions routiers
CENTRE DE FINITION BOMBARDIER	13 500,00	Service de génie aéronautique - rampe médicale au Challenger 601-3A
CENTRE DE FORMATION EN TRANSPORT	1 443,50	Formation sur les marchandises dangereuses
CLINIQUE D'EXTINCTEUR J.M.B.	2 623,35	Entretien et réparation - extincteurs
COMTRSYS INC.	3 066,40	Perfectionnement hors Canada, formation de vol, pour avions citernes CL-215 hors Canada
CONCEPT AIR AVIATION	13 816,64	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
CONTACT VISUEL	2 196,10	Service audio-visuel pour la version anglaise de la vidéo « Les pompiers du ciel »
COURRIER PUROLATOR LTEE	16 168,63	Transport de pièces
DIGIPOINT	8 671,32	Service audio-visuel, montage et graphisme pour la vidéo « Les pompiers du ciel »
DOLBEC TRANSPORT INC.	1 108,00	Aménagement des bureaux (OP/040060)
DOWTY AÉROSPACE	3 754,59	Entretien et réparation d'aéronefs - structure
DYNAMAIR AVIATION INC.	1 197,05	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8		
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
ELECT-AVI LTEE	1 006,92	Réparation d'aéronefs - instruments de navigation
EMS TECHNOLOGIES Canada	4 858,38	Entretien et réparation d'aéronefs - instruments de navigation
ESSENTIAL TURBINES INC.	4 901,86	Entretien et réparation d'aéronefs - moteurs
ETALTECH	1 603,40	Calibration de pièces pour tous les genres d'appareils
FEDERAL EXPRESS Canada LTEE	8 051,29	Transport de pièces
FOXAIR HELISERVICE INC.	2 700,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
FRITZ STARBER INC	11 713,65	Courtier en douanes
GARAGE SERGE LEVESQUE INC.	1 088,90	Réparation des camions et tracteurs routiers
GOJIT	1 673,59	Transport de pièces
GRIMES AÉROSPACE	7 548,59	Entretien d'aéronefs - électrique
HAMILTON SUNDSTRAND	11 134,58	Entretien d'aéronefs - structures
HELI-EXCEL	14 788,63	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
HELI-MANICOUAGAN	7 548,24	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
HELI-MAX LTEE	11 700,65	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
HELI-STAR	12 714,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8		
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
HÉLICOPTÈRES ABITIBI LTEE	8 170,46	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
HÉLICOPTÈRES SANS FRONTIÈRES	6 318,50	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
HÉLIPRO INC.	15 409,16	Entretien et réparation d'aéronefs - structures
HELITE AVIATION LTEE	2 000,00	Services professionnels - Analyse technique et recommandation pour base secondaire de la Sûreté du Québec à l'aéroport de Saint-Hubert
HÉROUX INC.	1 689,00	Entretien et réparation d'aéronefs - train d'atterrissage
HOPE AERO PROP. COMPONENTS	2 151,85	Contrat d'entretien d'hélices
HOWELL INSTRUMENTS INC.	1 901,63	Entretien d'aéronefs - instrument de navigation et équipement scientifique
INSTRUMENT SPECIALITIES COMP. INC.	4 535,36	Entretien et réparation d'aéronefs - d'instruments de navigation
INNOTECH AVIATION	7 510,87	Location d'une pièce de moteur d'aéronef (Dash 8)
ITT INDUSTRIES	4 437,29	Réparation d'aéronefs - circuit carburant
J-AIR INC.	3 390,00	Entretien et réparation d'aéronefs - électrique
KEBEC COURTIER EN DOUANES	3 958,00	Courtier en douanes
KELLY WESTERN (SERVICES LTD)	1 750,00	Stationnement hangar avions et autres services avions
L3 COMMUNICATION	17 216,80	Entretien et réparation d'aéronefs - instruments de navigation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
LABRADOR AIR SAFARI INC	1 840,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
LEICA CANADAINC	1 226,45	Entretien et réparation d'aéronefs (hélicoptères)
LOGIPOINT	6 606,18	Service audio-visuel, production et tournage pour la vidéo « Les pompiers du ciel »
MATSUSHITA AVIONICS SYSTEME	1 780,82	Entretien d'aéronefs - système de communication
MIRABEL AERO-SERVICE	5 731,70	Réparation de pièces d'avions-citernes
MULTI-SYSTEMES AUDIO VIDEO	1 325,00	Entretien et réparation - système vidéo
NAVAIR INC.	5 255,32	Entretien et réparation de matériel scientifique
PARTBASE.COM	1 820,20	Abonnement pour de la recherche sur Internet sur la disponibilité de pièces d'avions
PBB USA INC	4 069,04	Courtier en douanes
PETRO-AIR SERVICES INC	6 163,17	Frais de piste et services au sol - aéroport de Sept-Iles
PLANTES UNIVERT INC	1 386,00	Entretien de plantes
PRECISION ENGINES CORPORATION	7 079,66	Entretien et réparation de moteurs d'aéronefs (avions citernes).
PUBLICATIONS DU QUEBEC	3 961,49	Services de montage et de démontage du kiosque d'exposition
QUELOZ & ASSOCIES INC	2 402,00	Entretien et réparation d'aéronefs (Challenger et avions-citernes)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8		
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
RJS SOFTWARE SERVICES	22 431,46	Contrat de service logiciel AMS (Entretien annuel)
SAFEFLIGHT	7 250,45	Entretien et réparation - instruments de navigation et autres
SAFETY-KLEEN Canada INC	2 279,00	Service de récupération de produits chimiques
SAS AIR INC.	4 733,00	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
SKYSERVICE AVIATION INC.	9 151,92	Services de nolisement pour les ministères et organismes publics
SOLUTIONS DE GESTION MRT	8 020,00	Contrat de service informatique pour le système comptable « Dynamics »
STUDIO EXPRESSION	1 317,13	Montage de la vidéo « Les pompiers du ciel »
TOLAGE NADEAU	1 350,00	Entretien - matériel roulant
TRADUCTION ELGUE SIMARD	2 465,80	Service de traduction
TRAITEX	1 215,00	Traitement de texte, mise en page et corrections pour la préparation d'un document en 3 langues.
TRANSPORT BESNER INC.	1 600,38	Frais de transport
TULMAR SAFETY SYSTEMS INC.	1 021,23	Entretien mécanique d'aéronefs
UNITED TECHNOLOGIES	12 493,99	Entretien d'hélices
UNIVERSAL AVIONICS CORP.	6 392,39	Abonnement - mise à jour de données aéronautiques
VAC AERO INT'L INC.	1 150,00	Entretien d'aéronefs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
VALPIRO INC	3 176,00	Frais de piste et services au sol - aéroport de Val-d'Or
VOYAGEURS AIRWAYS LIMITED	2 849,00	Location d'équipement médical
WRIGHT INSTRUMENTS LTD	6 838,48	Entretien et réparation d'aéronefs
WOLFSBURG	2 440,98	Entretien et réparation d'aéronefs - instruments de navigation
Direction du service gouvernemental de courrier		
ABF FREIGHT SYSTEM INC.	10 441,00	Fret et messagerie
ADDS SERTEL TELECOM	3 084,00	Installation de câblage
AMIGO TRANSPORT	13 347,00	Fret et messagerie
BAX GLOBAL	12 436,00	Fret et messagerie
BELL & HOWELL LTD	1 733,00	Entretien et réparation d'équipement d'affranchissement
BLAIS, GASTON	1 500,00	Services professionnels - expertise en document et en écriture
CENTRE D'AUTO 2259	2 907,00	Entretien et réparation de véhicule
CENTRE DU CAMION UTR INC.	1 320,00	Entretien et réparation de véhicule
CIE T.E.L.A. CO. INC.	1 729,00	Entretien et réparation d'équipement d'affranchissement
CIE T.E.L.A. CO. INC.	14 400,00	Location d'équipement d'impression



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
CLEARNET	4 237,00	Location d'équipement de télécommunication
COAIR	1 462,00	Entretien et réparation d'équipement de manutention
COMINAR	4 530,00	Entretien et réparation de locaux et de mobilier de bureau
COURRIER M.A.M.	10 350,00	Fret et messagerie
COURRIER PUROLATOR LTÉE	1 201,00	Fret et messagerie
D.H.L. INT'L EXPRESS LTÉE	12 735,00	Fret et messagerie
DISTRIBUTION DISTRIMAX	15 026,00	Fret et messagerie
DROLET RESSORTS INC.	5 340,00	Entretien et réparation de véhicule
EMU ÉQUIPEMENTS LTÉE	3 628,00	Entretien et réparation d'équipement de manutention
FOURGONS PME LTÉE	20 199,00	Entretien et réparation de véhicule
FRITZ STARBER INC.	2 408,00	Honoraires de douanes
GARAGE R. L'HEUREUX ET FILS ENR.	3 437,00	Entretien et réparation de matériel roulant
GO JIT	12 938,00	Fret et messagerie
INDUSTRIES FDS INC.	24 146,00	Entretien et réparation de véhicule
INDUSTRIES FORMA 3 INC.	2 005,00	Entretien et réparation de véhicule

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
INSTALLATIONS DIARACK METAL INC.	1 210,00	Entretien et réparation de mobilier de bureau
LOCATION JEAN LÉGARÉ LTÉE	4 797,00	Entretien et réparation de véhicule
LOOMIS COURRIER	9 962,00	Fret et messagerie
MAILING INNOVATIONS LTD	4 157,00	Entretien et réparation d'équipement d'affranchissement
MAISON POSTALE D.E.E.P. INC.	2 737,00	Préparation postale
MED EXPRESS INC.	1 388,00	Fret et messagerie
MESSAGERIES GUÉPARD ENR.	7 411,00	Fret et messagerie
PITNEY BOWES LEASING	1 585,00	Location d'équipement d'affranchissement
POSTE BIT INC.	2 441,00	Entretien et réparation d'équipement d'affranchissement
REIMER EXPRESS LINES LTD	5 811,00	Fret et messagerie
REMORQUAGE AUTO DÉPANNE ENR.	1 339,00	Entretien et réparation de véhicule
RÉCHAPAGE QUÉBEC-MÉTRO INC.	5 815,00	Entretien et réparation de véhicule
SUSPENSION & FREINS VANIER INC.	24 636,00	Entretien et réparation de véhicule
TAQ	18 291,00	Préparation postale
VIVA POSTE INC.	19 383,00	Préparation postale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
NOM	MONTANT	OBJET
Direction de la reprographie gouvernementale		
G.B.C. Canada INC.	6 413,00	Contrat d'entretien d'une troueuse
GRAPHIQUES K.B.R. LTÉE	3 500,00	Entretien de diverses machines de reprographie
GRAPHIQUES K.B.R. LTÉE	5 040,00	Contrat d'entretien pour presse Ryobi 3200

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
A.S.P.G.	4 339,57	Contrat de services pour l'entretien du logiciel HELPKEY pour la période du 13 octobre 2000 au 12 octobre 2001
APERTURE	5 360,12	Contrat de services pour l'entretien du logiciel ADCM pour la période du 30 septembre 2000 au 29 septembre 2003
ASCENT SOLUTIONS	3 332,22	Contrat de services pour l'entretien du logiciel PKZIP MVS pour la période du 1 <sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2001
AXENT TECHNOLOGIES	9 019,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel NCI/XF pour la période du 1 <sup>er</sup> mai 2000 au 30 avril 2001
BECO	9 600,00	Contrat de services pour l'inventaire et l'analyse préliminaire des besoins en documentation et gestion des processus administratifs de la DGSIG le 18 août 2000
BMC SOFTWARE INC.	9 776,96	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Activity Monitor For DB2 pour la période du 17 décembre 2000 au 16 décembre 2001
BMC SOFTWARE INC.	14 742,69	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Activity Monitor For DB2 pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2000 au 30 juin 2001
BMC SOFTWARE INC.	12 472,74	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Pointer Checker Plus pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
BMC SOFTWARE INC.	18 886,82	Contrat de services pour l'entretien du logiciel CONTROL M pour la période du 1 <sup>er</sup> novembre 2000 au 31 octobre 2001
BMC SOFTWARE INC.	13 430,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Mainview pour la période du 15 avril 2000 au 14 avril 2001

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux</b>		
<b>NOM</b>	<b>MONTANT</b>	<b>OBJET</b>
CENTRE DE FORMATION EN GESTION	2 541,50	Cours de formation en administration pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL	2 690,00	Cours de formation en administration pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
CHIGACO SOFTWARE LTD	15 691,80	Contrat de services pour l'entretien du logiciel MVS/QUICK REF pour la période du 15 novembre 2000 au 14 novembre 2001
CISCO CANADA	23 946,00	Contrat de services pour l'entretien de quatorze routeurs pour la période du 1 <sup>er</sup> décembre 2000 au 30 novembre 2001
CISCO CANADA	9 644,00	Contrat de services pour l'entretien du routeur 5500 pour la période du 26 janvier 2001 au 25 janvier 2002
CISCO CANADA	10 557,60	Contrat de services pour l'entretien des routeurs 4000, 4700, 4500, 2511, 2513 et 3900 débutant les 12 novembre 2000 et 26 janvier 2001 pour douze mois
COMPUWARE	23 625,00	Contrat de services pour le soutien technique du système de gestion de bases de données SGBD IDMS et des logiciels connexes pour la période du 9 octobre au 26 novembre 2000
COMPUWARE	24 999,00	Contrat de services pour le mandat concernant le soutien technique du système de gestion de base de données SGBD IDMS et des logiciels connexes pour la période du 27 novembre 2000 au 31 décembre 2000
CONSEILLERS EN GESTION INFORMATIQUE CGI	1 803,75	Contrat de services pour l'entretien du logiciel TST-PRADS pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
CONSEILLERS INFO ORIENTE	10 890,50	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Virtuo et ses composantes pour la période du 30 novembre 2000 au 29 novembre 2001
CONTINUUS SOFTWARE CORPORATION	10 435,15	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Workgroup et Change manager pour la période du 7 février 2001 au 6 février 2002
DIVERSIFIED SOFTWARE SYSTEMS	9 650,13	Contrat de services pour l'entretien du logiciel JOB/SCAN pour la période du 31 décembre 2000 au 30 décembre 2001 pour l'environnement dédié au Ministère de la Santé et des Services sociaux
DIVERSIFIED SOFTWARE SYSTEMS	4 847,40	Contrat de services pour l'entretien du logiciel JOB/SCAN pour la période du 15 août 2000 au 14 août 2001 pour l'environnement dédié au ministère de l'Éducation du Québec
DOCUMENT SYSTEMS	24 736,60	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Documaster pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
DRIE MONTREAL	1 695,00	Cours de formation en planification de la continuité des affaires pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
DYNAMEX EXPRESS INC.	1 092,15	Transport de colis et d'enveloppes pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ÉNAP)	9 434,00	Cours de formation en administration pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 8</b> <b>CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux</b>		
NOM	MONTANT	OBJET
GESPRO	24 950,00	Contrat de services pour des conseils stratégiques en matière d'architecture d'entreprises gouvernementales du 22 janvier 2001 au 31 mars 2001
GESPRO	24 937,00	Contrat de services pour la révision de la sécurité du logiciel APPC du 29 janvier 2001 au 31 mars 2001
GESPRO	4 375,00	Contrat de services pour l'implantation du logiciel Websense du 15 octobre 2000 au 20 décembre 2000
GROUP 1 SOFTWARE	21 801,31	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Mail Canada Plus pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001 pour l'environnement dédié au ministère du Revenu du Québec
GROUP 1 SOFTWARE	21 111,58	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Mail Canada Plus et Canadian Code One Plus pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2000 au 30 juin 2001 pour l'environnement dédié au ministère de la Solidarité sociale
GROUP 1 SOFTWARE	11 151,24	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Canadian Code One Plus pour la période du 1 <sup>er</sup> mai 2000 au 30 avril 2001 pour l'environnement dédié au ministère du Revenu du Québec
GROUPE DMR INC.	5 450,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Macroscope pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2000 au 30 juin 2001
GROUPE DMR INC.	3 500,00	Cours de formation en bureautique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
GROUPE LGS INC.	8 800,00	Contrat de services pour l'étude de marché pour la Vitrine Technologique pour la période du 19 juin 2000 au 31 juillet 2000
GT SOFTWARE INC.	3 640,14	Contrat de services pour l'entretien du logiciel TUTOR/GT pour la période du 1 <sup>er</sup> août 2000 au 31 juillet 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
IBM	24 000,00	Contrat de services pour l'évaluation des impacts de sécurité liés à l'implantation de Unix System du 15 janvier 2001 au 31 mars 2001
IBM CANADA LTEE (QUEBEC)	24 631,00	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
IMR GLOBAL	7 659,75	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Powerbuilder et EA Server pour la période du 1 <sup>er</sup> décembre 2000 au 30 novembre 2001
INNER ACCESS	7 326,35	Contrat de services pour l'entretien des logiciels PSM et VIG-SM débutant les 2 juillet 2000 et 1 <sup>er</sup> août 2000 pour 12 mois
INNOVATION DATA PROCESSING	5 841,14	Contrat de services pour l'entretien des logiciels FATS FATAR (2 copies) pour la période du 1 <sup>er</sup> octobre 2000 au 30 septembre 2001
INNOVATION DATA PROCESSING	2 381,47	Contrat de services pour l'entretien du logiciel FDR pour la période du 1 <sup>er</sup> mai 2000 au 30 avril 2001
INNOVATION DATA PROCESSING	5 607,82	Contrat de services pour l'entretien du logiciel FATS FATAR (2 copies) pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
INNOVATION DATA PROCESSING	7 236,78	Contrat de services pour l'entretien du logiciel FDR/CPK/ABR pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2000 au 30 juin 2001
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE	7 626,50	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
KNOWLEDGE FLOW	1 125,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Control M pour la période du 1 <sup>er</sup> octobre 2000 au 30 septembre 2001



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
LADERMAN ASSOCIATE	2 317,15	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Adso Migrator Utility pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001
LANDMARK SYSTEMS CORP.	12 191,58	Contrat de services pour l'entretien du logiciel TMON for CICS/ESA pour la période du 7 janvier 2001 au 6 janvier 2002
LANDMARK SYSTEMS CORP.	22 834,10	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Monitor for CICS/ESA pour la période du 5 novembre 2000 au 4 novembre 2001
LEARNIX	2 120,75	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
LEVI RAY & SHOUP INC.	10 809,76	Contrat de services pour l'entretien du logiciel VTAM Printer Support pour la période du 1 <sup>er</sup> mai 2000 au 30 avril 2001 pour l'environnement dédié au ministère du Revenu du Québec
LEVI RAY & SHOUP INC.	10 766,29	Contrat de services pour l'entretien du logiciel VTAM Printer Support pour la période du 30 septembre 2000 au 29 septembre 2001 pour l'environnement dédié à la Direction générale des services informatiques gouvernementaux
LEVI RAY & SHOUP INC.	10 809,76	Contrat de services pour l'entretien du logiciel VTAM Printer Support pour la période du 17 juillet 2000 au 16 juillet 2001 pour l'environnement dédié au ministère de la Justice du Québec
LEVI RAY & SHOUP INC.	4 737,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel VTAM Printer Support pour la période du 10 février 2001 au 9 février 2002 pour l'environnement dédié à la Sûreté du Québec
MERRILL CONSULTANTS	2 299,60	Contrat de services pour l'entretien du logiciel MXG pour la période du 4 mars 2001 au 3 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>er</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
MICROCODE ZENON	4 880,00	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
MULTIHEXA	14 074,00	Cours de formation en bureautique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
NADEAU COMMUNICATIONS	2 055,00	Contrat de services pour la conception visuelle et le traitement graphique d'un dépliant promotionnel pour la Vitrine technologique pour la période du 29 août 2000 au 15 septembre 2000
NETMANAGE	6 560,00	Contrat de services pour l'entretien des logiciels SIM3278 et SIM3287 pour la période du 29 janvier 2001 au 28 janvier 2002 pour l'environnement dédié au ministère de la Justice du Québec
NETMANAGE	10 660,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel SIM3287 et SIM3278 pour la période du 1 <sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2001 pour l'environnement dédié à la Direction générale des services informatiques gouvernementaux
NEWERA SOFTWARE	3 291,61	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Stand Alone Edit pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
NEWERA SOFTWARE	3 384,76	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Stand Alone Edit pour la période du 1 <sup>er</sup> mars 2001 au 28 février 2002
NOVELL INC.	9 467,00	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Netware, Zenworks, Lanworkplace pour la période du 31 juillet 2000 au 31 juillet 2001
NOVIPRO	1 600,00	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
ONX	6 507,00	Cours de formation en bureautique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
ORDRE DES COMPTABLES AGREES	2 490,00	Cours de formation en administration pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
POULIOT GUAY, GRAPHISTES	1 745,00	Contrat de services pour la conception et la réalisation infographique de la brochure sur le Serveur informatique gouvernemental le 15 juin 2000
RATIONAL SOFTWARE CANADA CO.	1 223,10	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Rational Rose pour la période du 1 <sup>er</sup> décembre 2000 au 30 novembre 2001
R.T.A. INC.	21 750,00	Contrat de services pour l'entretien des logiciels IDMS/IDD(1), Superio(1), Total(1), Datacom(1) et IMS/DL1 (2) pour la période du 1 <sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 3001
SERVICES CONSEILS HARDY INC.	7 560,50	Cours de formation en bureautique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SERVICES MAXON	6 240,00	Cours de formation en bureautique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SHRED-IT	3 457,89	Contrat de services pour le service de déchetage des imprimés pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE ORACLE	24 192,00	Contrat de services pour la performance d'application pour les instances, banques et applications clients, migration IAS (SERTIR) du 25 janvier 2001 au 31 mars 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>er</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE ORACLE	20 606,86	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Oracle Database pour la période du 25 octobre 2000 au 17 décembre 2001
SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE ORACLE	20 064,00	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE ORACLE	3 024,00	Contrat de services pour l'encadrement portant sur les applications Oracle (3 <sup>e</sup> niv.) pour la période du 16 octobre 2000 au 17 novembre 2000
SOFTWARE ENG. OF AMERICA	9 361,14	Contrat de services pour l'entretien du logiciel MNT Fast Prog Prod pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SOFTWARE ENG. OF AMERICA	14 326,80	Contrat de services pour l'entretien du logiciel MNT TRMS Prog Prod pour la période du 1 <sup>er</sup> mars 2001 au 28 février 2002
SOFTWARE ENG. OF AMERICA	6 294,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel MNT Fast Pack Prog Prod pour la période du 1 <sup>er</sup> mars 2001 au 28 février 2002
SOFTWARE ENG. OF AMERICA	5 994,36	Contrat de services pour l'entretien du logiciel MNT Savrs Prog Prod pour la période 1 <sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001
SPEEDWARE LTEE	2 520,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Media pour la période du 1 <sup>er</sup> mai 2000 au 30 avril 2001
SPSS INC.	12 512,97	Contrat de services pour l'entretien du logiciel SPSS IBM MVS pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2000 au 30 juin 2001
S.Q. LIAISON	1 400,00	Cours de formation en informatique pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
SUN MICROSYSTEMS	2 963,52	Contrat de services pour l'entretien du serveur UNIX et ses composantes pour la période du 1 <sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2001
SUN MICROSYSTEMS OF CANADA	6 500,00	Contrat de services pour la mise à jour du système d'exploitation Solaris pour le serveur SERTIR les 18 et 19 novembre 2000
SUREFIRE COMMERCE INC.	22 437,00	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Tempus Accés Share et Transfer pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SUREFIRE COMMERCE INC.	7 004,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Tempus-Transfer pour la période du 13 octobre 2000 au 12 octobre 2001
SX-COM SOFTWARE INC.	19 518,40	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Query/Result, Database Server et 4 GL client pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001
SYNCSORT	5 810,44	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Proc Syncsort pour la période du 30 octobre 2000 au 29 octobre 2001
SYNCSORT	4 850,80	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Proc Suncsort (2) pour la période du 30 juin 2000 au 29 juin 2001
SYSTEMATIX CONSULTANTS (MTL)	4 980,00	Contrat de services pour réaliser les travaux d'essai et de mise en production de la banque de cheminement scolaire pour la période du 4 avril 2000 au 31 mai 2000
SYSTÈMES SUN QUÉBEC (LES)	2 400,00	Contrat de services concernant la planification et l'installation du logiciel SUN Ressource Manager les 19 et 20 janvier 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8 CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
NOM	MONTANT	OBJET
TECHNOLOGIA FORMATION	7 485,00	Cours de formation en administration pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
TECHNOLOGIES KTI Kanatek (LES)	8 000,00	Contrat de services concernant les prises de copie des environnements départementaux du 26 février 2001 au 7 mars 2001
TRANSPORT INTER-BOURG	5 356,80	Contrat de services pour le réaménagement de bureaux du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
TSI INTERNATIONAL	12 018,47	Contrat de services pour l'entretien du logiciel Key Master pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
UNITECH SYSTEMS	19 735,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel ACR/Summary pour la période du 16 août 2000 au 15 août 2001
XEROX CANADA LTEE (MONTREAL)	2 230,00	Contrat de services pour l'entretien des logiciels Exlixiys, Elixifont et Elixiform pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
XEROX CANADA LTEE (MONTREAL)	8 000,00	Contrat de services pour l'entretien du logiciel XPAF pour la période du 1 <sup>er</sup> décembre 2000 au 30 novembre 2001
Bureau de la secrétaire associée aux services gouvernementaux		
SHRED-IT QUÉBEC	1 206,00	Contrat de services pour le déchetage des imprimés pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001
SOM INC.	1 845,00	Contrat de services pour le codage, la saisie et le traitement statistique de données recueillies dans le cadre de l'enquête sur les besoins actuels et futurs des ministères en matière de services de courrier et de messagerie



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 9  
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

Aucun contrat.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 10 DÉPENSES GLOBALES DE PHOTOCOPIE, TÉLÉCOPIE (FAX), TÉLÉAVERTISSEURS, TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, MOBILIER DE BUREAU, FOURNITURES, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS ET RESSOURCEMENT OU PRÉPARATION À LA RETRAITE AINSI QUE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	
OBJET	COÛT
PHOTOCOPIE	541 318,06
TÉLÉCOPIE	38 182,20
TÉLÉPHONIE CELLULAIRE COÛT D'UTILISATION	102 029,82
TÉLÉAVERTISSEUR	37 139,83
MOBILIER DE BUREAU	330 957,22
FOURNITURES :	
- Agendas	10 904,31
- Valises	2 218,62
- Dictionnaires	4 265,93
- Calculatrices	2 637,40
- Stylos ou crayons	20 992,58
- Boîtes de carton	10 077,73
TOTAL DES FOURNITURES	51 096,57

Note : Dépenses au 28 février 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 10 DÉPENSES GLOBALES DE PHOTOCOPIE, TÉLÉCOPIE (FAX), TÉLÉAVERTISSEURS, TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, MOBILIER DE BUREAU, FOURNITURES, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS ET RESSOURCEMENT OU PRÉPARATION À LA RETRAITE AINSI QUE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	
OBJET	COÛT
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	14 088,25
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	1 149 265,74
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	812 875,97
RESSOURCEMENT OU PRÉPARATION À LA RETRAITE	14 432,09
PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT (ensemble des dépenses) :	
- Québec	1 095 399,56
- Extérieur du Québec	286 208,42

Note : Dépenses au 28 février 2001

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 11 LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS			
Unité administrative : Direction générale des télécommunications			
Quantité / Marque	Modèle	Année de l'achat	Utilisation
1 Chevrolet	Suburban	1991	utilisé par les employés pour les besoins du service
1 Chevrolet	Suburban	1992	utilisé par les employés pour les besoins du service
1 Ford	Cube van	1992	utilisé par les employés pour les besoins du service
1 Ford	Auto caravane	1993	utilisé par les employés pour les besoins du service
3 Chevrolet	Suburban	1994	utilisés par les employés pour les besoins du service
1 Ford	Aérostair (Fourgonnette)	1999	utilisé par les employés pour les besoins du service
4 Ford	350 Turbo diesel avec caisse d'outillage	1999	utilisés par les employés pour les besoins du service



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 11 LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS			
Unité administrative : Direction générale des acquisitions -Service d'entretien d'équipement bureautique (SEEB)			
Quantité / Marque	Modèle	Année de l'achat	Utilisation
1 Chevrolet	Cavalier	1991	Utilisé par les employés pour les besoins du service
1 Ford	Windstar	1998	Utilisé par les employés pour les besoins du service
6 Chevrolet	Venture	2000	Utilisés par les employés pour les besoins du service



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 11 LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés			
Quantité / Marque	Modèle	Année de l'achat	Utilisation
Service aérien gouvernemental			
2 CHEVROLET	BLAZER	1975	ACCÈS AVION
1 DODGE	RAM 250	1983	ACCÈS AVION
1 DODGE	RAM 250	1984	ACCÈS AVION
3 DODGE	RAM 250	1988	ACCÈS AVION
3 DODGE	RAM 250	1989	ACCÈS AVION
1 FORD	350	1971	ASCENSEUR
1 DODGE	D30	1974	AVION CITERNE
1 LEKTRO	AP8750	1996	AVION CITERNE
2 CHEVROLET	BLAZER	1975	DÉGIVRAGE
1 CHEVROLET	C10	1982	FOAM CITERNE
1 GMC	C15	1983	FOAM CITERNE
1 KAISER	CJ-5	1965	GÉNÉRAL
1 CHEVROLET	BLAZER	1975	GÉNÉRATRICE



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 11 LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés			
Quantité / Marque	Modèle	Année de l'achat	Utilisation
1 FORD	ESCORT	1993	PASSAGER
1 DODGE	RAM 3500	1995	PASSAGER
1 TRILECTRON	6044	1960	REMORQUAGE
1 CLARK	FCT82712	1986	REMORQUAGE
1 KUBOTA	B7100	1981	REMORQUAGE HELICOPTÈRES
1 KUBOTA	B7100HST-D	1996	REMORQUAGE HELICOPTÈRES
1 FORD	9000	1983	TRANSPORT DE CARBURANT
1 INTERNATIONAL	S1900	1986	TRANSPORT GÉNÉRAL
1 FORD	ECONOLINE 350	1988	TRANSPORT GÉNÉRAL
1 DODGE	CARAVAN	2000	TRANSPORT PASSAGER
Direction du service gouvernemental de courrier			
1 FORD	CTV	1988	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 GMC	JIMMY	1989	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 INTER	40S	1991	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 11 LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS			
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés			
Quantité / Marque	Modèle	Année de l'achat	Utilisation
1 FORD	E-350	1991	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 FORD	CUT	1991	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
2 GMC	CHPVN	1991	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 WHITE	ARO	1992	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 GMC	500	1992	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 INTER	40S	1993	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 INTER	90S	1993	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
2 CHEVROLET	SPT	1995	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
3 FORD	ECONO	1998	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
2 CHEVROLET	VAN	1998	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 CHEVROLET	EXPRE	1999	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER
1 WESTERN	CNV	1999	CUEILLETTE ET LIVRAISON DU COURRIER



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 12 LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI POUR 2000-2001																								
CATÉGORIES D'EMPLOI**	PERSONNES HANDICAPÉES*				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES*				ANGLOPHONES*				AUTOCHTONES*				MOINS DE 35 ANS**				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI*			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres supérieurs																					73	5,25	19	1,37
Cadres intermédiaires																					24	1,73	1	0,07
Professionnels					2	0,14											20	1,44	45	3,24	365	26,24	192	13,80
PBTA					2	0,14											41	2,95	22	1,58	311	22,36	364	26,17
Ouvriers																	1	0,07			41	2,95	1	0,07
TOTAL					4	0,28											62	4,46	67	4,82	814	58,53	577	41,48

\* Données au 28 février 2001

\*\* Données au 23 février 2001 (SAGIP)

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total du Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 12  
LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ,  
DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES  
PAR CATÉGORIES D'EMPLOI POUR 2000-2001

CATÉGORIES D'EMPLOI**	PERSONNES HANDICAPÉES*				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES*				ANGLOPHONES*				AUTOCHTONES*				35 À 55 ANS**				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI **			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres supérieurs																	66	4,74	14	1,01	73	5,25	19	1,37
Cadres intermédiaires																	19	1,37	1	0,07	24	1,73	1	0,07
Professionnels					5	0,36			2	0,14	2	0,14			1	0,07	286	20,56	155	11,14	365	26,24	192	13,80
PBTA	2	0,14			4	0,29	1	0,07	1	0,07			3	0,22	1	0,07	221	15,89	322	23,15	311	22,36	364	26,17
Ouvriers	1	0,07											1	0,07			30	2,16			41	2,95	1	0,07
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>0,21</b>			<b>9</b>	<b>0,65</b>	<b>1</b>	<b>0,07</b>	<b>3</b>	<b>0,21</b>	<b>2</b>	<b>0,14</b>	<b>4</b>	<b>0,29</b>	<b>2</b>	<b>0,14</b>	<b>622</b>	<b>44,72</b>	<b>492</b>	<b>35,37</b>	<b>814</b>	<b>58,53</b>	<b>577</b>	<b>41,48</b>

\* Données au 28 février 2001

\*\* Données au 23 février 2001 (SAGIP)

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total du Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 12 LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI POUR 2000-2001																								
CATÉGORIES D'EMPLOI**	PERSONNES HANDICAPÉES*				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES*				ANGLOPHONES*				AUTOCHTONES*				55 ANS ET PLUS**				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres supérieurs																	18	1,29	1	0,07	73	5,25	19	1,37
Cadres intermédiaires																	5	0,36	1	0,07	24	1,73	1	0,07
Professionnels	1	0,07	1	0,07	2	0,14											51	3,67	8	0,58	365	26,24	192	13,80
PBTA																	27	1,94	14	1,01	311	22,36	364	26,17
Ouvriers																	11	0,79			41		1	0,07
TOTAL	1	0,07	1	0,07	2	0,14											112	8,05	24	1,73	814	55,58	577	41,48

\* Données au 28 février 2001

\*\* Données au 23 février 2001 (SAGIP)

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total du Secrétariat du Conseil du trésor.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 13

COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ RAPPELÉES DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001?<sup>1</sup>

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

La restriction de retour dans la fonction publique pour ce programme actualisé en 1997 n'existe plus depuis le 31 décembre 1999.

<sup>1</sup> Retours exceptionnels dans la fonction publique (Loi 162)





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 14A À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2000-2001, NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI</b>												
<b>CATÉGORIES D'EMPLOI</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>	<b>JUILLET</b>	<b>AOÛT</b>	<b>SEPTEMBRE</b>	<b>OCTOBRE</b>	<b>NOVEMBRE</b>	<b>DÉCEMBRE</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FÉVRIER</b>	<b>MARS</b>
CADRES SUPÉRIEURS	12,0	2,0	3,5	4,0	10,0	8,0	7,5	10,5	3,0	11,5	1,0	---
CADRES INTERMÉDIAIRES	2,5	4,5	0	2,5	7,0	4,0	5,5	4,5	4,0	7,0	1,0	---
PROFESSIONNELS	225,5	294,0	223,0	209,0	253,0	244,5	264,0	281,5	216,0	287,0	132,0	---
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	357,0	560,0	424,5	292,5	393,5	446,0	477,0	563,0	428,0	477,5	285,0	---
OUVRIERS	34,5	31,5	24,5	19,5	27,5	51,5	35,5	28,0	29,5	36,0	15,0	---
* AUTRES CATÉGORIES	0,5	1,5	0	0	1,0	0	2,5	2,5	0,5	3,0	3,0	---
<b>TOTAL</b>	<b>632,0</b>	<b>893,5</b>	<b>675,5</b>	<b>527,5</b>	<b>692,0</b>	<b>754,0</b>	<b>792,0</b>	<b>890,0</b>	<b>681,0</b>	<b>822,0</b>	<b>437,0</b>	<b>---</b>

\* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

Ces données sont pour l'exercice 2000-2001 en date du 28 février 2001.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 14B À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2000-2001, NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI</b>								
MOIS	PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS		OUVRIERS		* AUTRES CATÉGORIES	
	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
AVRIL	1 511,07	896,62	3 236,05	630,12	470,41	119,93	208,56	106,74
MAI	1 743,75	1 069,85	2 267,87	577,70	284,84	145,80	111,00	214,32
JUIN	1 465,38	840,60	2 687,59	681,97	548,42	151,40	154,75	114,00
JUILLET	701,29	429,08	1 613,51	235,47	586,29	36,50	162,58	59,08
AOÛT	698,65	414,65	1 904,57	310,89	894,77	81,43	119,66	74,40
SEPTEMBRE	1 682,87	684,87	2 334,04	798,37	792,72	103,57	204,65	77,91
OCTOBRE	1 807,53	936,28	2 567,43	845,38	593,96	101,63	62,00	62,90
NOVEMBRE	1 752,30	1 074,39	2 821,45	822,32	424,20	103,28	119,41	100,22
DÉCEMBRE	1 354,04	689,04	2 747,52	541,11	288,77	78,50	79,50	30,25
JANVIER	1 231,72	476,75	3 046,17	558,59	373,53	63,25	156,00	32,25
FÉVRIER	514,97	261,57	745,50	183,28	120,11	30,66	28,50	17,75
MARS								
<b>TOTAL</b>	<b>14 463,57</b>	<b>7 773,70</b>	<b>25 971,70</b>	<b>6 185,20</b>	<b>5 378,02</b>	<b>1 015,95</b>	<b>1 406,61</b>	<b>889,82</b>

\* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

Ces données sont en date du 28 février 2001.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 14C À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2000-2001, NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI</b>												
<b>CATÉGORIES D'EMPLOI</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>	<b>JUILLET</b>	<b>AOÛT</b>	<b>SEPTEMBRE</b>	<b>OCTOBRE</b>	<b>NOVEMBRE</b>	<b>DÉCEMBRE</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FÉVRIER</b>	<b>MARS</b>
CADRES SUPÉRIEURS	87,0	79,0	200,0	674,5	565,0	113,0	55,5	55,5	123,0	122,5	26,0	16,0
CADRES INTERMÉDIAIRES	26,0	16,5	22,0	133,5	144,5	26,5	22,5	12,0	30,0	19,0	8,5	0
PROFESSIONNELS	278,5	279,0	816,0	3 515,0	3 707,0	551,5	292,0	184,5	809,5	739,5	165,5	45,0
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	364,5	561,0	1 197,5	4 612,0	4 160,0	770,0	451,0	302,0	1 193,5	1 111,5	245,5	88,5
OUVRIERS	46,0	51,5	142,5	340,5	244,0	76,0	50,0	44,0	79,5	60,0	19,5	10,0
* AUTRES CATÉGORIES	105,5	106,0	252,5	867,0	569,5	156,5	149,0	111,5	134,0	133,5	61,0	8,0
<b>TOTAL</b>	<b>907,5</b>	<b>1 093,0</b>	<b>2 630,5</b>	<b>10 142,5</b>	<b>9 390,0</b>	<b>1 693,5</b>	<b>1 020,0</b>	<b>709,5</b>	<b>2 369,5</b>	<b>2 186,0</b>	<b>526,0</b>	<b>167,5</b>

\* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

Ces données sont pour l'exercice 2000-2001 en date du 28 février 2001.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 15A, D ET F ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS</b>						
CATÉGORIES D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			2000-2001		
	QUÉBEC	MONTREAL	RÉGIONS	NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES, CONTRACTUELS	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS (ETC AUTORISÉS) *
HORS CADRES	7	0	0	7	0	7
CADRES SUPÉRIEURS	83	2	0	85	0	106
CADRES INTERMÉDIAIRES	22	3	0	25	0	27
PROFESSIONNELS	542	9	6	557	1	662
TECHNICIENS	342	6	2	350	3	389
PERSONNEL DE BUREAU	298	20	7	325	7	352
OUVRIERS	37	5	0	42	1	46
P.D.E.I.P.H. (1)					48	
Carrefour transit (2)						2
<b>TOTAL</b>	<b>1 331</b>	<b>45</b>	<b>15</b>	<b>1 391</b>	<b>60</b>	<b>1 591</b>

\* Sont inclus : Programmes 01, 02 et le Fonds des services gouvernementaux.

- (1) Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées administré (salaire) par le SCT gestion du personnel par les ministères et organismes
- (2) Programme administré (paie) par le SCT

Ces données sont en date du 28 février 2001.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 15A, D ET F</b> <b>ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI,</b> <b>NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS</b>						
NUMÉRO	RÉGION	PERSONNEL				
		CADRE	PROFESSIONNEL	BTA	OUVRIER	TOTAL
1	BAS-SAINT-LAURENT	0	2	3	0	5
2	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	1	1	0	2
3	QUÉBEC	112	542	640	37	1331
4	MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	1	2	0	3
5	ESTRIE	0	0	1	0	1
6	MONTRÉAL	5	9	26	5	45
7	OUTAOUAIS	0	1	1	0	2
8	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	1	0	0	1
9	CÔTE-NORD	0	0	0	0	0
15	LAURENTIDES	0	0	1	0	1
	<b>TOTAL</b>	<b>117</b>	<b>557</b>	<b>675</b>	<b>42</b>	<b>1 391</b>

Ces données sont en date du 28 février 2001.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 15B NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR DU 1ER AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001
NOMBRE D'EFFECTIFS
92 personnes bénéficient d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Ces données valent pour le personnel régulier seulement.  
Ces données sont en date du 28 février 2001.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 15C NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE DU 1ER AVRIL 2000 AU 31 MARS 2001	
NOMBRE D'EFFECTIFS	
14 personnes hors échelle et hors échelon et 75 personnes semaine de travail majorée bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.	

Ces données valent pour le personnel régulier seulement.

Ces données sont en date du 28 février 2001.

Ces données s'appliquent à la semaine de travail majorée, hors échelle et hors échelon.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 16  
LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

La Société immobilière du Québec répondra à cette question.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 17 LISTE DES FIRMES EN 2000-2001 QUI LOUENT DES ESPACES (Autres que la Société immobilière du Québec)					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions					
NOM	EMPLACEMENT DE LA LOCATION	SUPERFICIE	COÛT M <sup>2</sup>	COÛT ANNUEL	DURÉE DU BAIL
Société Parc Auto du Québec	5833, boul. Pierre-Bertrand Québec	Guérite (Terrain des encans)	---	3 650,00	1 an





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 17 LISTE DES FIRMES EN 2000-2001 DE QUI NOUS AVONS LOUÉ DES ESPACES (Autres que la Société immobilière du Québec)					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	EMPLACEMENT DE LA LOCATION	SUPERFICIE	COÛT M <sup>2</sup>	COÛT ANNUEL	DURÉE DU BAIL
Service aérien gouvernemental					
MRC de Manicouagan	Baie-Comeau	6 967,7 m <sup>2</sup>	2,12	14 772,00	1 <sup>er</sup> juillet 1997 au 1 <sup>er</sup> juillet 2002
Direction du service gouvernemental de courrier					
LOCATION BL	670, avenue Godin, Vanier	64,8 m <sup>2</sup>	6,79	5 280,00	4 MOIS
REMORQUES LAD	670, avenue Godin, Vanier		N/A	2 700,00	3 MOIS



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 17 LISTE DES FIRMES EN 2000-2001 QUI LOUENT DES ESPACES (Autres que la Société immobilière du Québec)					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux					
NOM	EMPLACEMENT DE LA LOCATION	SUPERFICIE	COÛT M <sup>2</sup>	COÛT ANNUEL	DURÉE DU BAIL
Transport Inter-Bourg	3405-B, boul. Wilfrid-Hamel Québec	360 m <sup>2</sup>	10,20	3 672,00	Bail mensuel pour l'entreposage temporaire de mobilier de bureau excédentaire



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 18A LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR SYLVAIN SIMARD EN 2000-2001</b>					
NOM	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DU DÉPART	CLASSEMENT
BISSON, Geenet	Employée de soutien	Québec	2001-03-12		935-00-00
CARPENTIER, Line	Employée de soutien	Montréal	2001-03-12		935-00-00
COTÉ, Madeleine	Attachée politique	Québec	2001-03-12		934-00-00
CRÉPIN, Doris	Employée de soutien	Québec	2001-03-12		935-00-00
ÉTHIER, Suzanne	Attachée politique	Montréal	2001-03-23		934-00-00
GIRARD, Nicolas	Attaché de presse	Montréal	2001-03-12		934-00-00
GOULET, Lise	Attachée politique	Gatineau	2001-03-23		934-00-00
MARTEL, Marie-Claude	Directrice de cabinet	Montréal	2001-03-21		933-00-00
PAGEAU, Johanne	Directrice adjointe	Montréal	2001-03-12		934-00-00
ROCHON, Sylvain	Attaché politique	Montréal	2001-03-12		934-00-00
TURGEON, Jacques	Attaché politique	Québec	2001-03-21		934-00-00
<b>SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2000-2001</b>					
Nombre total d'employés :	11				
Rémunération totale annuelle :	614 000,00 \$				
Indemnité de départ :	---				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18B  
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR SYLVAIN SIMARD  
QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE

NOM DU PERSONNEL

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18C  
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR SYLVAIN SIMARD

DESCRIPTION DES TÂCHES

Voir l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des Cabinets de ministre.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18D

LE NOM DES EMPLOYÉS DU CABINET DE MONSIEUR SYLVAIN SIMARD  
BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE

Aucun

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 18A LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR JACQUES LÉONARD EN 2000-2001</b>					
NOM	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DU DÉPART	CLASSEMENT
DESCHAMPS, Johanne	Employée de soutien	Mont-Laurier	1999-02-01	2001-03-23	935-00-00
GADOURY, Sandra	Employée de soutien	Québec	1994-10-03	2001-03-23	935-00-00
GAGNON, Bernard	Attaché politique	St-Jovite	1995-11-06	2001-03-23	934-00-00
GASCON, Madeleine	Attachée politique	St-Jovite	1999-04-01	2001-03-22	934-00-00
LABELLE, Andrée	Attachée politique	St-Jovite	1999-04-28	2001-03-23	934-00-00
LESAGE, Louise	Attachée politique	Mont-Laurier	1999-10-14	2001-03-23	934-00-00
PARENT, Brigitte	Attachée politique	Québec	1999-09-27	2001-03-23	934-00-00
POULIN, Pierre-Jude	Attaché politique	Québec	1995-11-06	2001-03-08	934-00-00
QUEVILLON, Denise	Employée de soutien	St-Jovite	1999-04-28	2001-03-23	935-00-00
RÉGIMBALD, Johanne	Directrice de Cabinet	St-Jovite	1995-11-06	2001-03-23	933-00-00
SAVARD, Marie-Hélène	Employée de soutien	Québec	1999-11-01	2001-03-22	935-00-00
TURGEON, Jacques	Attaché politique	Québec	1999-02-11	2001-03-23	934-00-00
VAILLANCOURT, Lise	Employée de soutien	Québec	1997-09-02	2001-03-23	935-00-00
SAVARD ROY, Jeanne-D'Arc	Employée de soutien	Mont-Laurier	2000-10-25	2000-11-28	935-00-00
<b>SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2000-2001</b>					
Nombre total d'employés :	14				
Rémunération totale annuelle :	564 385,58 \$				
Indemnités de départ :	297 625,72 \$				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18B  
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR JACQUES LÉONARD  
QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE

NOM DU PERSONNEL

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18C  
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR JACQUES LÉONARD

DESCRIPTION DES TÂCHES

Voir l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des Cabinets de ministre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18D

LE NOM DES EMPLOYÉS DU CABINET DE MONSIEUR JACQUES LÉONARD  
BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18A LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR DAVID CLICHE EN 2000-2001					
NOM	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DU DÉPART	CLASSEMENT
ADRAGNA, Nadia	Attachée politique	Laval	1999-01-18	2001-03-09	934-00-00
BEAUCHAMPS, Claude	Attaché politique	Québec	2000-09-07	2001-03-09	934-00-00
CANTIN, Julie	Attachée politique	Québec	1999-10-15	2000-06-16	934-00-00
CARBONNEAU, Richard	Directeur du Cabinet	Québec	1998-12-31	2001-03-09	933-00-00
DEMERS, Francine	Employée de soutien	Québec	1998-12-31	2001-03-09	935-00-00
DESMARAIS, Benoît	Étudiant	Québec	2000-06-26	2000-09-01	990-00-00
DESROSIERS, Nathalie	Attachée politique	Québec	1999-02-08	2001-03-09	934-00-00
DOYLE, Nathalie	Employée de soutien	Laval	2001-02-05	2001-01-09	935-00-00
LÉPINE, Sylvain	Attaché politique	Laval	1998-12-31	2000-12-01	934-00-00
MANHAS, Hardy	Attaché politique	Québec	2000-07-24	2001-03-09	934-00-00
NÉRON, Diane	Employée de soutien	Québec	1998-12-31	2001-03-09	935-00-00
NUNEZ, Gonzalo	Attaché politique	Laval	2001-01-12	2001-03-09	934-00-00
OUELLET, Martin	Attaché politique	Montréal	1998-12-31	2000-06-28	934-00-00
RICHARD, Sébastien	Attaché politique	Laval	1999-01-11	2001-01-24	934-00-00
ROBERT, Isabelle	Employée de soutien	Laval	2000-02-21	2000-08-22	935-00-00
TITTLE, Nathalie	Attachée politique	Laval	2000-11-27	2001-02-08	934-00-00
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2000-2001					
Nombre total d'employés :	16				
Rémunération totale annuelle :	378 237,90 \$				
Indemnités de départ :	54 962,35 \$				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18B  
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR DAVID CLICHE  
QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE

NOM DU PERSONNEL

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18C  
LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE MONSIEUR DAVID CLICHE

DESCRIPTION DES TÂCHES

Voir l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des Cabinets de ministre.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 18D

LE NOM DES EMPLOYÉS DU CABINET DE MONSIEUR DAVID CLICHE  
BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur Jacques Léonard	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation de l'Association des femmes diplômées des universités - Québec	1 000,00
Association des étudiantes en chimie de l'Université de Sherbrooke	500,00
Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec inc.	200,00
Association canadienne de l'ataxie de Friedreich	250,00
Association de la fibromyalgie des Laurentides	250,00
Association des dépressifs et des maniacs-dépressifs	500,00
Association des stomisés des basses Laurentides	500,00
Association internationale francophone des aînés	300,00
Association pour le soutien et l'usage de la langue française	350,00
Association québécoise pour les enfants atteints d'audi-mutité	200,00
Cégep de Saint-Jérôme	4 000,00
Centre d'exposition de Mont-Laurier	700,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur Jacques Léonard	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Centre Saint-Pierre	200,00
Club de golf de Murdochville inc.	1 500,00
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	400,00
Comité d'action politique France-Québec	300,00
Comité de développement et d'embellissement de Duparquet	2 000,00
Comité de la semaine québécoise des familles	500,00
Créations ect	300,00
Direction des partenariats de l'Université du Québec à Trois-Rivières	200,00
Fédération de patinage artistique du Québec	300,00
Femmes d'ici et d'ailleurs	500,00
Festival de l'Halloween de Sainte-Anne-des-Plaines	200,00
Festival de la famille de Hâvre St-Pierre	500,00
Fondation Charles-Bruneau	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur Jacques Léonard	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation CHDL - CRHV	1 000,00
Fondation d'aide aux victimes d'actes criminels	300,00
Fondation médicale des Laurentides	2 000,00
Génération Québec	500,00
Halte-Répît Hochelaga-Maisonneuve	250,00
La Chambre de commerce de l'Abitibi-Ouest	2 500,00
La Classique internationale de Blainville	3 000,00
La Fabrique de la paroisse de Saint-Eustache	500,00
La Magnétothèque	250,00
La Maison Annick inc.	300,00
La Maison de la famille d'Amos	3 500,00
La Traversée	300,00
La Vélo-fête de Saint-Eustache	300,00
Les Gros Becs	300,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur Jacques Léonard	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Les Hebdos du Québec	2 500,00
Mérite sportif des Laurentides	500,00
Association de Laval pour la déficience intellectuelle	2000,00
Association des médias écrits communautaires du Québec	500,00
Centre des ressources familiales du Québec	100,00
Fondation Cardinal-Villeneuve	250,00
La Magnétothèque	250,00
Mondial Ericsson de ski acrobatique	2 000,00
Mouvement retrouvailles	500,00
Parents Secours du Québec inc.	300,00
Parlement Étudiant du Québec	200,00
Refuges des jeunes de Montréal	400,00
Regroupement des handicapé(e)s visuel(le)s	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur Jacques Léonard	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Réseau des entreprises familiales	200,00
Société canadienne de la sclérose en plaques	200,00
Société de l'autisme des Laurentides	300,00
Solidarité populaire Québec	500,00
Sopabio	5 000,00
Tel-jeunes	200,00
Travail réflexion pour des ondes pacifiques	150,00
Troupe V'là l'Bon Vent	200,00
2000 Chante	5 000,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Âge d'or affilié de Grand-mère inc.	1 000,00
AQDR Hochelaga-Maisonneuve	500,00
Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec	300,00
Association de Laval pour la déficience intellectuelle inc.	2 000,00
Association des résidents de Champfleury	1 000,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	250,00
Atelier d'aquarelle le partage	500,00
Carrefour jeunesse	2 600,00
Centre canadien d'étude et de coopération internationale	100,00
Centre communautaire de Loisirs Jean-Noël Trudel	1 000,00
Centre communautaire Radisson inc.	2 500,00
Chevaliers de Colomb, Courville 10993	500,00
Club de l'âge d'or de la Tuque inc.	2 000,00
Comité Brancher Saint-Apollinaire	1 500,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Corporation d'initiatives écologiques de Laval	300,00
Corporation de développement communautaire de Bellechasse	500,00
Corporation du centenaire de la paroisse de Saint-Elzéar	3 000,00
Chambre de commerce de Laval	2 000,00
Collège Montmorency	1 500,00
Corporation d'initiatives artistiques Rose-Art	1 500,00
École Sacré Cœur	1 000,00
Fédération de patinage artistique	300,00
Festival de Trois	1 200,00
Festival des harmonies du Québec	500,00
Forum des inforoutes et du multimédia	1 500,00
Fondation Armand-Frappier	900,00
Fondation Charles-Bruneau	1 000,00
Fondation espoir d'enfants	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE POUR L'ANNÉE 2000-2001	
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Fondation Ménard-Parisien	200,00
Fondation Montmorency	1 000,00
Fondation Raymond Drolet	200,00
Gestionnaire du camp scientifique UQAM	500,00
Images du Nouveau Monde	1 000,00
Inter Groupes Bénévoles des Laurentides	1 000,00
Jeunes en tête	2 000,00
Journalistes de plein air	400,00
La popote roulante	1 000,00
Laval technopole	2 400,00
Le Patro Roc-Amadour	150,00
Les pieds légers de Laval	3 000,00
Ligue Lavalloise d'échecs inc.	2 000,00
Municipalité de la Baie James	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 19  
LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE  
POUR L'ANNÉE 2000-2001

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ
Omnium du maire	500,00
Orchestre symphonique de Laval	400,00
Parlement jeunesse Laval-Laurentides-Lanaudière	200,00
Radio Bellechasse	1 500,00
Réseau des Carrefour Jeunesse-emploi du Québec	1 000,00
Sculpteurs animaliers du Québec	500,00
Société de l'autisme et des T.E.D (Laval)	1 000,00
Société Laval en fleurs	2 350,00
Théâtre L'Ollonois	1 900,00
Vigile net	1 000,00
Zone V	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 20 LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS PAR PROGRAMME ET PAR ÉLÉMENT POUR L'EXERCICE 2000-2001 (000,00 \$)	
NOM DE L'ACTIVITÉ	MONTANT
PROGRAMME 01 - ÉLÉMENT 01 / Secrétariat du Conseil du trésor	7 295,0
TOTAL	7 295,0



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 21 VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2000-2001 DANS LE CADRE DES DIVERS PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS (Description sommaire du mode de subvention)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées		
NOM ET DURÉE DE L'ENTENTE	BUT DE L'ENTENTE	MONTANTS REÇUS EN 2000-2001
Programme fédéral-provincial de reconstruction économique temporaire (PRET).	<p>Cette entente vise à permettre aux participants de réaliser des initiatives permettant la relance de leur activité commerciale, et ce, suite aux dégâts causés par les pluies diluviennes du 19 et 20 juillet 1996.</p> <p>Il s'agit d'une entente pour un montant total de 42,8 M\$ pouvant aller jusqu'à 50,0 M\$ financée à part égale par le Québec et le Canada.</p> <p>Les initiatives proposées doivent être approuvées au plus tard le 31 octobre 1998 et toute demande de remboursement faite par le Québec au Canada à l'égard des initiatives doit être reçue au plus tard le 31 mars 2000.</p> <p>Les derniers remboursements provenant du gouvernement Fédéral ont été encaissés en 2000-2001, ce qui met fin au programme.</p>	1 762 200

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 21 VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2000-2001 DANS LE CADRE DES DIVERS PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS (Description sommaire du mode de subvention)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Fonds relatif à la tempête de verglas survenue entre le 5 et le 9 janvier 1998		
NOM ET DURÉE DE L'ENTENTE	BUT DE L'ENTENTE	MONTANTS REÇUS EN 2000-2001
Programme fédéral de la Protection civile Canada « Aide financière en cas de catastrophe »	<p>Ce programme a pour but de fournir une aide financière de base afin d'aider les gouvernements provinciaux à faire face à des catastrophes. Le Fonds relatif à la tempête de verglas survenue entre le 5 et le 9 janvier 1998 a été institué au Conseil du trésor. L'ensemble des dépenses reliées à ce sinistre effectuées par les ministères et organismes du gouvernement sont comptabilisées au Fonds.</p> <p>Les dépenses jugées admissibles en vertu de ce programme sont remboursées par le gouvernement fédéral selon certains taux prédéterminés allant jusqu'à un taux marginal de 90 %.</p>	50 000 000

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 22				
LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT :				
CLASSES D'EMPLOI	LE POSTE INITIAL NON DISPONIBLE	LE SALAIRE	LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU NON DISPONIBLE	LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Agent de recherche et planification socio-économique		58 683,00		1999-12-31
Agent de recherche et planification socio-économique		58 683,00		1997-06-06
Attaché d'administration		50 044,00		2000-03-15
Attaché d'administration		56 877,00		2000-11-13
Ingénieur		58 683,00		1999-12-31
Spécialiste en sciences physiques		55 863,00		2000-03-31
Attaché judiciaire		59 756,00		2000-07-14
Technicien en information - classe 10		39 192,00		2000-04-01



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 22</b> <b>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRÉS, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT :</b>				
<b>CLASSES D'EMPLOI</b>	<b>LE POSTE INITIAL NON DISPONIBLE</b>	<b>LE SALAIRE</b>	<b>LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU NON DISPONIBLE</b>	<b>LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ</b>
Technicien en information - classe 10		39 192,00		2000-04-01
Technicien en droit - classe 10		40 306,00		1998-03-27
Agent de bureau - classe 05		36 179,00		2000-06-02
Agent de bureau - classe 10		15 231,00		2000-04-01
Agent de bureau - classe 10		30 463,00		2000-08-07
Agent de bureau - classe 10		30 463,00		2000-08-07
Agent de bureau - classe 10		30 463,00		2000-08-07
Agent de bureau - classe 10		30 463,00		2000-01-05
Agent de secrétariat - classe 10		30 463,00		1997-04-01
Agent de secrétariat - classe 15		26 282,00		2001-01-22

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 22				
LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT :				
CLASSES D'EMPLOI	LE POSTE INITIAL NON DISPONIBLE	LE SALAIRE	LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU NON DISPONIBLE	LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Agent de secrétariat - classe 15		28 746,00		2000-01-17
Agent de secrétariat - classe 15		28 746,00		2000-04-01
Ouvrier agricole - classe 10		33 727,00		2000-08-28

**Total : 21 personnes**

Données en date du 30 mars 2001



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 23				
LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE				
NOM DE L'EMPLOYÉ	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE	SALAIRE
Aucune personne rémunérée par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.				



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 24 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES			
NOM DE L'EMPLOYÉ	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE
ALARY, Raymonde	Sous-secrétariat aux marchés publics	Conseil canadien des marchés publics Période : 11 décembre 2000 au 31 mars 2001	31 832,00
DESCHAMPS, Marcel	Sous-secrétariat aux marchés publics	Conseil canadien des marchés publics Période : 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001	76 578,00
HARVEY, Conrad	Sous-secrétariat aux marchés publics	Conseil québécois des marchés publics Période : 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001	76 578,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 25 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE			
NOM DE L'EMPLOYÉ	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE*
GENDREAU, Claude	Société de l'assurance automobile du Québec	Secrétariat de Centraide Période : 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001	
TURMEL, Suzanne	Régie régionale Montréal Centre	Sous-secrétariat aux relations de travail Période : 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001	

\* Le salaire est défrayé par l'organisme du lieu d'assignation initiale.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 26 LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION				
NOM DE LA PERSONNE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	TRAITEMENT	RÉGIME DE RETRAITE	MONTANT
Ne s'applique pas au Secrétariat du Conseil du trésor.				



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2000-2001	Prosys Ultra 800 (9)	12 780
	Mac G4 (1)	1 744
	IBM Thinkpad PII 700 (3)	12 840
	Toshiba Satellite Pro 4300 (3)	13 317
	Dell Pentium III 750 (32)	101 264
	Dell GX 115 866 (245)	351 150
	<b>Commutateurs</b>	
	Cisco Catalyst 2948G-L3 (2)	18 472
	Cisco Catalyst 3524 XL (23)	63 651
	Cisco Catalyst 3508G XL (2)	9 231
	<b>Serveurs</b>	
	Castelle Fax Press 2500 (1)	3 305
	Compaq Proliant ML370 (2)	19 685
	Compaq Proliant DL580 (4)	140 470
	<b>Unité de prise de copie</b>	
	Compaq TL891 DLT (1)	24 712
	<b>Garde-barrière</b>	
	Cisco PIX 515 (1)	12 684
	<b>Autres composantes</b>	
	Systèmes de disques et Réseau Fibre Channel	339 212

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Années antérieures	Mycomp Pentium 133 (14)	
	Compaq Pentium 200 (52)	
	Mycomp Pentium III 500 (98)	
	Mycomp Pentium III 550 (27)	
	Toshiba Pentium 90 (11)	
	Toshiba Pentium 166 (4)	
	Compaq Pentium 166 (20)	
	Mycomp Pentium 233 (8)	
	IBM Thinkpad 333 (6)	
	Mycomp Pentium 333 (2)	
	Mycomp Pentium II 350 (43)	
	Mycomp Pentium 400 (2)	
	Mycomp Pentium 450 (3)	
	Mycomp Pentium II 500 (1)	
	Mycomp Pentium III 450 (42)	
	Toshiba Celeron 600 (1)	
	Moins de 60 MHz (5)	
	Mycomp Pentium 75 (5)	
	Toshiba Pentium 100 (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Toshiba Pentium 120 (4)	
	Toshiba Pentium 133 (6)	
	Mycomp Pentium 120 (5)	
	Mycomp Pentium 166 (117)	
	Mycomp Pentium 200 (79)	
	Toshiba Pentium II 233 (3)	
	Access Pentium 233 (16)	
	Toshiba Pentium 266 (4)	
	Access Pentium II Pro 266 (10)	
	Access Pentium II Pro 300 (7)	
	Toshiba Celeron 300 (4)	
	Mycomp Pentium II 333 (55)	
	Toshiba 400 (1)	
	Mycomp Pentium II 400 (7)	
	Compaq Armada 500 (2)	
	Access Pentium III 500 (1)	
	Compaq Deskpro 650 (1)	
	Toshiba Celeron 400 (20)	
	Access Pentium 75 (4)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27

LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor

ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	IBM Thinkpad 133 (2)	
	Access Pentium 133 (27)	
	Mycomp Pentium 150 (4)	
	Toshiba Pentium II 300 (1)	
	Mycomp Pentium II 300 (5)	
	Access Pentium II 350 (2)	
	Mycomp Pentium III 400 (4)	
	Toshiba Pentium 450 (1)	
	Dell Pentium III 750 (2)	
	Mycomp Pentium III 350 (3)	
	Moins de 66 MHz (3)	
	Compaq Contura 100 (2)	
	Access Pentium 100 (1)	
	Access Pentium 120 (8)	
	Luxxon Pentium 120 (1)	
	IBM Thinkpad 150 (2)	
	Access Pentium 200 (78)	
	IBM Thinkpad 233 (1)	
	Toshiba Pentium 233 (8)	
	Access Pentium 266 (3)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Secrétariat du Conseil du trésor		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Access Pentium II 300 (1)	
	Dell Pentium 233 (1)	
	Mycomp Pentium 550 (1)	





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2000-2001	Imprimante couleur HP 2500CM (1)	2 114,00
	Imprimante HP 4050N (4)	11 574,96
	Moniteur 17" Samsung 750S (31)	11 295,00
	Projecteur NEC MT-840 (2)	11 770,00
	Serveur Compaq Proliant 5500 PIII Xeon 550 (1)	29 294,07
	Serveur Compaq Proliant ML370 PII 600 (2)	43 909,21
	Supra/R PIII-500 (15)	21 300,00
	Supra/R PIII-600 (20)	28 400,00
	Supra/R PIII-650 (5)	6 865,00
	Toshiba 1600 (1)	12 106,00
	Toshiba Satellite 4090 XDVD (3)	12 030,00
	Composante pour le réseau local	<u>4 400,00</u>
	<b>TOTAL</b>	<b>195 058,24</b>
Années antérieures	Imprimante HP 2100TN (2)	
	Imprimante HP4050T-C4252A (4)	
	Imprimante HP LaserJet 4000N (1)	
	Mycomp PII-350 (50)	
	Mycomp PIII-450 (40)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Années antérieures (suite)	Mycomp PIII-500 (1) Supra/R PIII-500 (20) Supra/R PIII-550 (15) Moniteur 17" Samsung 750S (40) Moniteur 17" TVM-TC06S (1) Projecteur NEC MT-830 (2) Serveur pour Novell (1) Tape backup HP Sure Store DLT80e (1) Thinkpad 390 IBM PII 333 (1) Toshiba Satellite 4090 XDVD Céléron 400 (2) Toshiba Satellite 4390X CDT Céléron 400 (4) Projecteur NEC MultiSync LT80 (2) Compaq Armada 1592 (1) Imprimante HP LaserJet 4000T (1) Toshiba Satellite 320 CDT (1) Mycomp Prima-97 system (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 27</b> <b>LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau de la Secrétaire associée aux services gouvernementaux</b>		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2000-2001	Micro Pentium III (2)	3 050,00
	Micro Armadam 700 (2)	<u>11 134,00</u>
	<b>TOTAL</b>	<b>14 184,00</b>
ANNÉES ANTÉRIEURES	Micro Pentium II (11)	
	Imprimante HP4050 (2)	
	CATALYST2924 (1)	
	Projecteur/Vidéo (1)	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2000-2001	Iprimante HP LaserJet 8000N (C4086A) (1)	4 598,40
	Prosys Ultra SE Pentium III 700 Mhz (12)	23 340,00
	Micro-ordinateur ACCESS Pentium III 733Mhz + moniteur (20)	38 920,00
	Modular Data Router (1)	12 850,00
	Rack 7142 (2)	3 660,00
	TL891 DLT Library, 2 drives, Rackmount (1)	24 957,00
	8 ports FC Switch 8EL (1)	8 885,00
	64B FC Host Adapter for Windows NT (6)	15 600,00
	Novell Netware FC 64B Host Adapter (1)	2 050,00
	Carte Mémoire pour DIGITAL (4)	5 680,00
	Keyboard / vidéo / mouse switch (1x8port) Storage products (1)	1 570,00
	Projecteur HITACHI - SVGA 800 Lumens (1)	4 230,00
	Imprimante HP LaserJet 4050N (1)	1 906,00
	Rack R9142 424 (1)	1 830,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Contrôleur Smart Array 431 (1)	1 020,00
	Processeur Intel Pentium III 1Ghz (1)	2 165,00
	Serveur Proliant ML370 Pentium III - 1000Mhz (1)	4 406,00
	Micro-Ordinateur Prosys Ultra EA Pentium III 800Mhz (5)	8 265,70
	Disque dur 18.2 GB 10K H.P (6)	5 550,00
	Intel Switch 460T 16 ports (1)	1 197,00
	Micro-ordinateur ACCESS Pentium III 733 (1)	1 929,25
	Micro-ordinateur Prosys Ultra EA P3- 800Mhz sans écran et carte vidéo intégré (1)	1 359,74
	Micro-ordinateur ACCESS Pentium III 733 (1)	1 775,00
	Portable Nec Versa LX Pentium II 366 Mhz (4)	<u>17 428,00</u>
	<b>Total</b>	<b>195 172,09</b>
Années antérieures :		
	Micro Access Ultima Pentium II 400 MHZ et 5 cartes réseau (17)	
	Micro-ordinateur prosys-tec et acc. 586ML (40)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Micro ordinateur Prosys Pentium II (33) Pentium I20 (30) MacIntosh 6100/66 et options (1) Micro ordinateur IBM 36 track (1) Pentium EV (5) Pentium ATX/ML (11) Pentium /ZP (1) Ordinateur port. NEC PII Versa LX 233mhz et access (1) Prosys pentium III ultra SE (11) Seatle II AGP Pentium III 500 MHZ (10) Micro portable et accessoires IBM365XD (2) Micro-ordinateur portatif Toshiba et accessoires (5) Portable Compact 233mhz (réseau RTD)1592 dmt Armanda (1) Portable Compact 166mhz 1590 dmt Armanda (1) Portable nec Versa lx Pentium II 333 MHZ (3) Micro-ordinateur Access Ultima Pentium III 500 MHZ (4)	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Serveur Compaq Proliant P-III 550 MHZ 1600R (7) Serveur Pentium pro intel proliant (7) Serveur Compaq Proliant 1600R 450 MHZ (1) Imprimante laser H.P. laser jet SI (11) Imprimante epson (10) Imprimante laser postscript H.P. Laser jet 5SI (5) Imprimante EPSON STYLUS 3000 PC et Procom plus v 4.7 (8 procom 4 cd) 1440 x 120 (1) Imprimante Laser HP (2) Unité de prise de copie "Compaq"et access DLT 20/40 gb externe (1) Unité de Backup Compaq 20/40 GB (1) Moniteur 21 pouces Viewsonic PT813 Trinitron (2) Switch 8-24 ports matrice et module expansion + stack interface module (11) Logiciel LSA - Crystal Report et Module LSA WEB (3)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 27</b> <b>LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications</b>		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Commutateur Intel, d'Aiguillage et module d'expansion (1)  Compaq Rack Model 7142 (6)  Équipement pour passerelle internet (2)  Quark Xpress V4.0 + UP Acrobat V4.0 (1)  Logiciel Double -Take 3.0 Pour Windows NT (1)	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2000-2001	Imprimante (1)	2 512,00
	Micro-ordinateur portable (2)	10 173,00
	Micro-ordinateur de table (6)	<u>11 886,00</u>
	TOTAL	24 571,00
Années antérieures :	Imprimante (2)	
	Micro-ordinateur portable (3)	
	Micro-ordinateur de table (15)	
	Micro-ordinateur Compaq Portable (5)	
	Imprimante HP (3)	
	Micro-ordinateur Pentium (15)	
	Micro-ordinateur de table Pentium (70)	
	Micro-ordinateur de table Prosys (2)	
	Micro-ordinateur de table 486 (2)	
	Micro-ordinateur portable (8)	
	Imprimante Citizen (1)	
	Imprimante Lexmark (2)	
	Imprimante Fujitsu (8)	
	Imprimante HP (8)	
	Imprimante Epson (3)	
	Imprimante Irisco (1)	
	Imprimante Olivetti (3)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Fournitures et ameublement (FAQ)  2000-2001	Ordinateur portatif Thing pad 390X (1)	4 410,00
	Ordinateur AMD Thunderbird 750 MHZ (1)	2 400,00
	Imprimante HP2100 et 16 megs de mémoire (1)	<u>1 187,00</u>
	<b>TOTAL</b>	<b>7 997,00</b>
Années antérieures :	Mémoire supplémentaire pour le serveur COMPAQ (1)	
	Micro-ordinateur Cybernétique (12) et écran 15 po (11)	
	Micro-ordinateur HP Vectra VL et écran 17 po (12)	
	Imprimante couleur HP 1600 (1)	
	Imprimante HP 2100 (4)	
	Micro-ordinateur Hypertech (1)	
	Imprimante HP 4000 N (1)	
	Fax serveur CASTELLE FAXPRO 5000 (1)	
	Serveur COMPAQ Proliant 1500 (1)	
	Tour à graver des CD ROM (1) (Modèle : INSC S-8 cds copier)	
	Imprimante d'étiquette à CD-ROM (1)	
	Micro-ordinateur COMPAQ Deskpro 200 et écrans 15 po (11)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION ET MODÈLE) ET LA SOMME DÉPENSÉE		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Service d'entretien d'équipement bureautique (SEEB)	Micro-ordinateur MYCOMP et écran 15 po (1)	
	SA8 Copier-8X (Tour CD)	8 280,00
	Imprimante DL6600	1 909,00
	Imprimante HP-Laser Jet	<u>1 550,00</u>
	TOTAL	11 739,00
Années antérieures	HP Vectra Pro (VLI8) (4)	
	Portable Compaq 1573 (ACGL) (1)	
	Compaq Armada 1590 (SHL-Systemhouse) (1)	
	Micro-ordinateur Pentium (8)	
	Micro-ordinateur Pentium MMX (1)	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
DATE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
Service aérien gouvernemental  2000-2001	Ordinateur portable Toshiba (3)	11 276,00
	Ordinateur table CIARA 650 et 733 (20)	30 842,00
	Imprimante LEXMARK (1)	550,00
	Imprimante S400 (1)	1 532,00
	Graveur HP (1)	380,00
	Moniteur SAMSUNG (10)	<u>2 960,00</u>
	<b>TOTAL</b>	47 540,00
Années antérieures	Carte Xircom Ethernet (1)	
	Fax Modem PCWin (1)	
	Imprimante LaserJet 500 (1)	
	Pentium II de - table (1)	
	SURESTORE CD-Serveur Plus CD-ROM (1)	
	Câble connecteur + carte (1)	
	Pentium 111 - SUPRA/R INTEL de table (13)	
	Scan Converter (1)	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
DATE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Power Supply / UPS ONEAC - Logiciel pr Novell (1) Moniteur 15 pouces couleur (1) HP Laser Jet Imprimante (1) CD-WRITER PLUS (1) Carte JET DIRECT (3) Ordinateur portable Panasonic (1) Ordinateur IBM (2) Système horodateur (1) Pentium III 600mhz + Smart Array + 9,1GB Wide (1) Standard Chip (1) Pentium III 600mhz + Contrôleur multidisques, Ultra2 Pluggable Hard Drive (1) Ordinateur COMPAQ (DESKPRO 6000 TOWER) (2) Portable TOSHIBA (2) Ordinateur Power Mate Nec Pentium 11 (4) Portable Pentium II (1) Mini-ordinateur HP9000 (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 27</b> <b>LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés</b>		
DATE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
<b>Direction du service gouvernemental de courrier</b>  2000-2001	Imprimante Fudjitsu DL-6600 (1)	2 059,00
	Ordinateur de table INTEL 650,733 et 800 mhz (11)	19 016,00
	Imprimante Xerox N2125N (1)	2 039,00
	<b>Total</b>	<b>23 114,00</b>
Années antérieures	Ordinateur de table SUPRA/INTEL SE440BX-2 Pentium III-450 (1)	
	Ordinateur Compaq (Deskpro 6000 Tower) (2)	
	Portable Toshiba (2)	
	Ordinateur Power Mate Nec Pentium 2 (4)	
	Portable Pentium II (1)	
<b>Direction de la reprographie gouvernementale</b> 2000-2001	Serveur NPS 135 de Xerox (1)	50 000, 00
	Xerox Digipath Lite (1)	
	Micro-ordinateur portable IBM THINK PAD (1)	
	Micro-ordinateur de table «Ciara 500 MHZ» (1)	
Années antérieures		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ET LA SOMME DÉPENSÉE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés		
DATE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	Micro-ordinateur de table «Ciara 500 MHZ» (1) Imprimante Hewlett Packard Laser Jet 6P (1) Micro-ordinateur Pentium Ciara 166 MHZ (5) Micro-ordinateur Pentium Ciara 233 MHZ (5) Micro-ordinateur Pentium Ciara 266 MHZ (1) Micro-ordinateur Pentium Ciara 333 MHZ (1) Serveur Compaq Proliant 400 MHZ (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
2000-2001	AJOUT DISQUE 7700 (1)	49 999,47
	BLOC ALIMENTATION (1)	6 342,00
	CARTE 4500M (2)	8 456,00
	DISQUE 18GO (1)	2 488,50
	ESCON 9034001 (2)	5 800,00
	IMPRIMANTE 3900 (1)	136 000,00
	MÉMOIRE EXPANSION (6)	11 905,60
	MICROPENTIUM III (4)	23 740,00
	PASSERELLE + SUN SOLARIS (1)	26 931,00
	PROCESSEUR 400 (1)	6 900,10
	ROUTEUR 2924 (3)	5 421,60
	SERV/SWITCH (1)	1 364,66
	SERVEUR 1300 (1)	6 288,00
	SERVEUR 1400 (1)	3 990,00
	SERVEUR 4400 (1)	13 594,24
	SERVEUR 6300 (2)	38 256,00
	SERVEUR SUN 250 SUN SOLARIS (2)	64 476,00
	SERVEUR SUN 450 SUN SOLARIS (2)	117 362,00
	ULTRA PARC (2)	<u>26 484,00</u>
	<b>TOTAL</b>	<b>555 799,17</b>
Années antérieures	10B/T/8PORTS (4)	
	ACETATE SHARP (1)	
	AIGUILLAGE 3814 (2)	
	AJOUT/MEMOIRE (8)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	ANALYSEUR (3) APP/LX2 (1) APP/TJ1 (1) CAB/NPV35T (2) CAB/VTM (2) CARTE/2MEGABITS (3) CARTE/GESTION (1) CARTE 10 BASE/T (2) CARTE 16 LIGNES (1) CARTE 20 PORTS (15) CARTE 3270 (7) CARTE 3COM (1) CARTE 4PORTS (4) CARTE ADAPTEUR (60) CARTE ADAPTEUR PHA (2) CARTE ATI/VG (2) CARTE AV3000 (2) CARTE BRIDGESRT (1) CARTE EGA (7) CARTE EICOMHSIP (1) CARTE ESCON (2) CARTE ETHERNET (2) CARTE GRADUATION (1) CARTE INTEL (4) CARTE IRMA (1) CARTE MAU3821 (2)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 27</b> <b>LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux</b>		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	CARTE PASSERELLE (2) CARTE PCI (2) CARTE PCMCIA (3) CARTE RESEAU PCI (1) CARTE 6PORTS (4) CARTE SERVEUR (1) CARTE TOKEN (1) CARTE TURBO (4) CARTE VBX (2) CARTE VGA (4) CARTE VIDEO (1) CARTE X25 (1) CATALYST 2924 (5) CDROM PIONEER (2) CHASSIS EXPANSION (1) CICSCO/WORKS (1) CONFIG SUPPORT B (1) CONSOLE (2) CONTRÔLEUR (1) CONTRÔLEUR/HPIB (1) CONTRÔLEUR 3174 (12) CONTRÔLEUR 3274 (8) CONTRÔLEUR 3745 (2) CONTRÔLEUR 7700 (1) CONTRÔLEUR 9309 (3) CONTRÔLEUR 9360 (1) CONTRÔLEUR RAID (1)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	CONTRÔLEUR SPECTR (4) COPROCESSOR/2 (1) COUPLEUR 5502 (1) COUPLEUR ESCON (1) COUPLING/LINK (1) CSC/1E2S (1) CSC/2R (1) DÉROULEUR 4480M30 (1) DÉROULEUR 4480M32 (1) DÉROULEUR/4654 (1) DÉROULEUR/4670 (2) DÉROULEUR/4674 (2) DÉROULEUR 3490C22 (4) DÉROULEUR 4410 (1) DÉROULEUR 4420001 (4) DÉROULEUR 4480 (11) DÉROULEUR 4480M20 (4) DÉROULEUR 4480M22 (4) DÉROULEUR 4490M30 (14) DÉROULEUR 4490M34 (14) DÉROULEUR 4880M24 (4) DÉROULEUR 9490 (1) DÉROULEUR 9490M34 (1) DISPOSITIF 3095 (1) DISPOSITIF 36P (1) DISPOSITIF 3938 (1)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	DISPOSITIF 4931 (6) DISQUE 32MEG (1) DISQUE 400M0 (2) DISQUE 45MEG (4) DISQUE 7700AF (1) DISQUE 7700AG (6) DISQUE 9392B23 (2) DISQUE 9416X (1) DISQUE CSI (1) DISQUE DUR (2) DISQUE ESDI (1) DISQUE HP670 (3) DISQUE OPTIQUE (4) DISQUE RF71 (1) DISQUE RIDIGE (7) DISQUE RIGIDE SCSI (8) DISQUE S9392B23 (18) DISQUE SPARE (1) DISQUE SPECTRIS (9) DISQUE WIDESCSCI (1) DPS31MF (2) ÉCRAN 3178 (8) ÉCRAN 3180 (10) ÉCRAN 3278 (2) ÉCRAN 3279 (1) ÉCRAN 3290 (10) ÉCRAN 5154 (1)	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27		
LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	ÉCRAN 5178 (2) ÉCRAN 6180 (1) ÉCRAN 6191 (4) ÉCRAN COULEUR (8) ÉCRAN NEC (1) ÉCRAN RESOLUTION (1) ÉCRAN SM430 (6) ÉCRAN VGA (4) ÉCRAN VT320 (2) EMM3788 (1) ESCON DIRECTOR (3) ESPACE DISQUE (1) ETHERNET/SNIFFER (1) ETHERNET BNC3817 (3) ETHERNET INTERFAC (1) ETHERNET MODULE (1) EXTENSION MÉMOIRE (3) EXTENSION MS650BF (1) FIBRE OPTIQUE (1) HP3000/947 (1) HPDTC (1) HUB8250/17 (4) IMPRIMANTE 3802 (1) IMPRIMANTE LASER XEROX/4090 (1) IMPRIMANTE 1600C (1) IMPRIMANTE 2225 (1) IMPRIMANTE 3900 (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	IMPRIMANTE 4135 (1) IMPRIMANTE 4201 (1) IMPRIMANTE 4202 (2) IMPRIMANTE 4224 (1) IMPRIMANTE 6214 (3) IMPRIMANTE 6287 (1) IMPRIMANTE C315XR (1) IMPRIMANTE F1010 (1) IMPRIMANTE F2010 (1) IMPRIMANTE FX100 (1) IMPRIMANTE FX286 (1) IMPRIMANTE HP4 (1) IMPRIMANTE HP4SI (5) IMPRIMANTE HP5SI (4) IMPRIMANTE HP8100 (7) IMPRIMANTE LG31A (1) IMPRIMANTE LN038 (1) IMPRIMANTE M6210C (1) IMPRIMANTE M6215C (1) IMPRIMANTE RUGGE (1) IMPRIMANTE SP200 (4) IMPRIMANTE SP2000 (2) INTERFACEAG4 (1) INTERFACE ESCON (2) LECTEUR OPTIQUE (2) LECTEUR CDROM (2) LECTEUR RUBANS (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<p style="text-align: center;"><b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 27</b>  <b>LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)</b></p>		
<p><b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux</b></p>		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	LIBRAIRE/ROBOT (1) LIBRAIRIE 4410LSM (1) LIBRAIRIE 4411LCU (1) LIBRAIRIE 936005 <sup>B</sup> (1) LOBE ATTACHMENT (3) LOCAL NETWORK (1) MASTER/CONSOLE (2) MAU/TOKEN (2) MEMNP16M MAIN MEMO (1) MÉMOIRE (1) MÉMOIRE 512K (1) MÉMOIRE VIVE (1) MICRO 386/25 (1) MICRO 386DX40 (28) MICRO 486DX2 (7) MICRO 486DX20 (5) MICRO 486DX23 (1) MICRO 486DX4/100 (13) MICRO 486DX40 (1) MICRO 486DX50 (6) MICRO 486DX66 (1) MICRO ALVABRAILLE (1) MICRO ARMADA1120 (9) MICRO COMPAQ420C (2) MICRO COMPQA430C (1) MICRO DLC40 (1) MICRO DX2 (2)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

<b>DEMANDE GÉNÉRALE NO 27</b> <b>LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)</b>		
<b>UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux</b>		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	(1) MICRO PENTIUM75	
	(2) MICRO EXPRESS5800	
	(1) MICRO MACLC	
	(1) MICRO MACSE	
	(1) MICRO NECVERSAII	
	(1) MICRO OPTIMUM	
	(1) MICRO PC3	
	(3) MICRO PENTIUM 100	
	(57) MICRO PENTIUM 120	
	(2) MICRO PENTIUM 133	
	(2) MICRO PENTIUM 150	
	(2) MICRO PENTIUM 166	
	(12) MICRO PENTIUM 200	
	(22) MICRO PENTIUM 75	
	(188) MICRO PENTIUM II	
	(1) MICRO PENTIUM PRO	
	(1) MICRO PS2/55	
	(1) MICRO PS2/80/A16	
	(1) MICRO PS2/95/0H9	
	(1) MICRO SUPERBOOK	
	(13) MICRO TKINKPAD 380	
	(4) MICRO ULT650735	
	(2) MICRO VENTURISGL	
	(10) MICRO VERSALX233	
	(5) MICRO VERSALX266	
	(5) MICRO VERSALX300	
	(1) MIPRIORISMX62	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	MODEM EXTERNE (1) MODEM HAYES (1) MODEM PCMCIA (1) MODEM PCMCIA (1) MODULE 64MEGA (1) MODULE ETHERNET (1) MONITEUR 4952 (1) MONITEUR NEC (4) MONITEUR NEC6FGP (1) MONITEUR VGA (1) MONITEUR VIDÉO (2) MULTIPLEXEUR (1) MULTIPLEXEUR 9729 (2) NOTEBOOK/SNIFFE (1) NP/1 <sup>E</sup> (1) NP/1R (1) NP/2T (1) NP88ISDNBRI (1) ORDINATEUR 9672 (1) ORDINATEUR AJOUT/9672 (1) ORDINATEUR /UPDHP (1) ORDINATEUR 9121 (1) ORDINATEUR 9672 (3) PAN/RACCORD V35 (1) PASSERELLE DGSIG (1) PASSERELLE INTER (1) PHONETSTAR 357 (1)	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	PIXFIREWALL (1) PROCESSEUR ESCON (1) PROJECTEUR/VIDE (3) RARITAN/MASTER (1) RATELIER 9500 (2) RISC6000 (3) RISC6000 PROD (1) RISC6000 PRODAJOU (1) RISC6000 TEST (1) RISC6000 TESTAJOU (1) ROUTEUR (2) ROUTEUR 7507 (1) ROUTEUR 2511 (3) ROUTEUR 2513 (1) ROUTEUR 2924 (6) ROUTEUR 2924 (12) ROUTEUR 4000 (2) ROUTEUR 4500 (1) ROUTEUR 5500 (1) SCANNER HPPLUS (2) SCANNER NT350 (1) SCANNER RING (1) SERV/MANAGER (2) SERV/SWITCH (2) SERVEUR 48PORTS (2) SERVEUR 6300 (2) SERVEUR ARCHITECT (1)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 27 LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)		
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux		
ANNÉE D'ACQUISITION	MODÈLE	SOMME DÉPENSÉE
	SERVEUR CDROM (1) SERVEUR PENTIUM II (9) SERVEUR SUN10 (1) SERVEUR SUN450 (2) SERVEUR SUNULTRA (1) SERVEUR UNIX (2) SYSTÈME/SECURIT (1) TÉLÉOPIEUR (1) TKR ADVANCE MANG (2) TKR SOURCE ROUTING (2) TRIBE LOCAL SWITCH (1) TRMM3884 (4) TW/PAIR/20PORTS (1) UNITÉ 8230 (2) UNITÉ BACKUP (2) UNITÉ BACKUPHP (3) UNITÉ CD/ROM (1) UNITÉ COUPLAGE (1) UNITÉ DISQUE (1) UNITÉ PRISE COPIE (1) UNITÉ RVA (1) UNITÉ TAPE BACKUP (1)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 28

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LE NOMBRE D'ETC ALLOUÉS AU PROJET GIRES AINSI QUE LE TOTAL DES DÉPENSES ENCOURUES ET PRÉVUES POUR CE MÊME PROJET

ETC ALLOUÉS AU PROJET :

ETC totaux autorisés 112

Prêts de services

Contrôleur des finances	9
Revenu	2
Société de l'assurance automobile du Québec	2
Commission de la santé et de la sécurité au travail	1
Ministère des Finances	1
Secrétariat du Conseil du trésor	1
Ministère des Transports	5
Régie des marchés agricoles	1
Musée du Québec	1
Commission des normes du travail	1
Régie des rentes du Québec	3
Ministère des Ressources naturelles	<u>8</u>
Total prêts de services	<u>35</u>

TOTAL DES DÉPENSES ENCOURUES :

Investissement  
probable 2000-2001  
(000 \$)

19 703





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 29  
POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, L'IMPACT PRÉVU DE L'IMPLANTATION DU PROJET GIRES  
SUR LE NOMBRE D'EMPLOIS, UNE FOIS LE PROJET COMPLÉTÉ

Lors de l'acquisition du progiciel, la méthodologie AIM de la firme Oracle a été retenue comme base méthodologique du projet. Cette méthode comprend six (6) phases : Définition, Analyse des opérations, Conception, Réalisation, Transition, Production. La phase Définition a été complétée à l'automne et la phase Analyse des opérations a été amorcée en janvier dernier.

C'est à partir des informations obtenues lors de la phase Analyse des opérations que les ministères et organismes visés par GIRES pourront commencer à évaluer les impacts prévisibles de l'implantation de la solution GIRES sur le nombre d'emplois.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?

Les fonctionnalités présentement examinées au cours de la phase Analyse des opérations sont les suivants :

**RESSOURCES HUMAINES**

MODULES	FONCTIONNALITÉS
Gestion des ressources humaines (RH)	Dotation en personnel et recrutement
	Gestion de la rémunération et des avantages sociaux
	Relations de travail
	Organisation
	Développement de la main-d'œuvre (de concert avec OTA)
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Paie	Gestion du temps et de l'assiduité (de concert avec OTM)
	Traitement de la paie
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Gestion de la formation (OTA)	Suivi des événements et des inscriptions
	Inscription des élèves
	Demandes de renseignements et rapports
Gestion du temps (OTM)	Gestion du temps
	Demandes de renseignements et rapports
Libre-service Ressources humaines	Demande d'emploi
	Inscription à un cours
	Information sur la mise à jour

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30	
POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?	
<b>RESSOURCES HUMAINES (suite)</b>	
MODULES	FONCTIONNALITÉS
Libre-service Ressources humaines (suite)	Consultation du talon de chèque de paie
	Auto-évaluation
	Consultation par le gestionnaire
	Mise en correspondance des qualités requises
	Planification de la relève
<b>RESSOURCES FINANCIÈRES</b>	
MODULES	FONCTIONNALITÉS
Grand Livre (GL)	Journaux
	Imputation
	Établissement du budget (par le biais de OFA)
	Générateur d'états financiers, ADI/Excel, Rapports OFA
	Consolidations (avec registres comptables multiples)
	Inter-sociétés (avec registres comptables multiples)
	Tenue à jour des comptes
	Devises multiples
	Comptabilité d'engagements
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?

**RESSOURCES FINANCIÈRES (suite)**

MODULES	FONCTIONNALITÉS
Comptes à payer (CàP)	Fournisseurs
	Factures, notes de crédit, notes de débit, factures récurrentes, factures en devises étrangères
	Factures rapprochées avec bons de commande
	Rapports sur les comptes de dépenses des employés (par le biais de Libre-service Comptes de dépenses)
	Paielements
	Contrôle comptable et budgétaire
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Comptes à recevoir (CàR)	Clients
	Recouvrements
	Encaissements
	Transactions (factures des clients, notes de crédit, notes de débit, ajustements)
	Comptabilité
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Immobilisations (FA)	Ajout d'immobilisations (manuel, ADI, à partir de Comptes à payer, à partir de Coûts des projets)
	Tenue à jour des immobilisations
	Transferts d'immobilisations
	Mise hors service d'immobilisations
	Amortissement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30 POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?	
RESSOURCES FINANCIÈRES (suite)	
MODULES	FONCTIONNALITÉS
Immobilisations (FA) (suite)	Comptabilité
	Établissement du budget des investissements
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Gestion de l'encaisse (CM)	Chargement des relevés bancaires
	Rapprochement des relevés bancaires
	Prévisions d'encaisse
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Coûts des projets (PROJET)	Projets (manuel, par le biais de la passerelle de gestion des activités, par le biais de Connexion Projets)
	Budgets
	Dépenses
	Coûts de revient
	Imputation des coûts
	Projets d'investissement
	Demandes de renseignements sur l'état d'avancement du projet
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?

**RESSOURCES FINANCIÈRES (suite)**

MODULES	FONCTIONNALITÉS
Gestion des activités (ACTIVA)	Coûts de revient
	Importation
	Mappage
	Calculs
	Production de rapports
	Établissement du budget
	Gestion des coûts
	Mesure de la performance
	Demandes de renseignements et rapports
Libre-service Comptes de dépenses	Libre-service Comptes de dépenses
	Cartes de crédit

**RESSOURCES MATÉRIELLES**

MODULES	FONCTIONNALITÉS
Achats (PO)	Fournisseurs
	Articles, catégories et catalogues d'achats
	Règles d'approvisionnement
	Hiérarchie d'approbation, sécurité et contrôle des documents



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?

**RESSOURCES MATÉRIELLES (suite)**

MODULES	FONCTIONNALITÉS
Achats (PO) (suite)	Demandes d'achat (de concert avec Libre-service Achats)
	Bons de commande et ententes - Création manuelle et automatique (standard, permanente, planifiée, contrats)
	Cartes d'achat
	Appels d'offres et soumissions
	Réceptions, retours, inspections (de concert avec Libre-service Achats)
	Payable sur réception
	Contrôle comptable et budgétaire
	Demandes de renseignements et rapports
	Archivage et épuration
Inventaire (INV)	Articles, catégorie et catalogues de stock
	Transactions de stock
	Planification et réapprovisionnement
	Contrôle et détermination des coûts de revient
	Analyse ABC
	Inventaire tournant
	Inventaire physique
	Demandes de renseignements (incluant stock existant et quantité disponible) et rapports
	Archivage et épuration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?

**RESSOURCES MATÉRIELLES (suite)**

MODULES	FONCTIONNALITÉS
Qualité (QA)	Spécifications
	Éléments et plans de collecte
	Collecte de données (Achats, Services et Libre-service)
	Tableaux, vues et production de rapports personnalisés
	Demandes de renseignements et rapports
Gestion des propriétés (PM)	Baux
	Gestion de l'espace
	Demandes de renseignements et rapports
Service en ligne (SERVICE)	Base installée
	Demandes de services
	Gestion des services sur place (Planification et répartition)
	Dépôt des réparations
	Service de réparation mobile sur place
	Demandes de renseignements et rapports
Soutien Internet Oracle (iSupport)	Base installée
	Gestion des demandes
	Gestion des connaissances (de concert avec Intermedia)
	Demandes de renseignements et rapports

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 30 POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, QUELLES SERONT LES APPLICATIONS DE GIRES?	
RESSOURCES MATÉRIELLES (suite)	
MODULES	FONCTIONNALITÉS
Soutien Internet Oracle (iSupport) suite	Gestion des connaissances (de concert avec Intermedia)
	Demandes de renseignements et rapports
Libre-service Achats	Recherche dans les catalogues
	Demandes d'achat (externes)
	Réception
Libre-service Fournisseurs	Enregistrement des fournisseurs
	Visualisation
	Plans de qualité, avis d'expédition, accusé de réception de bons de commande, modification de la date promise

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 31  
ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS 1994-1995

Ces données ont été fournies par les années antérieures.

1

2

266

3

4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur Jacques Léonard					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mises à jour des recueils des politiques de gestion					6,47
Gazette officielle					197,00
Journal L'Argenteuil		50,00			
Journal L'Écho du Nord		86,92			
Journal des Pays d'en Haut		110,00			
Journal L'Information du Nord		113,01			
Revue Commerce			12,00		
Journal La Terre de chez-nous		33,25			

( )

( )

( )

( )

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996  
CONSEIL DU TRÉSOR  
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Revue Commerce			12,00		
Journal Le Devoir		143,00			
Revue mensuelle de la Fédération de l'informatique du Québec			130,00		
Bulletin Le lien multimédia			199,00		
Journal La Presse		270,40			
Guide programme d'aide pour les organismes sans but lucratif Québec et fédéral					253,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet de monsieur David Cliche					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Revue Commerce			12,00		
Journal Le Devoir		143,00			
Revue mensuelle de la Fédération de l'informatique du Québec			130,00		
Bulletin Le lien multimédia			199,00		
Journal La Presse		270,40			
Guide programme d'aide pour les organismes sans but lucratif Québec et fédéral					253,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mises à jour du code de procédure civile					40,00
Mises à jour du code civil du Québec					40,00
Revue internationale Gouvernance			60,00		
Recommandations sur le contrôle					16,50
Recommandations sur l'évaluation du contrôle					16,50
Recommandations à l'intention des administrateurs					16,50
Projets de lois publics, présentation française					165,00



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

21.5



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Décisions de la commission de la fonction publique					217,50
CD Rom - Collection du travail - Santé et sécurité au travail				410,00	
Santé et sécurité au travail au Québec					147,50
Revue travail et santé			30,00		
Le clinicien			102,00		
Relations industrielles					60,00
Régimes de retraite au Québec					483,00
Fiches stratégiques					125,00
Revue internationale de gestion			87,40		

(

)

)

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail - secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mises à jour du code de procédure civile					40,00
Mises à jour du code civil du Québec					40,00
Le journal de Montréal		135,20			
La Presse		135,20			
Bulletin Gestion Plus			69,95		
Mises à jour des lois du travail					80,00
Mise à jour du code criminel					40,00
CD Rom - Collection du travail - Régimes de retraite au Québec				1 108,00	
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale					498,00
Contrat des organismes publics québécois					588,00
Décisions de la commission de la fonction publique					217,50
Gazette officielle					197,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux relations de travail - secteurs public et parapublic					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Projets de lois publics, présentation française					165,00
Projets de lois publics, sanctionnés français					165,00
Recueil de jurisprudence en droit du travail					306,80
Droits du travail Express 2001					946,40
Canadian Employment law fact book					215,50
L'actualité médicale			129,15		
CD Rom - Collection du travail - Santé et sécurité au travail				410,00	
Santé et sécurité au travail au Québec					147,50
Assurances de personnes au Québec					568,00
L'observateur économique canadien					363,20
Tendances sociales canadiennes					57,60
Gazette du travail			125,00		
Journal Le Devoir		143,00			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Mises à jour du code de procédure civile					40,00
Mises à jour du code civil du Québec					40,00
Gazette officielle					197,00
Journal Les Affaires		159,90			
Journal Daily Commercial News		834,00			
Journal Constructo		299,00			
Indices de prix à la consommation					103,00
Service d'accès direct en lecture relativement aux fichiers du code géographique				300,00	
Contrats des organismes publics québécois					548,00

(

)

280

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Base de données Bug net					400,00
Revue PC Expert			101,00		
Knowledge Base sur CD (Lotus Notes)				407,50	
The View			285,00		
La Gazette des Femmes			18,00		
Mises à jour des recueils des politiques de gestion					212,20
Mises à jour du code de procédure civile					40,00
L'actualité			29,95		
Magazine Maximanagement			87,75		
Le 30					36,00
Graphika					39,00
Info Presse Communications					60,00
Quorum					34,00
Info-Tech					20,00
		281			

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

282

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Revue internationale de gestion			87,40		
Magazine Atout micro			29,95		
Actualités sur les décisions récentes de la commission d'accès à l'information et des tribunaux supérieurs					50,00
Architecture informatique & telecom / incorps					593,18
Component development strategies / formerly / object - oriented strategies					820,64
Computer security journal		189,25			
Decision micro					155,27
Info-tech magazine / formerly / informatique et bureautique / for Québec			20,95		
L'informatique professionnelle					590,88
Le monde informatique					403,08
L'ordinateur individuel					98,25
		283			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32					
LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Revue internationale de gestion			87,40		
Magazine Atout micro			29,95		
Actualités sur les décisions récentes de la commission d'accès à l'information et des tribunaux supérieurs					50,00
Architecture informatique & telecom / incorps					593,18
Component development strategies / formerly / object - oriented strategies					820,64
Computer security journal		189,25			
Decision micro					155,27
Info-tech magazine / formerly / informatique et bureautique / for Québec			20,95		
L'informatique professionnelle					590,88
Le monde informatique					403,08
L'ordinateur individuel					98,25
( )	( )	284	( )	( )	( )

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Seybold report on internet publishing / all exc Japan / Formely seybold report on desktop publishing					491,07
Zero un informatique					325,22





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32					
LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat à la gestion intégrée des ressources					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Décision Micro & Réseaux			149,31		



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des télécommunications					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
The Angus Report on Business Télécommunications in Canada - Télémangement			650,00 (2 ans)		
MSDN Microsoft Developer Network - Microsoft corp.					3 123,14
Guide Zipcom de Québec (Codes postaux) - Tamec inc.					240,70
IR - NXX de l'Amérique du Nord (via CGI) Outil pour faire la vérification des numéros de téléphone					2 300,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Camelot Info Inc.	64,95				
PC Magazine			76,28		
ECompany Now			74,28		
Bloomberg Financial Markets				897,90	
Autodata Marketing System Inc.				1 630,00	
BTOB			105,28		
Blunt Enterprises Inc.					110,00
Info Tech Magazine			19,95		
Primedia Information Inc.					9 461,40
CRIQ	149,00				
Receveur général du Canada					152,65
Grade Finders Inc.					142,00
Gartner Group Inc.					50 036,10
Editions Info Presse			78,00		
Computer Telephony				39,69	
		291			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des acquisitions					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
WM. Ward Publishing Ltd					225,00
Official Board Markets				117,26	
All Seasons Publications Ltd					142,90
Hebdo Mag			164,99		
Materials Recycling Markets			127,00		
Somabec	74,35				
<b>Fournitures et ameublement</b>					
Laboratory buyers guide			76,00		
Southam magazine group			51,95 (2 ans)		
Centre Canadien d'hygiène et de sécurité au travail (mises à jour via CD-ROM) : Fiches signalétiques des produits chimiques dangereux					562,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Service aérien gouvernemental					
AVIASPORT			132,24		
RECEVEUR GÉNÉRAL DU Canada					4 604,35 <sup>1</sup>
AVIATION SAFETY			129,00		
AVIATION WORLD	89,52				
AVIATION WEEK & SPACE			340,00		
JEPPESSEN					19 242,43 <sup>2</sup>
NAVTECH SYSTEM SUPPORT					73 200,00 <sup>3</sup>
INTERNATIONAL CIVIL AVIATION					148,93 <sup>4</sup>
MOUVEMENT QUÉBÉCOIS					517,61 <sup>5</sup>
UNIVERSAL AVIONICS SYSTEM					4 931,22 <sup>6</sup>
BOMBARDIER INC.	10 000,00				21 312,91 <sup>7</sup>

<sup>1</sup> Mise à jour de l'AIP (Aeronautical Information Publication)

<sup>2</sup> Mise à jour des manuels d'approche de navigation

<sup>3</sup> Licence du système informatique de plan de vol (logiciel)

<sup>4</sup> Mise à jour du manuel d'indicateur d'emplacement des aéroports

<sup>5</sup> Mise à jour des normes ISO

<sup>6</sup> Mise à jour de la base de données FMS (Flight Management System) pour le Challenger 602~~43~~

<sup>7</sup> Abonnement à des manuels d'entretien ainsi qu'à des données techniques pour les pilotes



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32					
LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
PARTS BASE.COM				606,72	
PRATT & WHITNEY	2 900,00				
HONEYWELL					2 647,60 <sup>8</sup>

<sup>8</sup> Mise à jour de la base de données FMS pour le Challenger 601-"

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 32 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE CÔT					
UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services informatiques gouvernementaux					
NOM	LIVRES	JOURNAUX	MAGAZINES	BULLETINS ÉLECTRONIQUES	AUTRES
Sysadmin			89,60		
Microsoft Technet sur CD-ROM				799,48	
Windows 2000			92,01		
Cheryl Watson's Tuning Letter			1 069,30		
MVS Update on line				790,01	
IIs Adm. tech.newsletter			163,25		
CD ROM				404,95	



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE GÉNÉRALE NO 33 - LISTE DES SITES INTERNET**

**SECTEUR : Direction générale de l'administration**

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **Nom du site et adresse**

- Conseil du trésor
- [www.tresor.gouv.qc.ca](http://www.tresor.gouv.qc.ca)

- **Le processus utilisé pour la conception**

La version actuelle du site du Conseil du trésor remonte au mois de mai 1997. Les sections nouvelles qui ont été ajoutées depuis, comme par exemple celles portant sur les négociations des conventions collectives (Info-négo), la modernisation de la gestion publique, l'équité en emploi ou encore Centraide-secteur public ont été conçues et réalisées à l'interne par des ressources internes.

- **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

Le site du Conseil du trésor est sous la responsabilité d'un employé du Secrétariat du Conseil du trésor, M. Jean-Pierre Gagnon, agent d'information à la Direction des communications. Ce dernier, en collaboration avec une autre employée, M<sup>me</sup> Valérie Brien, infographiste, assure la conception des nouvelles sections qui ont été ajoutées au fil des besoins exprimés.

- **Les coûts de construction du site**

Le site ayant été construit il y a plusieurs années, il n'y a pas de coûts de construction en 2000-2001. Les nouvelles sections ajoutées au fil des ans ont été construites par des ressources internes.

- **Le coût de l'entretien et de la mise à jour**

L'entretien et la mise à jour du site du Conseil du trésor sont assumés par deux ressources internes : M<sup>me</sup> Valérie Brien et M. Jean-Pierre Gagnon. Ces deux personnes ont eu aussi la responsabilité de l'entretien et de la mise à jour du site de l'autoroute de l'information. Signalons que la responsabilité de ce site doit être transférée au ministère de la Culture et des Communications à la suite du remaniement ministériel annoncé le 8 mars 2001.

- **Le responsable du contenu du site**

M. Jean-Pierre Gagnon, agent d'information à la Direction des communications du Secrétariat du Conseil du trésor, est le responsable du contenu du site du Conseil du trésor.

- **Le nom de la personne autorisée à faire des modifications sur le site**

Chaque unité administrative du Secrétariat du Conseil du trésor achemine les modifications au responsable du site, M. Jean-Pierre Gagnon, qui est la personne autorisée à faire des modifications sur le site.

- **La fréquence moyenne de mise à jour**

Des modifications sont apportées régulièrement à l'ensemble des parties du site du Conseil du trésor. Certaines parties, notamment la section sur « les emplois au gouvernement » et la page d'accueil, connaissent des modifications régulières, quotidiennes ou hebdomadaires, selon les besoins. D'autres, comme celles portant sur les encans publics, par exemple, connaissent des modifications au besoin, soit deux ou trois fois par année, lors de la tenue des encans.

- **Le nombre de visiteurs par mois**

Le nombre de visiteurs a été en moyenne de 80 000 mensuellement au cours de la dernière année.

- **Le nombre de fois que le site a été refait**

Le site du Conseil n'a pas été refait depuis son lancement au mois de mai 1997.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE GÉNÉRALE NO 33 - LISTE DES SITES INTERNET**

**SECTEUR : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS (ACQUISITIONS ET SURPLUS)**

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce depuis l'existence du site :

- Nom du site et adresse

Acquisitions-Québec    [www.acquisitions-quebec.gouv.qc.ca](http://www.acquisitions-quebec.gouv.qc.ca)

- Le processus utilisé pour la conception

HTML, ASQ, Java Script

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Développement interne avec la collaboration de la firme Global Internet

- Les coûts de construction du site

Les coûts de construction s'élèvent à 60,0 k\$ dont 40,0 k\$ à l'interne et 20,0 k\$ à l'externe.

- Le coût de l'entretien et de la mise à jour

Le coût d'entretien se situe à près de 30,0 k\$ annuellement.

- Le responsable du contenu du site

François Gélinas, directeur, DDMSC

- Le nom de la personne autorisée à faire des modifications sur le site

Stéphane Diamond, webmestre, DDMSC

- La fréquence moyenne de mise à jour

Une dizaine de mises à jour par semaine

- Le nombre de visiteurs (hits) par mois

En moyenne près de 1270 visiteurs par mois

- Le nombre de fois que le site a été refait

- le coût :

- les critères qui ont justifié les changements

Les changements effectués sur le site visaient à faciliter la navigation et l'obtention des informations recherchées sur les regroupements de biens et services.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE GÉNÉRALE NO 33 - LISTE DES SITES INTERNET**

**SECTEUR : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS (ACQUISITIONS ET SURPLUS)**

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce depuis l'existence du site :

- Nom du site et adresse
  1. acquisitions.gouv.qc.ca (complément à Acquisitions Québec)
  2. ventes.gouv.qc.ca (rapports de ventes)
- Le processus utilisé pour la conception
  1. Aucun - Développement interne
  2. Analyse par DGSIG
- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
  1. Luc Chéné et Stéphane Diamond - Interne
  2. DGSIG
- Les coûts de construction du site
  1. À même les opérations internes
  2. 36 700,00
- Le coût de l'entretien et de la mise à jour
  1. Effectué à l'interne
  2. Effectué à l'interne
- Le responsable du contenu du site
  1. Luc Chéné et Stéphane Diamond
  2. Luc Chéné et Stéphane Diamond
- Le nom de la personne autorisée à faire des modifications sur le site
  1. Luc Chéné et Stéphane Diamond
  2. Luc Chéné et Stéphane Diamond
- La fréquence moyenne de mise à jour
  1. Au besoin ( $\cong$  6 mois)
  2. Au besoin ( $\cong$  6 mois)
- Le nombre de visiteurs (hits) par mois
  1. 10 000
  2. 2 200
- Le nombre de fois que le site a été refait
  1. 1
  2. Pas refait
- le coût :
  1. À même les opérations internes
  2. N/A
- les critères qui ont justifié les changements
  1. Changement de l'offre permanente des micro-ordinateurs affichée
  2. N/A

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE GÉNÉRALE NO 33 - LISTE DES SITES INTERNET**

**SECTEUR : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS (ACQUISITIONS ET SURPLUS)**

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce depuis l'existence du site :

- Nom du site et adresse  
  
Catalogue d'achats publics (CAP) [www.cap.acquisitions-quebec.gouv.qc.ca/cap](http://www.cap.acquisitions-quebec.gouv.qc.ca/cap)
- Le processus utilisé pour la conception  
  
HTML, ASQ, Sight server 7.0, Commerce server 3.0, SQL
- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site  
  
La DGSIG assume le rôle de coordonnateur-intégrateur pour les activités des différents intervenants de la DGA, de la DRI et de la DGT.
- Les coûts de construction du site  
  
Les dépenses du CAP pour le développement et sa mise en place se sont élevés à près de 920,0 k\$.
- Le coût de l'entretien et de la mise à jour  
  
Le coût moyen d'entretien et de mise à jour est de l'ordre de 300,0 k\$ annuellement.
- Le responsable du contenu du site  
  
André Carpentier
- Le nom de la personne autorisée à faire des modifications sur le site  
  
Louise Fortin (DRI), Gino Nanini (DGSIG)
- La fréquence moyenne de mise à jour  
  
Des modifications sont apportées à toutes les semaines sur le site.
- Le nombre de visiteurs (hits) par mois  
  
Entre janvier 2000 et décembre 2000 : près de 11 100 commandes pour un montant de transactions de près de 4,3 M\$. Près de 1016 clients ont utilisé le CAP durant cette même période.
- Le nombre de fois que le site a été refait
  - le coût : N/A
  - les critères qui ont justifié les changements  
  
Des regroupements d'achat sont ajoutés continuellement sur le site, de plus des modifications sont apportées pour répondre aux demandes de la clientèle.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE GÉNÉRALE NO 33 - LISTE DES SITES INTERNET**

**SECTEUR : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INFORMATIQUES GOUVERNEMENTAUX**

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce depuis l'existence du site :

- Nom du site et adresse  
Vitrine technologique  
  
www.vitrine-technologique.gouv.qc.ca
- le processus utilisé pour la conception  
Lotus Notes
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site  
Direction des services conseils en informatique de la Direction générale des services informatiques gouvernementaux
- les coûts de construction du site  
9 508,00 \$
- le coût de l'entretien et de la mise à jour  
transactionnel : 0,5 personne annuellement (agente de bureau principale)  
  
contenu : 1 000,00 \$ annuellement
- le responsable du contenu du site  
Mme Jacinthe Lafontaine  
Mme Lilyane Plamondon
- le nom de la personne autorisée à faire des modifications sur le site  
Monsieur René Simard
- la fréquence moyenne de mise à jour  
transactionnel : tous les jours  
contenu : tous les 3 ou 4 mois
- le nombre de visiteurs (hits) par mois  
Il n'y a pas de compteur sur le site
- le nombre de fois que le site a été refait  
1 fois
- le coût :  
9 500,00 \$
- les critères qui ont justifié les changements  
Améliorer la présentation du site.  
Ajout de formulaires (transactionnel).  
Visite virtuelle de la salle d'accueil et de la salle de présentation ainsi que des équipements disponibles (technologie Quick time 3D).



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 34

QUELS SONT LES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES QUI SONT OFFERTS AUX JEUNES (15 - 35 ANS),  
LE NOMBRE DE PARTICIPANTS AINSI QUE LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME

UNITÉ ADMINISTRATIVE :

Le Secrétariat à la jeunesse répondra à cette question.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NO 35

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :  
LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES, LES DÉTAILS DE CES ENTENTES, LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR

Le ministère des Relations internationales répondra à cette question.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

## Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
1	Liste des déplacements effectués par des membres du Conseil des ministres par le biais du Service aérien gouvernemental avec le coût de la location, s'il y a lieu, et le manifeste des passagers pour chacun des déplacements	1
2	Bilan du Fonds des services gouvernementaux par secteurs d'activités : a) valeur totale des contrats accordés durant l'année; b) coûts des dépassements s'il y a lieu; c) liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés par le ministère.	3
3	Utilisation du Service aérien gouvernemental en 2000-2001	27
4	a) Nombre d'avions pour chacune des catégories d'appareils sous la responsabilité du Service aérien gouvernemental et coûts d'entretien. b) Coûts de l'acquisition de nouveaux appareils avec copie du contrat incluant les détails du financement, le cas échéant.	31
5	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régies et/ou par sous-contrats 2000-2001	33
6	Liste des projets de développement et d'amélioration d'immeubles propriétés du gouvernement pour l'année 2000, ainsi que les projets de développement en cours au 1 <sup>er</sup> mars 2001	35
7	Liste des nouveaux baux conclus par la Société immobilière du Québec pour 2000-2001. Noms et adresses des entreprises traitantes et ventilation par régions	37
8	Suite à la nouvelle politique gouvernementale obligeant de nouveaux organismes à louer leurs locaux de la Société immobilière du Québec, liste des nouveaux locataires de la SIQ avec montants des baux, sommes consacrées au déménagement et à l'amélioration des sites	38
9	Liste des fournisseurs de services professionnels de la Société immobilière du Québec	41
10	Copie de la politique en vigueur pour l'octroi de contrats de services professionnels d'architecture et d'ingénierie avec prix	43
11	Prévisions des coûts qui seront assumés par la Société immobilière du Québec pour les déménagements d'effectifs, pour les aménagements-réaménagements, la location et l'achat d'espaces immobiliers au cours de 2000-2001	45
12	Liste des déménagements des employés de l'État en 2000-2001	47
13	Liste de toutes les dépenses assumées par la Société immobilière du Québec relativement à la résidence de fonction du Domaine Cataragui	49
14	Au 31 mars 2001, ventilation des effectifs selon les emplois de cadres, de professionnels et de soutien	51
15	Liste des baux signés par la Société immobilière du Québec avec des propriétaires privés	53



#	Demandes de renseignements particuliers	Page
16	Au 31 mars 2001 : a) la superficie totale du parc immobilier; b) la superficie totale des espaces vacants; c) le taux de vacance qui en découle.	55
17	Bilan et ventilation du budget du Fonds de l'autoroute de l'information (FAI) pour l'année 2000-2001 en indiquant : - Le nombre de demandes de subvention; - Le nombre de subventions accordées; - La liste des projets depuis les trois dernières années qui fonctionnent à ce jour et ceux qui ont cessé leurs opérations en cours de route; - Le nom de la firme ou de la personne ayant reçu une subvention et suivi du projet; - Les résultats en terme de création d'emplois des projets acceptés depuis 1995.	57
18	Dépenses du gouvernement, des organismes gouvernementaux, des secteurs public et parapublic relatives au branchement sur le réseau internet et sur la conception et la création de sites internet	59
19	Combien de départs, dans le cadre du programme de départs assistés, de remplacements (embauches) (objectifs versus résultats) : dans la fonction publique; dans la santé et les services sociaux; dans l'éducation?	61
20	Ventilation détaillée du nombre total d'employés occasionnels par catégories d'emploi et de statut d'emploi dans la fonction publique, dans le secteur de la santé et des services sociaux et dans le secteur de l'éducation au 1 <sup>er</sup> mars 2000	63
21	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique aux 1 <sup>er</sup> mars 1996, 1997, 1998, 1999 et 2000	71
22	Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence en 1996-1997, 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001	73
23	Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique, dans le secteur de la santé et services sociaux et dans le secteur de l'éducation	75
24	Comités de gestion relevant du Secrétariat du Conseil du trésor (Nombre, mandat et durée du mandat)	79
25	Nombre de cas de griefs traités par la Direction juridique au Secrétariat du Conseil du trésor par année depuis 1995-1996	81
26	Copie de l'entente concernant le « retour au travail exceptionnel » en indiquant le nombre de personnes dans le secteur de la santé et des services sociaux, dans le secteur de l'éducation et dans la fonction publique qui ont signé cette entente. Indiquer le nombre de personnes qui ont bénéficié de cette entente en effectuant un retour au travail (par année financière)	83
27	Ventilation détaillée du programme de stages et emplois d'été pour les étudiants dans la fonction publique en incluant le nombre de stagiaires placés depuis mars 1997 par ministères et organismes. Nombre de stages demandés par les ministères et organismes. Nombre de ETC disponibles pour le programme de stage et d'emplois d'été	87

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
28	Plan d'action du gouvernement pour augmenter la représentation des femmes, des anglophones, des autochtones et des membres des communautés culturelles dans la fonction publique, dans le secteur de la santé et des services sociaux et dans le secteur de l'éducation	91
29	a) Nombre d'organismes abolis depuis le 30 septembre 1997 incluant les montants d'argent économisés b) Nombre d'organismes créés depuis septembre 1997 avec les crédits alloués	93
30	Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles	97
31	Nombre d'employés du réseau de la santé et des services sociaux qui sont rémunérés mais sont en disponibilité d'emploi et n'ont pas d'affectation et notamment en raison de la clause du 50 kilomètres	99
32	À la signature de la dernière convention collective : a) nombre d'employés, par ministères ou organismes, ne s'étant pas qualifiés au critère 12/15. Âge moyen de ces employés; b) nombre d'employés, par ministères ou organismes, s'étant qualifiés au critère 12/15 mais ne s'étant pas qualifiés au critère 55/60. Âge moyen de ces employés; c) nombre d'employés, par ministères ou organismes, s'étant qualifiés au critère 55/60. Âge moyen de ces employés	101
33	État de la situation, par ministères ou organismes, sur l'implantation de la réforme de l'administration publique	105
34	Liste des demandes acheminées au Conseil du trésor par des ministères ou organismes dans le but de mettre en place des unités autonomes de service	107
35	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération	109
36	Copie de l'appel d'offres « Mandat d'intégration de biens et de services pour le projet GIRES (GIRES-SP-110) » daté du 5 février 2001	111
37	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec	113





(

(

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 1

LISTE DES DÉPLACEMENTS EFFECTUÉS PAR DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES PAR LE BIAIS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL AVEC LE COÛT DE LA  
LOCATION, S'IL Y A LIEU, ET LE MANIFESTE DES PASSAGERS POUR CHACUN DES DÉPLACEMENTS

Les informations relatives à cette demande ont été conciliées dans un document qui vous a été acheminé à part.  
(Voir page titre en annexe).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 1

LISTE DES DÉPLACEMENTS EFFECTUÉS PAR DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES PAR LE BIAIS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL AVEC LE COÛT DE LA LOCATION, S'IL Y A LIEU, ET LE MANIFESTE DES PASSAGERS POUR CHACUN DES DÉPLACEMENTS

1. Déplacements effectués par les appareils du Service aérien gouvernemental.
2. Déplacements effectués par les appareils nolisés par le Service aérien gouvernemental

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES		MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :		11 823 571,81
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :		---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaires avec le Fonds et valeur des services demandés par le ministère :		
<b>TOTAL :</b>		<b>2 609 578,00</b>
Affaires municipales et de la métropole		17 367,00
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		84 675,00
Assemblée nationale		36 145,00
Bureau d'audiences publiques env.		2 178,00
Commission administrative régi. de retraite et ass.		14 118,00
Commission de la fonction publique		5 961,00
Commission de protection du territoire agricole		2 427,00
Commission des lésions professionnelles		13 519,00
Commission des normes du travail		12 236,00
Commission des transports du Québec		3 653,00
Commission des valeurs mobilières		4 131,00
Secrétariat du Conseil du trésor		71 293,00
Conseil exécutif		14 303,00
Culture et communications		36 713,00
Curateur public du Québec		8 901,00
Directeur général des élections		4 835,00
Éducation		58 227,00
Environnement et de la Faune		83 273,00
Famille et Enfance		12 070,00
Finances		20 197,00
Industrie et du commerce		16 881,00
Inspecteur général des institutions financières		7 648,00
Institut de tourisme et d'hôtellerie		6 278,00
Investissement-Québec		6 744,00
Justice		129 865,00
Office de la langue française		6 324,00
Office de la protection du consommateur		2 517,00
Office des personnes handicapée		3 780,00
Protecteur du citoyen		1 966,00
Recherche, Science et Technologie		10 256,00
Régie de l'assurance maladie		56 081,00
Régie de l'énergie		3 433,00
Régie de rentes		40 575,00
Régie des assurances agricoles		6 463,00
Régie du logement du Québec		5 624,00
Régions		3 701,00
Relations citoyens et Immigration		70 605,00
Relations internationales		14 079,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ	SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES	MONTANT
Ressources naturelles		178 471,00
Revenu		313 792,00
Santé & des Services sociaux		26 577,00
Sécurité publique		178 181,00
Société de financement agricole		8 749,00
Société de l'assurance automobile		84 056,00
Société d'habitation du Québec		8 800,00
Société Faune et Parcs Québec		53 054,00
Solidarité sociale		332 277,00
Sûreté du Québec		181 663,00
Tourisme Québec		11 604,00
Transports		296 635,00
Travail		26 057,00
Tribunal administratif Québec		6 009,00
Vérificateur général du Québec		4 611,00

**ÉTUDE DES ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ	DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :		63 484 780,00
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :		---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :		
	<b>TOTAL :</b>	<b>76 792 964,00</b>
Assemblée Nationale		1 156 763,00
Bibliothèque nationale du Québec		37 172,00
Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels		26 772,00
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		1 587,00
Bureau du Coroner		48 402,00
Centre communautaire juridique de l'Outaouais		32 893,00
Centre communautaire juridique de la Côte-Nord		24 216,00
Centre communautaire juridique de la Rive-Sud		76 141,00
Centre communautaire juridique de Montréal		177 435,00
Centre communautaire juridique de Québec		76 150,00
Centre de la jeunesse et famille Batshaw		6 073,00
Centre de recherche industrielle du Québec		123 660,00
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres		15 387,00
Centre jeunesse du Québec		253 475,00
Comité de déontologie policière		24 563,00
Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des service sociaux		23 230,00
Commissaire à la déontologie policière		20 192,00
Commissaire de l'industrie de la construction		7 876,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance		397 131,00
Commission d'accès à l'information		55 120,00
Commission de la capitale nationale du Québec		25 040,00
Commission de la construction du Québec		72 882,00
Commission de la fonction publique du Québec		14 410,00
Commission de la santé et de la sécurité du travail		2 723 481,00
Commission de l'équité salariale		39 807,00
Commission de protection de la langue française		14 762,00
Commission de protection du territoire agricole du Québec		139 249,00
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs		3 288,00
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse		104 392,00
Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française		10 650,00
Commission des lésions professionnelles		659 570,00
Commission des normes du travail		610 613,00
Commission des services juridiques		17 384,00
Commission des transports du Québec		209 840,00
Commission des valeurs mobilières du Québec		61 390,00
Commission québécoise des libérations conditionnelles		22 378,00
Conseil de la justice administrative		5 139,00
Conseil de la langue française		25 821,00
Conseil des arts et des lettres du Québec		555 314,00
Conseil des relations interculturelles		1 742,00
Conseil des services essentiels		27 180,00
Conseil du statut de la femme		47 525,00
Secrétariat du Conseil du Trésor		1 812 631,00
Corporation d'hébergement du Québec		80 670,00
Corporation de gestion informatique des offices municipaux d'habitation du Québec		7 869,00
Curateur public du Québec		524 220,00
Directeur de l'état civil		186 671,00
Directeur général des élections		101 342,00

**ÉTUDE DES ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**

<b>SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>	<b>MONTANT</b>
Fondation de la faune du Québec	10 943,00
Fondation de l'entrepreneurship	30 561,00
Fonds de la recherche en santé du Québec	11 274,00
Fonds de développement régional	1 008,00
Fonds de la réforme du cadastre québécois	6 368,00
Fonds des registres	542 229,00
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	14 861,00
Grande bibliothèque du Québec	17 073,00
Héma-Québec	169 390,00
Inspecteur général des institutions financières	344 458,00
Institut de la statistique du Québec	121 466,00
Institut de police du Québec	22 583,00
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	63 668,00
Institut national de santé publique Québec	16 388,00
Investissement-Québec	403 915,00
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1 748 180,00
Ministère de l'Éducation	1 483 053,00
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	8 202 283,00
Ministère de l'Environnement	3 808 599,00
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme	979 991,00
Ministère de la Culture et des Communications	700 809,00
Ministère de la Famille et de l'Enfance	425 375,00
Ministère de la Justice	2 327 868,00
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	256 006,00
Ministère de la Santé et des Services sociaux	782 158,00
Ministère de la Sécurité publique	2 532 862,00
Ministère des Affaires Municipales et de la Métropole	498 424,00
Ministère des Finances	556 964,00
Ministère des Régions	378 022,00
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	1 495 360,00
Ministère des Relations internationales	724 328,00
Ministère des Ressources naturelles	3 767 689,00
Ministère des Transports	6 714 484,00
Ministère du Conseil exécutif	653 086,00
Ministère du Revenu	5 010 315,00
Ministère du Travail	337 720,00
Musée d'Art contemporain de Montréal	22 489,00
Musée de la Civilisation	94 571,00
Musée du Québec	45 773,00
Office de la langue française	211 240,00
Office de la protection du consommateur	310 578,00
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	3 509,00
Office des personnes handicapées du Québec	158 880,00
Office des professions du Québec	17 815,00
Protecteur du citoyen	118 111,00
Régie des assurances agricoles du Québec	365 168,00
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 366 395,00
Régie de l'énergie	43 485,00
Régie des alcools, des courses et des jeux	314 598,00
Régie des installations olympiques	10 315,00
Régie des rentes du Québec	1 225 586,00
Régie du bâtiment du Québec	483 163,00
Régie du cinéma	20 002,00
Régie du logement	358 577,00
Régie marchés agricoles du Québec	16 165,00
Secrétariat à la condition féminine	6 778,00
Secrétariat aux affaires autochtones	21 748,00
Secrétariat d'aide à l'action communautaire autonome	26 508,00
Société de développement de la Baie James	406,00
Société de développement des entreprises culturelles	42 722,00
Société de financement agricole	336 246,00

ÉTUDE DES ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
 BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES TELECOMMUNICATIONS	MONTANT
Société de la Place des arts de Montréal	853,00
Société de l'assurance automobile du Québec	6 181 737,00
Société de loteries du Québec	385 384,00
Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux	22 712,00
Société de télédiffusion du Québec	356 638,00
Société des alcools du Québec	928 800,00
Société des casinos du Québec	71 542,00
Société des établissements de plein air du Québec	936 129,00
Société des loteries vidéo du Québec	170 666,00
Société des traversiers du Québec	112 287,00
Société d'habitation du Québec	271 808,00
Société du Centre des Congrès de Québec	4 320,00
Société du Grand Théâtre de Québec	50 058,00
Société du Palais des congrès de Montréal	14 580,00
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	2 296,00
Société générale de financement	51 593,00
Société immobilière du Québec	960 245,00
Société Innovatech du Grand Montréal	47 272,00
Société Innovatech du Sud du Québec	9 681,00
Société Innovatech Québec	25 019,00
Société Innovatech Québec et Chaudière Appalaches	7 212,00
Société nationale de l'amiante	4 357,00
Société protectrice contre les feux de forêt	541 370,00
Société québécoise d'assainissement des eaux	59 428,00
Société québécoise de récupération et de recyclage	29 301,00
Société québécoise d'information juridique du Québec	28 260,00
Sûreté du Québec	2 888 105,00
Table patronale de concertation sur la santé et sécurité du travail	3 952,00
Télé-Université	4 320,00
Tourisme Québec	869 177,00
Tribunal administratif du Québec	181 870,00
Vérificateur général du Québec	101 905,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Acquisitions et Surplus	MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :	1 834 646,95
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :	---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :	
<b>TOTAL :</b>	<b>3 938 089,44</b>
Agence de l'efficacité énergétique	964,30
Assemblée nationale du Québec	5 747,17
Bibliothèque nationale du Québec	18,55
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2 039,99
Caisse de dépôt et placement du Québec	4 824,85
Centre de recherche industrielle du Québec	1 154,36
Comités patronaux de négociation	276,92
Commissaire à la déontologie policière	862,30
Commissaire de l'industrie de la construction	341,08
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	17 961,17
Commission consultative de l'enseignement privé	14,75
Commission d'accès à l'information	936,25
Commission de la capitale nationale	915,76
Commission de la fonction publique	3 785,77
Commission de la représentation	20,00
Commission de la santé et de la sécurité au travail	61 262,91
Commission de l'équité salariale	607,77
Commission de protection de la langue française	606,25
Commission de protection du territoire agricole du Québec	1 862,37
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	10,30
Commission des biens culturels	178,40
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1 944,14
Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec	451,05
Commission des lésions professionnelles	5 837,39
Commission des normes du travail	14 986,10
Commission des transports du Québec	10 964,39
Commission des valeurs mobilières du Québec	1 736,75
Commission de toponymie	52,65
Commission d'étude sur les services de santé	54,98
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	652,60
Commission municipale du Québec	188,16
Commission québécoise des libérations conditionnelles	376,70
Conseil de la langue française	476,46
Conseil de la Science et de la Technologie	155,57
Conseil de musique et d'art dramatique	2 156,58
Conseil des aînés	48,67
Conseil des arts et des lettres du Québec	376,48
Conseil des productions animales du Québec	70,19
Conseil des services essentiels	299,45
Conseil du statut de la femme	2 412,94
Secrétariat du Conseil du trésor	667 726,42
Conseil québécois de la recherche sociale	388,26

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ	DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Acquisitions et Surplus	MONTANT
Conseil supérieur de l'éducation		402,69
Coroner		2 408,02
Corporation d'hébergement du Québec		1 107,23
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain		47 685,27
Curateur public du Québec		25 108,32
Directeur général des élections		5 677,75
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		15,08
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		62,98
Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées		- 1 330,97
Fonds de gestion de l'équipement roulant		143 168,18
Fonds de l'état civil		3 477,09
Fonds de l'information gouvernementale		74 039,02
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail		105,1
Fonds de partenariat touristique		42 510,1
Fonds de perception		2 586,44
Fonds de réforme du cadastre du Québec		2 930,46
Fonds des registres		32 808,16
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor		124 109,51
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		28 745,02
Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances		5 062,00
Fonds d'information géographique et foncière		2 642,36
Fonds forestier		22 097,08
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche		718,71
Grande bibliothèque du Québec		66,74
Héma-Québec		2 868,28
Hydro-Québec		1 176,76
Inspecteur général des institutions financières		12 089,03
Institut de la statistique du Québec		6 036,4
Institut de police du Québec		4 108,95
Institut de recherche en santé et en sécurité du travail		- 5,70
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		2 597,50
Institut national de la recherche scientifique		202,87
Institut national de santé publique du Québec		15,00
Investissement-Québec		4 447,36
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		80 961,23
Ministère de l'Éducation		127 248,14
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		79 892,45
Ministère de l'Environnement		77 491,46
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme		25 621,58
Ministère de la Culture et des Communications		26 439,17
Ministère de la Famille et de l'Enfance		17 546,44
Ministère de la Justice		49 306,70
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie		4 839,93
Ministère de la Santé et des Services sociaux		47 066,44
Ministère de la Sécurité publique		184 675,9
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole		19 603,77
Ministère des Finances		34 365,66
Ministère des Régions		15 688,43
Ministère des Relations avec les citoyens et de		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Acquisitions et Surplus	MONTANT
l'Immigration	37 794,28
Ministère des Relations internationales	11 598,22
Ministère des Ressources naturelles	158 839,59
Ministère des Transports	445 562,57
Ministère du Conseil exécutif	8 983,53
Ministère du Revenu	331 129,90
Ministère du Travail	6 473,74
Musée d'Art contemporain de Montréal	1 591,51
Musée de la Civilisation	108,86
Musée du Québec	178,36
Office de la langue française	4 964,34
Office de la protection du consommateur	2 452,00
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	210,96
Office des personnes handicapées du Québec	1 876,40
Office des professions du Québec	1 317,84
Office Franco-Québécois pour la jeunesse	224,23
Protecteur du citoyen	344,81
Régie de l'assurance maladie du Québec	32 220,13
Régie de l'énergie	572,51
Régie des alcools, des courses et des jeux	1 995,19
Régie des assurances agricoles du Québec	4 631,18
Régie des installations olympiques	2 028,84
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	432,12
Régie des rentes du Québec	7 068,04
Régie du bâtiment du Québec	8 412,06
Régie du cinéma	1 205,41
Régie du logement	4 129,47
Secrétariat à la condition féminine	998,22
Secrétariat à la jeunesse	344,66
Secrétariat aux affaires autochtones	605,69
Secrétariat aux affaires intergouvernementale canadiennes	120,30
Société de développement des entreprises culturelles	87,48
Société de financement agricole	11 668,02
Société de la faune et des parcs du Québec	26 926,83
Société de l'assurance automobile du Québec	46 556,02
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec (REXFOR)	967,53
Société des alcools du Québec	2 924,03
Société des établissements de plein air du Québec	1 279,67
Société des loteries du Québec	16 036,21
Société des traversiers du Québec	1 126,11
Société de télédiffusion du Québec	1 377,02
Société d'habitation du Québec	7 939,37
Société du Centre des congrès de Québec	211,71
Société du Grand Théâtre de Québec	50,03
Société du Palais des congrès de Montréal	225,39
Société générale de financement du Québec	180,48
Société immobilière du Québec	24 840,24
Société Innovatech du sud du Québec	350,00
Société nationale du cheval de course	210,19
Société québécoise d'assainissement des eaux	597,09
Société québécoise de récupération et de recyclage	109,65
Société québécoise d'exploration minière	420,38
Société québécoise d'information juridique	113,48



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS	
Acquisitions et Surplus	MONTANT
Sûreté du Québec	498 188,55
Tribunal administratif du Québec	7 134,03
Vérificateur général	3 921,18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Fournitures et Ameublement		MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :		22 067 063,00
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :		---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :		
	TOTAL :	27 726 378,62
Agence de l'efficacité énergétique		244,20
Agence métropolitaine de transport		43 158,18
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse		339,21
Assemblée nationale		150 804,35
Bibliothèque nationale du Québec		20 739,52
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		9 800,67
Caisse de dépôt et placement du Québec		13 836,05
Centre de recherche industrielle du Québec		42 268,15
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres		354,56
Comité de déontologie policière		6 532,08
Commissaire à la déontologie policière		15 613,27
Commissaire de l'industrie de la construction		3 006,38
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		190 066,44
Commission d'accès à l'information		19 280,19
Commission de la capitale nationale du Québec		6 860,38
Commission de la construction du Québec		150 591,04
Commission de la fonction publique		9 481,70
Commission de la santé et de la sécurité du travail		763 889,59
Commission de l'équité salariale		41 890,14
Commission de protection de la langue française		9 471,69
Commission de protection du territoire agricole du Québec		20 177,91
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs		1 392,10
Commission de toponymie		2 675,86
Commission des lésions professionnelles		153 155,98
Commission des normes du travail		260 659,46
Commission des services juridiques		35 027,23
Commission des transports du Québec		79 639,30
Commission des valeurs mobilières du Québec		19 894,40
Conseil de la famille et de l'enfance		1 539,58
Conseil de la langue française		2 446,92
Conseil de la Science et de la Technologie		3 217,71
Conseil des arts et des lettres du Québec		15 676,51
Conseil des relations interculturelles		1 611,92
Conseil des services essentiels		7 192,61
Conseil du statut de la femme		19 115,32
Secrétariat du Conseil du trésor		1 255 922,61
Conseil supérieur de l'éducation		8 001,17
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain		37 430,10
Curateur public		268 638,58
Directeur général des élections		24 688,44
École nationale de police du Québec		50 762,52
Fondation de la faune du Québec		1 276,34
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		3 708,09
Fonds de gestion de l'équipement roulant		54 841,59
Fonds de l'état civil		25 500,73
Fonds de l'information gouvernementale		5 794,77
Fonds de perception		30 939,93
Fonds des registres		161 182,56
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche		2 813,08
Héma-Québec		5 430,64
Hydro-Québec		1 664 066,58

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Fournitures et Ameublement	MONTANT
Inspecteur général des institutions financières	139 534,40
Institut de la statistique du Québec	58 135,84
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	21 689,59
Institut national de la recherche scientifique	99 683,03
Institut national de santé publique du Québec	42 372,48
Investissement-Québec	99 928,01
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1 508 467,15
Ministère de l'Éducation	896 846,75
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 349 079,67
Ministère de l'Environnement	938 381,46
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme	324 000,08
Ministère de la Culture et des Communications	228 119,84
Ministère de la Famille et de l'Enfance	168 247,74
Ministère de la Justice	646 581,19
Ministère de la Recherche, de la Science et la Technologie	189 533,73
Ministère de la Santé et des Services sociaux	298 777,1
Ministère de la Sécurité publique	1 078 533,00
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	393 247,25
Ministère des Finances	454 342,60
Ministère des Régions	247 808,47
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	650 676,72
Ministère des Relations internationales	146 952,98
Ministère des Ressources naturelles	763 726,85
Ministère des Transports	2 004 500,67
Ministère du Conseil exécutif	132 471,17
Ministère du Revenu	1 357 116,18
Ministère du Travail	257 053,51
Musée d'Art contemporain de Montréal	7 770,76
Musée de la Civilisation	12 813,50
Musée du Québec	5 704,99
Office de la langue française	80 909,96
Office de la protection du consommateur	58 261,19
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	2 327,73
Office des personnes handicapées du Québec	45 319,19
Office des professions du Québec	19 488,90
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	5 672,90
Protectrice du citoyen	14 767,50
Régie de l'assurance-maladie du Québec	154 789,66
Régie de l'énergie	44 933,71
Régie des alcools, des courses et des jeux	90 274,71
Régie des assurances agricoles du Québec	60 873,79
Régie des installations olympiques	31,92
Régie des rentes du Québec	217 164,39
Régie du bâtiment du Québec	106 796,41
Régie du cinéma	12 595,99
Régie du logement	24 498,88
Secrétariat à la politique linguistique	3 172,03
Société de financement agricole	132 318,52
Société de la Faune et des Parcs du Québec	115 351,60
Société de la Place des Arts de Montréal	2 994,04
Société de l'assurance automobile du Québec	627 362,26
Société des alcools du Québec	120 849,30
Société des établissements de plein air du Québec	113 522,24
Société des loteries du Québec	276 650,87
Société des traversiers du Québec	28 563,69
Société d'habitation du Québec	123 348,09
Société du Centre des congrès de Québec	18 050,85
Société du Grand Théâtre de Québec	3 908,78
Société du Palais des congrès de Montréal	18 534,25
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	2 378,49
Société générale de financement du Québec	57 104,80
Société immobilière du Québec	429 317,36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Fournitures et Ameublement	MONTANT
Société nationale de l'amiante	461,72
Société nationale du cheval de course	3 089,72
Société québécoise d'assainissement des eaux	1 086,11
Société québécoise de récupération et de recyclage	942,69
Sûreté du Québec	2 368 073,41
Tribunal administratif du Québec	68 555,11
Tribunal du travail	637,23
Vérificateur général	26 653,49



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Service d'entretien d'équipement bureautique		MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :		1 420 030,00
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :		---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :		
	TOTAL :	3 561 125,09
Agence de l'efficacité énergétique		1 548,00
Assemblée nationale		4 317,00
Bibliothèque nationale du Québec		6 844,88
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		652,87
Comité de déontologie policière		1 774,39
Comités patronaux de négociation du secteur de l'éducation		2 527,15
Comités patronaux de négociation du secteur des affaires sociales		1 186,00
Commissaire à la déontologie policière		320,78
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		13 586,19
Commission d'accès à l'information		1 669,99
Commission de la fonction publique		1 836,53
Commission de la santé et de la sécurité du travail		180,14
Commission de l'équité salariale		582,68
Commission de protection du territoire agricole du Québec		10 391,59
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse		7 639,39
Commission des lésions professionnelles		58 981,27
Commission des normes du travail		26 653,06
Commission des transports du Québec		8 330,56
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		2 108,41
Commission municipale du Québec		183,76
Conseil de la langue française		3 163,17
Conseil des arts et des lettres du Québec		1 362,69
Conseil des relations interculturelles		7 123,00
Conseil du statut de la femme		1 594,60
Secrétariat du Conseil du trésor		652 949,27
Conseil supérieur de l'éducation		1 004,00
Coroner		3 447,00
Corporation d'hébergement du Québec		44 212,46
Curateur public		528,22
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier		15 976,00
Fonds de développement du marché du travail		1 923,00
Fonds de l'état civil		480,00
Fonds de l'information gouvernementale		7 437,00
Fonds de partenariat touristique		14 702,64
Fonds des registres		55,00
Fonds d'information géographique		364,49
Fonds forestier		1 659,25
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche		716,31
Inspecteur général des institutions financières		33 875,00
Institut de la statistique du Québec		542,30
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		10 838,24
Institut national de la recherche scientifique		680,90
Investissement-Québec		2 768,78
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		26 678,00
Ministère de l'Éducation		209 686,00
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		55 299,00
Ministère de l'Environnement		62 852,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

<b>SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS Service d'entretien d'équipement bureautique</b>		<b>MONTANT</b>
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme		242 847,00
Ministère de la Culture et des Communications		3 316,52
Ministère de la Famille et de l'Enfance		4 532,94
Ministère de la Justice		27 574,00
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie		3 573,80
Ministère de la Santé et des Services sociaux		77 188,26
Ministère de la Sécurité publique		175 229,00
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole		6 051,08
Ministère des Finances		205 558,00
Ministère des Régions		10 763,00
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration		95 572,23
Ministère des Relations internationales		12 793,19
Ministère des Ressources naturelles		22 194,71
Ministère des Transports		192 202,00
Ministère du Conseil exécutif		58 334,00
Ministère du Revenu		587 779,00
Ministère du Travail		16 166,30
Musée d'Art contemporain de Montréal		13 637,00
Musée du Québec		126,25
Office de la langue française		399,42
Office de la protection du consommateur		60 486,55
Office des personnes handicapées du Québec		2 175,00
Office des professions du Québec		1 843,49
Promotion et développement du tourisme		3 664,00
Protectrice du citoyen		897,95
Régie de l'assurance-maladie du Québec		37 021,00
Régie de l'énergie		1 186,73
Régie des alcools, des courses et des jeux		11 275,35
Régie des assurances agricoles du Québec		535,00
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		972,12
Régie des rentes du Québec		24 615,48
Régie du bâtiment du Québec		5 015,65
Régie du cinéma		7 302,00
Régie du logement		2 759,97
Société de financement agricole		18 906,00
Société de la faune et des parcs du Québec		11 374,00
Société de l'assurance automobile du Québec		16 417,00
Société des alcools du Québec		100,50
Société des établissements de plein air du Québec		860,92
Société des loteries du Québec		8 133,82
Société d'habitation du Québec		637,38
Société du Palais des congrès de Montréal		5 997,95
Société immobilière du Québec		27 741,00
Société nationale du cheval de course		1 609,26
Sûreté du Québec		237 948,00
Tribunal administratif du Québec		257,30
Vérificateur général		2 321,01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES SPECIALISÉS Services aéroportuaux gouvernementaux		MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :		18 002 324,86
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :		---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :		
	TOTAL :	21 074 984,87
Assemblée nationale du Québec		1 283,50
Autoroute de l'information		7 259,93
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		653,00
Commission de toponymie du Québec		433,00
Commission des normes du travail		433,00
Conseil de la langue française		866,00
Secrétariat du Conseil du Trésor		250 387,46
Directeur général des élections du Québec		866,00
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		214 595,55
Ministère de l'Éducation		122 413,27
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		94 130,80
Ministère de l'Environnement		205 634,37
Ministère de l'Industrie du Commerce et du Tourisme		84 776,44
Ministère de la Culture et des Communications		35 144,53
Ministère de la Famille et de l'Enfance		26 478,22
Ministère de la Justice		32 328,33
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie		53 131,06
Ministère de la Santé et des Services sociaux		13 108 710,75
Ministère de la Sécurité publique		60 882,83
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole		70 292,76
Ministère des Finances		297 346,38
Ministère des Régions		98 832,03
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration		5 024,48
Ministère des Relations internationales		222 912,05
Ministère des Ressources naturelles		3 144 404,49
Ministère des Transports		222 260,41
Ministère du Conseil exécutif		673 022,77
Ministère du Revenu		7 434,92
Ministère du Travail		29 013,51
Secrétariat aux affaires autochtones		63 663,55
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes		62 636,32
Société d'habitation du Québec		165 506,12
Société de la faune et des parcs du Québec		285 719,42
Société de télédiffusion du Québec		19 949,56
Société des alcools du Québec		4 054,68
Société des établissements de plein air du Québec		4 837,05
Société immobilière du Québec		4 525,11
Sûreté du Québec		1 216 869,84
Tourisme Québec		176 271,38





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES SPÉCIALISÉS Direction du service gouvernemental de courrier		MONTANT
A) Valeur totale des contrats accordés durant l'année :		15 656 239,97
B) Coûts des dépassements s'il y a lieu :		---
C) Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :		
	<b>TOTAL :</b>	<b>20 311 202,00</b>
Assemblée nationale du Québec		70 207,00
Bibliothèque nationale du Québec		45 400,00
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		23 286,00
Centre de recherche industrielle du Québec		77 789,00
Centre de santé publique de Québec		9 067,00
Centre du développement du porc du Québec		7 607,00
Comité patronal des négociations du secteur de la santé et des services sociaux		10 349,00
Conseil des responsables de l'informatique du secteur public		1 713,00
Commissaire aux plaintes (santé et services sociaux)		3 714,00
Commissaire de l'industrie de la construction		6 497,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		495 975,00
Commission d'accès à l'information du Québec		17 746,00
Commission de l'équité salariale		95 138,00
Commission de la Capitale nationale du Québec		17 076,00
Commission de la fonction publique du Québec		7 074,00
Commission de la santé et de la sécurité du travail		29 702,00
Commission de protection de la langue française		4 973,00
Commission de protection du territoire agricole du Québec		40 464,00
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs		2 048,00
Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec		15 032,00
Commission des lésions professionnelles		290 391,00
Commission des normes du travail		90 824,00
Commission des transports du Québec		88 774,00
Commission des valeurs mobilières du Québec		20 692,00
Conférence des régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec		26,00
Conseil de la langue française		19 715,00
Conseil des arts et des lettres du Québec		4 456,00
Conseil des relations interculturelles		5 154,00
Conseil des services essentiels		6 256,00
Conseil du statut de la femme		41 230,00
Secrétariat du Conseil du trésor		997 788,00
Conseil médical du Québec		166,00
Conseil québécois de la recherche sociale		12 414,00
Corporation d'hébergement du Québec		13 533,00
Curateur public du Québec		54 727,00
Directeur général des élections du Québec		461 770,00
Inspecteur général des institutions financières		560 008,00
Institut de la statistique du Québec		71 341,00
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		527,00
Institut national de santé publique du Québec		3 684,00
Investissement - Québec		132 404,00
Grande bibliothèque du Québec		3 111,00
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		527 830,00
Ministère de l'Éducation		894 442,00
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		3 989 723,00
Ministère de l'Environnement		287 233,00
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme		241 761,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

<b>SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES SPECIALISÉS Direction du service gouvernemental de courrier</b>	<b>MONTANT</b>
Ministère de la Culture et des Communications	219 858,00
Ministère de la Famille et de l'Enfance	154 101,00
Ministère de la Justice	1 567 280,00
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	61 127,00
Ministère de la Santé et des Services sociaux	534 288,00
Ministère de la Sécurité publique	539 452,00
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	70 503,00
Ministère des Finances	479 705,00
Ministère des Régions	69 770,00
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	945 185,00
Ministère des Relations internationales	139 456,00
Ministère des Ressources naturelles	919 903,00
Ministère des Transports	201 619,00
Ministère du Conseil exécutif	208 455,00
Ministère du Revenu	138 810,00
Ministère du Travail	268 323,00
Musée du Québec	45 652,00
Office de la langue française	69 409,00
Office de la protection du consommateur	27 849,00
Office des personnes handicapées du Québec	36 524,00
Office des professions du Québec	8 812,00
Protecteur du citoyen	24 929,00
Régie de l'assurance maladie du Québec	42 060,00
Régie de l'énergie	7 068,00
Régie des assurances agricoles du Québec	77 312,00
Régie des rentes du Québec	76 735,00
Régie du bâtiment du Québec	260 523,00
Régie du cinéma	14 727,00
Régie du logement	95 527,00
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 425,00
Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec	24 882,00
Société d'habitation du Québec	122 861,00
Société de financement agricole	46 125,00
Société de l'assurance automobile du Québec	21 012,00
Société de télédiffusion du Québec	187,00
Société des alcools du Québec	929,00
Société des établissements de plein air du Québec	34 075,00
Société du Grand Théâtre de Québec	14 449,00
Société immobilière du Québec	119 096,00
Sûreté du Québec	282 244,00
Tourisme Québec	2 448 854,00
Vérificateur général du Québec	14 493,00
Tribunal administratif du Québec	73 406,00
Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	365,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2**  
**BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES SPÉCIALISÉS Direction de la reprographie gouvernementale	MONTANT
A)	Valeur totale des contrats accordés durant l'année :	1 307 178,02
B)	Coûts des dépassements s'il y a lieu :	---
C)	Liste des ministères et organismes ayant fait affaire avec le Fonds et valeur des services demandés :	
	<b>TOTAL :</b>	<b>4 575 934,00</b>
	Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	4 510,00
	Assemblée nationale du Québec	261 071,00
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	12 721,00
	Bureau du coroner	12 759,00
	Commissaire à la déontologie policière	4 399,00
	Commissaire aux plaintes (santé et services sociaux)	945,00
	Commission d'accès à l'information du Québec	2 158,00
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial du Québec	376,00
	Commission de l'équité salariale	28 393,00
	Commission de la fonction publique du Québec	874,00
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	1 556,00
	Commission de toponymie du Québec	978,00
	Commission des biens culturels du Québec	365,00
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	4 222,00
	Commission des transports du Québec	1 281,00
	Commission municipale du Québec	368,00
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 011,00
	Conseil de la famille et de l'enfance	2 153,00
	Conseil de la langue française	7 490,00
	Conseil de la santé et du bien-être	2 861,00
	Conseil de la science et de la technologie	5 148,00
	Conseil des relations interculturelles	3 097,00
	Conseil des services essentiels	125,00
	Conseil du statut de la femme	7 524,00
	Secrétariat du Conseil du trésor	275 607,00
	Conseil médical du Québec	1 355,00
	Conseil permanent de la jeunesse	4 602,00
	Conseil supérieur de l'éducation	15 656,00
	Curateur public du Québec	11 073,00
	Directeur général des élections du Québec	1 999,00
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	119 722,00
	Ministère de l'Éducation	398 662,00
	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	476 558,00
	Ministère de l'Environnement	124 418,00
	Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme	179 359,00
	Ministère de la Culture et des Communications	97 982,00
	Ministère de la Famille et de l'Enfance	127 301,00
	Ministère de la Justice	319 103,00
	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	4 194,00
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	272 762,00
	Ministère de la Sécurité publique	135 965,00
	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	117 941,00
	Ministère des Finances	43 551,00
	Ministère des Régions	39 397,00
	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	129 811,00
	Ministère des Relations internationales	62 193,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES SPECIALISÉS Direction de la reprographie gouvernementale		MONTANT
Ministère des Ressources naturelles		239 720,00
Ministère des Transports		264 831,00
Ministère du Conseil exécutif		203 250,00
Ministère du Revenu		136 035,00
Ministère du Travail		66 876,00
Société de la faune et des parcs du Québec		29 097,00
Inspecteur général des institutions financières		36 766,00
Office de la langue française		37 885,00
Office des personnes handicapées du Québec		36,00
Protecteur du citoyen		3 825,00
Régie des alcools, des courses et des jeux		37 273,00
Régie des assurances agricoles du Québec		4 844,00
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		347,00
Régie du bâtiment du Québec		36 059,00
Régie du cinéma		3 125,00
Société de financement agricole		7,00
Société de la faune et des parcs du Québec		37 655,00
Sûreté du Québec		15 589,00
Tourisme Québec		94 223,00
Vérificateur général du Québec		1 895,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INFORMATIQUES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
A)	Valeur totale des contrats accordés durant l'année :	15 422 473,24
B)	Coûts des dépassements s'il y a lieu :	---
C)	Liste des ministères et organismes ayant fait affaires avec le Fonds et valeur des services demandés :	
	<b>TOTAL :</b>	<b>44 896 138,85</b>
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	239 794,50
	Ministère de l'Éducation	4 388 054,68
	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	9 536 876,24
	Ministère de l'Environnement	677 039,32
	Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme	1 811 384,42
	Ministère de la Culture et des Communications	44 562,00
	Ministère de la Famille et de l'Enfance	4 804,05
	Ministère de la Justice	3 357 809,86
	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	528 095,93
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	471 898,06
	Ministère de la Sécurité publique	880 550,30
	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	740 912,85
	Ministère des Finances	950 202,82
	Ministère des Régions	10 671,02
	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	285 163,30
	Ministère des Relations internationales	17 170,00
	Ministère des Ressources naturelles	355 094,63
	Ministère des Transports	1 024 354,87
	Ministère du Conseil exécutif	54 424,25
	Ministère du Revenu	13 529 427,96
	Ministère du Travail	270 571,30
	Assemblée nationale du Québec	14 778,00
	Bibliothèque nationale du Québec	416,00
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	924,00
	Bureau de développement de la nouvelle économie	2 091,12
	Centre de recherche industrielle du Québec	1 365,00
	Comité consultatif de gestion du personnel au gouvernement du Québec	590,58
	Comité des responsables de la vérification interne	601,02
	Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones	103 880,85
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	919 786,63
	Commission d'accès à l'information du Québec	3 171,50
	Commission de l'industrie de la construction	2 005,00
	Commission de la fonction publique du Québec	4 546,00
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	138 576,00
	Commission de l'équité salariale	146 506,47
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	1 053,00
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	8 915,59
	Commission des lésions professionnelles	4 298,00
	Commission des normes du travail	34 784,65
	Commission des transports du Québec	42 413,33
	Commission des valeurs mobilières du Québec	4 703,00
	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	2 721,78
	Conseil de la famille et de l'enfance	1 320,66
	Conseil de la langue française	520,00
	Conseil des arts et des lettres du Québec	5 453,70
	Conseil des relations interculturelles	2 608,38
	Conseil des responsables de l'informatique du secteur public	2 800,18

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 2  
BILAN DU FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**

SECTEUR D'ACTIVITÉ : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INFORMATIQUES GOUVERNEMENTAUX	MONTANT
Conseil des services essentiels	2 820,52
Conseil du statut de la femme	2 178,00
Secrétariat du Conseil du trésor	1 453 733,59
Conseil permanent de la jeunesse	3 604,32
Corporation d'hébergement du Québec	1 133,10
Curateur public du Québec	14 028,82
Directeur de l'état civil	264 865,38
Directeur général des élections du Québec	2 623,00
Hydro-Québec	6 621,51
Inspecteur général des institutions financières	423 416,93
Institut de la statistique du Québec	205 910,75
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 874,00
Institut national de santé publique du Québec	1 000,00
Investissement-Québec	23 871,04
Office de la langue française	19 509,60
Office de la protection du consommateur	18 223,62
Office des personnes handicapées du Québec	4 144,06
Office des professions du Québec	2 237,00
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	746,51
Placements Québec	150,00
Protecteur du citoyen	3 574,00
Régie de l'assurance maladie du Québec	36 272,20
Régie de l'énergie	1 507,00
Régie des alcools, des courses et des jeux	305,00
Régie des assurances agricoles du Québec	3 213,09
Régie des installations olympiques	5 515,02
Régie des rentes du Québec	125 167,53
Régie du logement	6 658,84
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre-06	640,00
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec-03	2 440,00
Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec	2 130,76
Secrétariat aux loisirs et aux sports	82 458,74
Société de la faune et des parcs du Québec	251 335,87
Société de l'assurance automobile du Québec	126 087,95
Société des traversiers du Québec	1 678,02
Société d'habitation du Québec	5 892,00
Société générale de financement du Québec	14 246,30
Société immobilière du Québec	11 825,03
Sûreté du Québec	1 067 391,13
Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec	200,00
Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec	759,00
Tourisme Québec	6 485,00
Tribunal administratif du Québec	4 070,08
Vérificateur général du Québec	53 901,74

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 3  
UTILISATION DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL EN 2000-2001

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés / Direction du service aérien gouvernemental

Les informations relatives à cette demande ont été conciliées dans un document qui vous a été acheminé à part.  
(Voir pages titres en annexe).



**Organismes demandeurs avec leurs  
passagers, leurs itinéraires, leurs  
fonctions, leurs ministères et le coût  
de chaque déplacement**

**Les urgences médicales avec leurs  
passagers, leurs itinéraires, leurs  
fonctions et leurs ministères**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 4

- A) NOMBRE D'AVIONS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'APPAREILS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL ET COÛTS D'ENTRETIEN  
B) COÛTS DE L'ACQUISITION DES NOUVEAUX APPAREILS AVEC COPIE DU CONTRAT INCLUANT LES DÉTAILS DU FINANCEMENT, LE CAS ÉCHÉANT

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale des services spécialisés / Service aérien gouvernemental

4. a) Nombre d'avions par catégorie d'appareils

AVIONS D'AFFAIRES :

1 CHALLENGER 601-1A :	COÛTS D'ENTRETIEN AU 28 FÉVRIER 2001 :	1 752 281,14
1 CHALLENGER 601-3A :	COÛTS D'ENTRETIEN AU 28 FÉVRIER 2001 :	658 695,36
1 DASH-8 :	COÛTS D'ENTRETIEN AU 28 FÉVRIER 2001 :	253 164,23

AVIONS CITERNES :

4 CL-215	COÛTS D'ENTRETIEN AU 28 FÉVRIER 2001 :	4 600 872,29
2 CL-215T		
8 CL-415		

HÉLICOPTÈRES :

3 BELL 206-B	COÛTS D'ENTRETIEN AU 28 FÉVRIER 2001 :	510 580,32
1 BELL 206-LT		

4. b) Acquisition de nouveaux appareils

HÉLICOPTÈRE :

ACQUISITION D'UN HÉLICOPTÈRE BELL 412 AU COÛT DE : 12 000 000,00

POUR LE FINANCEMENT : Fonds de financement dont l'amortissement du capital est fixé sur 20 ans.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 5  
MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION  
ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIES ET/OU PAR SOUS-CONTRATS 2000-2001

Cette demande s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 6  
LISTE DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉLIORATION D'IMMEUBLES PROPRIÉTÉS DU GOUVERNEMENT POUR L'ANNÉE 2000,  
AINSI QUE LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS AU 1<sup>ER</sup> MARS 2001

Cette demande s'adresse à la Société immobilière du Québec.



○

○

○

○

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 7  
LISTE DES NOUVEAUX BAUX CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR 2000-2001  
NOMS ET ADRESSES DES ENTREPRISES TRAITANTES ET VENTILATION PAR RÉGIONS

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 8

SUITE À LA NOUVELLE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE OBLIGEANT DE NOUVEAUX ORGANISMES À LOUER LEURS LOCAUX DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE  
DU QUÉBEC, LISTE DES NOUVEAUX LOCATAIRES DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC AVEC MONTANTS DES BAUX, SOMMES CONSACRÉES AU DÉMÉNAGEMENT  
ET À L'AMÉLIORATION DES SITES

Cette questions s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 9  
LISTE DES FOURNISSEURS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR CHACUN DES SERVICES PROFESSIONNELS

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 10

COPIE DE LA POLITIQUE EN VIGUEUR POUR L'OCTROI DE CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE AVEC PRIX

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 11  
PRÉVISIONS DES COÛTS QUI SERONT ASSUMÉS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LES DÉMÉNAGEMENTS D'EFFECTIFS  
POUR LES AMÉNAGEMENTS-RÉAMÉNAGEMENTS, LA LOCATION ET L'ACHAT D'ESPACES IMMOBILIERS AU COURS DE 2000-2001

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.

(

(

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 12  
LISTE DES DÉMÉNAGEMENTS DES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT EN 2000-2001

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.

)

)

)

)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 13

LISTE DE TOUTES LES DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉSIDENCE DE FONCTION DU DOMAINE CATARAQUI

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 14  
VENTILATION SELON LES EMPLOIS DE CADRES, DE PROFESSIONNELS ET DE SOUTIEN AU 31 MARS 2001

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.



0

0

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 15  
LISTE DES BAUX SIGNÉS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC AVEC DES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 16

AU 31 MARS 2001, LA SUPERFICIE TOTALE DU PARC IMMOBILIER, DES ESPACES VACANTS, LE TAUX DE VACANCES QUI EN DÉCOULE

Cette question s'adresse à la Société immobilière du Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 17

BILAN ET VENTILATION DU BUDGET DU FONDS DE L'AUTOROUTE DE L'INFORMATION (FAI) POUR LES ANNÉES 1999-2000 ET 2000-2001 EN INDIQUANT :  
LE NOMBRE DE DEMANDES DE SUBVENTION; LE NOMBRE DE SUBVENTIONS ACCORDÉES, LA LISTE DES PROJETS DEPUIS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES QUI FONCTIONNENT  
À CE JOUR ET CEUX QUI ONT CESSÉ LEURS OPÉRATIONS EN COURS DE ROUTE; LE NOM DE LA FIRME OU DE LA PERSONNE AYANT REÇU UNE SUBVENTION ET SUIVI DU  
PROJET; LES RÉSULTATS EN TERMES DE CRÉATION D'EMPLOIS DES PROJETS ACCEPTÉS DEPUIS 1995

Cette demande sera répondue par le ministère de la Culture et des Communications.

0

0

0

0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 18  
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC RELATIVES AU BRANCHEMENT  
SUR LE RÉSEAU INTERNET ET SUR LA CONCEPTION ET LA CRÉATION DE SITES INTERNET

Cette demande sera répondue par le ministère de la Culture et des Communications.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 19

COMBIEN DE DÉPARTS, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉPARTS ASSISTÉS, DE REMPLACEMENTS (EMBAUCHES) (OBJECTIFS VERSUS RÉSULTATS) :  
DANS LA FONCTION PUBLIQUE; DANS LA SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX; DANS L'ÉDUCATION?

- Dans le cadre de la mesure de départ assisté (1996) et du programme de départ volontaire (1997), aucun nouveau départ n'a été réalisé après l'année financière 1997-1998.
- Du 2 juillet 1998 au 30 juin 2000, des mesures de gestion favorisant les départs à la retraite et le renouvellement des ressources humaines étaient en vigueur dans la fonction publique. Dans le cadre de ces mesures :
  - Signature de 2 024 ententes de départ;
  - Au 1<sup>er</sup> août 2000, recrutement de 1 150 personnes répondant aux critères de renouvellement énoncés aux mesures de gestion.

Réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation : Il n'existe pas de tel programme.

(

(

(

(

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 20

Nombre de personnes occasionnelles par catégories d'emplois et  
statut d'emploi: mars 2001

Catégorie d'emploi	Statut d'emploi			Total
	Moins d'un an	Plus d'un an	Saisonnier	
Cadres intermédiaires	2	6	17	25
Professionnels	428	1675	4	2107
Enseignants	505	158	0	663
Techniciens et assimilés	1632	3332	912	5876
Personnel de bureau	2686	1884	1349	5919
Agents de la paix	128	3	8	139
Ouvriers	348	56	697	1101
<b>Total</b>	5729	7114	2987	15830



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 20**

**VENTILATION DÉTAILLÉE DU NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS ET EN PÉRIODE DE PROBATION PAR CATÉGORIE  
D'EMPLOI ET STATUT D'EMPLOI  
DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION  
DU 1ER JUILLET 1998 AU 30 JUIN 1999**

Catégories d'emploi	Commissions scolaires		Collèges		Santé		Total	
	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus
CADRES	19	30	29	35	759	1 230	807	1 295
DIRECTEURS DES ÉCOLES	23	34	-	-	-	-	23	34
GÉRANTS	11	14	14	20	-	-	25	34
PROFESSIONNELS	794	1 805	178	525	3 589	8 028	4 561	10 358
INFORMIERS(ÈRES) BACHELIERS(ÈRES)	-	-	-	-	1 136	2 433	1 136	2 433
ENSEIGNANTS	20 097	37 304	4 688	8 714	1	2	24 786	46 020
TECHNICIENS	1 454	3 990	335	2 211	4 994	12 487	6 783	18 688
INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES	-	-	-	-	7 142	17 125	7 142	17 125
ASSISTANTS TECHNICIENS	5 166	21 711	60	614	1 856	4 535	7 082	26 860
AUXILIAIRES INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES	-	-	-	-	6 860	19 304	6 860	19 304
PERSONNEL DE BUREAU	1 490	4 441	405	2 788	4 466	9 580	6 361	16 809
PERSONNEL ENTRETIEN ET SERVICE	1 095	4 429	161	1 036	4 178	11 888	5 434	17 353
CHARGÉS D'ÉTUDES	231	496	23	68	-	-	254	564
MÉDECINS RÉSIDENTS	-	-	-	-	1 386	2 988	1 386	2 988
ÉTUDIANTS	-	-	-	-	384	1 500	384	1 500
ENSEMBLE DES CATÉGORIES D'EMPLOI	30 380	74 254	5 893	16 011	36 751	91 100	73 024	181 365

Pour tous les secteurs, une même personne peut avoir exercé plus d'un emploi et être comptabilisée en double.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDE PARTICULIERE NUMERO 20b

VENTILATION DETAILLEE DES EFFECTIFS PERMANENTS EN PERIODE DE PROBATION (EXPERIENCE: MOINS DE 2 ANS)  
DANS LE SECTEUR DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION  
DU 1er JUILLET 1998 AU 30 JUIN 1999

Catégories d'emploi	Commissions scolaires		Collèges		Santé		Total	
	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus
CADRES					497	589	497	589
DIRECTEURS DES ÉCOLES							-	-
GÉRANTS							-	-
PROFESSIONNELS	136	216			799	1 041	935	1 257
INFIRMIERS(ÈRES) BACHELIERS(ÈRES)					271	363	271	363
ENSEIGNANTS	1 624	1 722	37	45			1 661	1 767
TECHNICIENS	315	563			650	831	965	1 394
INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES					890	1 196	890	1 196
ASSISTANTS TECHNICIENS	91	214			222	295	313	509
AUXILIAIRES INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES					860	1 287	860	1 287
PERSONNEL DE BUREAU	115	173			377	496	492	669
PERSONNEL ENTRETIEN ET SERVICE	131	207			408	590	539	797
CHARGÉS D'ÉTUDES	38	45					38	45
MÉDECINS RÉSIDENTS					594	920	594	920
ÉTUDIANTS							-	-
ENSEMBLE DES CATÉGORIES D'EMPLOI	2 450	3 140	37	45	5 568	7 608	8 055	10 793

Pour tous les secteurs, une même personne peut avoir exercé plus d'un emploi et être comptabilisée en double.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 20c

VENTILATION DÉTAILLÉE DU NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET STATUT D'EMPLOI  
DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION  
DU 1ER JUILLET 1998 AU 30 JUIN 1999

Catégories d'emploi	Commissions scolaires		Collèges		Santé		Total	
	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus
CADRES	19	30	29	35	262	641	310	706
DIRECTEURS DES ÉCOLES	23	34					23	34
GÉRANTS	11	14	14	20			25	34
PROFESSIONNELS	658	1 589	178	525	2 790	6 987	3 626	9 101
INFIRMIERS(ÈRES) BACHELIERS(ÈRES)					865	2 070	865	2 070
ENSEIGNANTS	18 473	35 582	4 651	8 669	1	2	23 125	44 253
TECHNICIENS	1 139	3 427	335	2 211	4 344	11 656	5 818	17 294
INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES					6 252	15 929	6 252	15 929
ASSISTANTS TECHNICIENS	5 075	21 497	60	614	1 634	4 240	6 769	26 351
AUXILIAIRES INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES					6 000	18 017	6 000	18 017
PERSONNEL DE BUREAU	1 375	4 268	405	2 788	4 089	9 084	5 869	16 140
PERSONNEL ENTRETIEN ET SERVICE	964	4 222	161	1 036	3 770	11 298	4 895	16 556
OUVRIERS	193	451	23	68			216	519
MÉDECINS RÉSIDENTS					792	2 068	792	2 068
ÉTUDIANTS					384	1 500	384	1 500
ENSEMBLE DES CATÉGORIES D'EMPLOI	27 930	71 114	5 856	15 966	31 183	83 492	64 969	170 572

Pour tous les secteurs, une même personne peut avoir exercé plus d'un emploi et être comptabilisée en double.

0

0

70

0

0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 21**

**Effectifs temporaires de la fonction publique par catégories d'emploi:**  
**mars 1996 à mars 2001**

<b>Catégorie d'emploi</b>	<b>Mars 1996</b>	<b>Mars 1997</b>	<b>Mars 1998</b>	<b>Mars 1999</b>	<b>Mars 2000</b>	<b>Mars 2001</b>
Haute direction	85	85	68	62	61	59
Cadres supérieurs	9	5	9	8	9	15
Cadres intermédiaires	0	0	0	2	5	5
Professionnels	132	163	306	467	778	1688
Enseignants	24	17	7	3	9	14
Techniciens et assimilés	258	347	393	551	772	2367
Personnel de bureau	72	28	8	13	56	961
Agents de la paix	36	47	40	750	789	693
Ouvriers	2	2	1	4	13	92
<b>Total</b>	<b>618</b>	<b>694</b>	<b>832</b>	<b>1860</b>	<b>2492</b>	<b>5894</b>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 22

Effectifs temporaires de la fonction publique par catégories d'emploi  
qui ont obtenu le statut de permanent:  
1996-1997 à 2000-2001

Catégorie d'emploi	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Haute direction	2	6	7	1	3
Cadres supérieurs	1	0	2	2	4
Cadres intermédiaires	0	0	0	0	2
Professionnels	50	54	93	198	222
Enseignants	3	10	5	1	1
Techniciens et assimilés	106	83	205	118	333
Personnel de bureau	41	19	5	4	9
Agents de la paix	24	8	20	9	86
Ouvriers	0	2	0	1	3
<b>Total</b>	227	182	337	334	663



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 23**

**Effectifs permanents de la fonction publique par catégories d'emploi:**  
**mars 1996 à mars 2001**

<b>Catégorie d'emploi</b>	<b>Mars 1996</b>	<b>Mars 1997</b>	<b>Mars 1998</b>	<b>Mars 1999</b>	<b>Mars 2000</b>	<b>Mars 2001</b>
Haute direction	316	286	296	335	353	381
Cadres supérieurs	2017	1786	1670	1770	1805	1821
Cadres intermédiaires	2046	1696	1488	1494	1505	1450
Professionnels	14988	14159	13398	13829	14327	14412
Enseignants	385	338	305	304	293	265
Techniciens et assimilés	13727	13104	12230	13285	12648	12571
Personnel de bureau	14735	13799	12670	12714	12359	11657
Agents de la paix	2227	2082	1916	1819	1730	1730
Ouvriers	2409	1980	1659	1632	1563	1439
<b>Total</b>	<b>52850</b>	<b>49230</b>	<b>45632</b>	<b>47182</b>	<b>46583</b>	<b>45726</b>





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDE PARTICULIERE NUMERO 23

VENTILATION DETAILLEE DES EFFECTIFS PERMANENTS  
DANS LE SECTEUR DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION  
DU 1er JUILLET 1998 AU 30 JUIN 1999

Catégories d'emploi	Commissions scolaires		Collèges		Santé		Total	
	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus
CADRES	1 486	1 543	567	592	7 779	8 963	9 832	11 098
DIRECTEURS DES ÉCOLES	3 171	3 293					3 171	3 293
GÉRANTS	639	665	216	230			855	895
PROFESSIONNELS	3 102	3 468	771	842	11 345	13 976	15 218	18 286
INFIRMIERS(ÈRES) BACHELIERS(ÈRES)					4 963	6 027	4 963	6 027
ENSEIGNANTS	51 054	54 266	8 188	9 126	5	6	59 247	63 398
TECHNICIENS	3 488	4 260	1 374	1 568	17 950	21 343	22 812	27 171
INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES					23 336	30 457	23 336	30 457
ASSISTANTS TECHNICIENS	983	1 329	170	197	5 799	6 937	6 952	8 463
AUXILIAIRES INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES					22 545	29 917	22 545	29 917
PERSONNEL DE BUREAU	7 434	8 086	1 713	1 929	14 060	16 365	23 207	26 380
PERSONNEL ENTRETEN ET SERVICE	3 955	4 619	517	583	14 669	17 792	19 141	22 994
LIÈRES	937	999	202	227			1 139	1 226
MÉDECINS RÉSIDENTS					527	862	527	862
ÉTUDIANTS								
ENSEMBLE DES CATÉGORIES D'EMPLOI	76 249	82 528	13 718	15 294	122 978	152 645	212 945	250 467

Pour tous les secteurs, une même personne peut avoir exercé plus d'un emploi et être comptabilisée en double.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 24 COMITÉS DE GESTION RELEVANT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
NOMBRE	MANDAT	DURÉE DU MANDAT
Il n'existe qu'un seul Comité de gestion relevant du Secrétariat du Conseil du trésor, soit le Comité de direction.	Le mandat de ce Comité est de discuter de dossiers d'intérêt organisationnel dans le but d'informer et de conseiller le Secrétaire du Conseil du trésor dans les décisions qu'il a à prendre.	Ce mandat est d'une durée continue.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NO 25**

**NOMBRE DE CAS DE GRIEFS TRAITÉS PAR LA DIRECTION JURIDIQUE AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR PAR ANNÉE DEPUIS 1995-1996**

Du 1<sup>er</sup> avril 1995 au 31 mars 1996, 179 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.

Du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997, 135 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.

Du 1<sup>er</sup> avril 1997 au 31 mars 1998, 173 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.

Du 1<sup>er</sup> avril 1998 au 31 mars 1999, 200 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.

Du 1<sup>er</sup> avril 1999 au 31 mars 2000, 210 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.

Du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001, 175 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.

Depuis 1996, 1 072 cas de griefs ont été traités par la Direction des affaires juridiques.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 26

COPIE DE L'ENTENTE CONCERNANT LE « RETOUR AU TRAVAIL EXCEPTIONNEL » EN INDIQUANT LE NOMBRE DE PERSONNES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT SIGNÉ CETTE ENTENTE.  
INDIQUER LE NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE CETTE ENTENTE EN EFFECTUANT UN RETOUR AU TRAVAIL (PAR ANNÉE FINANCIÈRE)

Suite à l'application du CT 192196 du 2 juillet 1998 concernant des mesures de gestion visant à faciliter la gestion du personnel excédentaire et le renouvellement des ressources humaines dans la fonction publique, le Secrétariat du Conseil du trésor a autorisé le retour exceptionnel de quatre (4) personnes.

Le ministère des Affaires municipales a ainsi été autorisé à engager trois (3) personnes pour assumer des mandats dans le cadre de la réforme municipale.

Le ministère de l'Environnement a, quant à lui, été autorisé à engager une personne aux fins de terminer une enquête déjà amorcée.

Les ministères concernés disposent des contrats d'engagement.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 26

COPIE DE L'ENTENTE CONCERNANT LE « RETOUR AU TRAVAIL EXCEPTIONNEL » EN INDIQUANT LE NOMBRE DE PERSONNES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT SIGNÉ CETTE ENTENTE.  
INDIQUER LE NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE CETTE ENTENTE EN EFFECTUANT UN RETOUR AU TRAVAIL (PAR ANNÉE FINANCIÈRE)

**PROBLÉMATIQUE**

Dans le cadre de l'application du PDV, la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* prévoyait la constitution de deux comités de suivi (syndicable et non syndicable) afin de gérer les cas de retour exceptionnel d'un retraité. Pas nécessairement d'entente signée.

Le Comité de suivi syndicable avait le pouvoir de décider d'accepter ou non le cas soumis alors que le Comité de suivi non syndicable était informé des cas de retour exceptionnel acceptés par chacun des ministères responsables du réseau ou de l'organisme.

**ÉTAT DU DOSSIER**

**Personnel syndicable**

**Secteur de la Fonction publique**

Il y a quatorze (14) personnes qui ont été autorisées par le Secrétariat du Conseil du trésor à effectuer un retour au travail :

- une personne à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) dans le cadre de son expertise sur l'enquête menée dans le domaine pharmaceutique;
- deux (2) personnes au ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) dans le cadre des recours collectifs suite aux inondations au Saguenay - Lac Saint-Jean;
- une personne à la délégation du Québec à Londres;
- un agent d'accréditation au ministère du Travail (MT);
- un enquêteur à la Commission de la déontologie policière (CDP);
- un technicien en informatique au ministère des Transports (MTQ);
- sept (7) employés ont été rappelés comme expert en sécurité civile dans le cadre de l'opération « verglas ».

**Organismes publics**

Trois (3) employés à l'emploi d'organismes ont été autorisés à effectuer un retour exceptionnel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 26

COPIE DE L'ENTENTE CONCERNANT LE « RETOUR AU TRAVAIL EXCEPTIONNEL » EN INDIQUANT LE NOMBRE DE PERSONNES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT SIGNÉ CETTE ENTENTE.

INDIQUER LE NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE CETTE ENTENTE EN EFFECTUANT UN RETOUR AU TRAVAIL (PAR ANNÉE FINANCIÈRE)

Secteur des Commissions scolaires et au Secteur privé (primaire et secondaire)

Vingt-trois (23) personnes ont été autorisées pour de courtes périodes.

Secteur des CÉGEPs et universités

Trente (30) personnes autorisées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Secteur de la Santé et des Services sociaux

Six cent quatre-vingt-six (686) salariés syndiqués ont bénéficié d'un retour exceptionnel.

PERSONNEL D'ENCADREMENT (relève de chacun des ministres responsables)

Secteur de la Fonction publique

Neuf (9) cas terminés avant le 26 février 1999 dont trois (3) en raison du verglas.

Secteur des Commissions scolaires

- treize (13) retours qui, règle générale, se sont terminés en décembre 1997 et dont la durée a varié entre dix (10) et trente (30) jours;
- cinq (5) retours après le 1<sup>er</sup> décembre 1997 et qui se sont terminés avant le 31 décembre 1998.
- 

Secteur de la Santé et des Services sociaux

- retours autorisés avant le 1<sup>er</sup> décembre 1997 et dont quelques-uns se terminent après le 1<sup>er</sup> décembre 1997 : dix-sept (17) cas;
- retours autorisés après le 1<sup>er</sup> décembre 1997 : cinquante-cinq (55) cas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 26

COPIE DE L'ENTENTE CONCERNANT LE « RETOUR AU TRAVAIL EXCEPTIONNEL » EN INDIQUANT LE NOMBRE DE PERSONNES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUI ONT SIGNÉ CETTE ENTENTE.  
INDIQUER LE NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE CETTE ENTENTE EN EFFECTUANT UN RETOUR AU TRAVAIL (PAR ANNÉE FINANCIÈRE)

Secteur des Collèges

- retours autorisés le 1<sup>er</sup> décembre 1997 : cinq (5) cas (durée variant entre vingt (20) et vingt-cinq (25) jours);
- un cas autorisé après le 1<sup>er</sup> décembre 1997.

Ministère du Conseil exécutif

Deux (2) cas de retours autorisés par le ministère du Conseil exécutif (MCE).

SUITES

Les cas de retour exceptionnel sont évalués par le Comité de suivi syndicable en fonction des dispositions des conventions collectives relatives à la dotation des postes vacants, de l'urgence de la situation et pour une durée très limitée dans le temps.

Les ministères responsables élaborent de tels paramètres pour le personnel d'encadrement.

**RESPONSABLE :** Sous-secrétariat aux relations de travail, secteurs public et parapublic

**DATE :** Le 15 mars 1999  
Révisé le 20 mars 2000  
Révisé le 20 mars 2001

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 27a**

**Nombre de personnes ayant été étudiants stagiaires par ministères  
et organismes: 1997-1998 à 2000-2001**

Ministères et organismes	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Affaires municipales et Métropole	4	13	16	8
Agence de l'efficacité énergétique	0	0	0	2
Agriculture, Pêcheries et Aliment.	10	50	50	45
Assemblée nationale	0	0	1	2
Comm. évaluation enseign. collég.	0	0	1	1
Comm. québ. libérations conditionn.	2	0	0	0
Comm.adm. régimes retraite & assur.	1	0	1	0
Comm.protection territ. agric.Qué.	1	2	3	4
Commissaire déontologie policière	0	0	0	2
Commission d'accès à l'information	0	1	1	0
Commission de la fonction publique	3	3	1	1
Commission de l'équité salariale	0	2	3	3
Commission des normes du travail	8	6	8	11
Commission des transports du Québec	5	8	6	5
Commission santé & sécurité travail	12	11	10	5
Conseil du statut de la femme	1	1	0	1
Conseil du trésor	7	9	4	3
Conseil exécutif	3	4	4	2
Culture et Communications	4	25	15	6
Curateur public	1	2	1	3
Directeur général des élections	1	0	0	2
Éducation	1	1	3	4
Emploi, Solidarité sociale	8	12	16	20
Environnement	23	76	56	56
Faune et Parcs	1	3	16	23
Finances	1	5	9	10
Fonds aide action commun. autonome	0	0	1	0
Fonds conservat.& amél.réseau rout.	185	205	191	179
Fonds de l'état civil	0	0	1	1
Fonds de partenariat touristique	0	0	1	0
Fonds de perception	13	12	2	6
Fonds des pensions alimentaires	1	0	0	1
Fonds des registres	2	2	0	0
Fonds des services de police	0	4	4	1
Fonds développement marché travail	0	4	8	4
Fonds forestier	1	3	7	13
Fonds gestion équipement roulant	5	10	11	8
Fonds réforme cadastre québec.	0	0	0	1
Fonds services gouvernementaux	10	15	11	11
Industrie et Commerce	6	13	18	27
Inspecteur gén.institutions financ.	0	0	1	3
Institut de la statistique Québec	0	0	1	3
Institut tourisme & hôtellerie Qué.	5	3	4	4
Justice et Condition féminine	16	70	58	54
Office de la langue française	2	5	4	2
Office des professions du Québec	0	0	1	3
Office personnes handicapées Qué.	2	0	2	4
Office protection du consommateur	2	3	5	3
Recherche, Science et Technologie	0	0	1	2
Régie assurance-maladie du Québec	0	0	5	17
Régie assurances agricoles du Qué.	0	0	1	2
Régie des alcools, courses et jeux	0	0	0	1
Régie des rentes du Québec	24	14	12	14
Régie du bâtiment du Québec	2	3	1	5
Régie du cinéma	0	0	0	1
Régie du logement	0	1	1	1
Régions	0	4	4	10
Relations citoyens et Immigration	21	30	33	16
Relations internationales	7	13	11	11
Ressources naturelles	38	90	69	77
Revenu	4	10	24	38
Santé et Services sociaux	1	0	0	2
Sécurité publique	8	7	4	6
Société assurance automobile Québec	2	3	12	11
Société d'habitation du Québec	3	8	12	8
Société financement agric.-fin.agr.	3	7	8	2
Sûreté du Québec	3	1	5	6
Transports	125	172	165	155
Travail	1	3	4	4
Tribunal administratif du Québec	2	2	3	3
Vérificateur général	4	2	1	3
<b>Total</b>	<b>595</b>	<b>953</b>	<b>932</b>	<b>942</b>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 20001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 27b**

**Nombre de personnes ayant été étudiants d'été par ministères  
et organismes; 1997-1998 à 2000-2001**

Ministères et organismes	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Culture et Communications	120	173	192	192
Relations internationales	16	22	27	32
Affaires municipales et Métropole	33	46	98	86
Relations citoyens et Immigration	54	61	114	99
Santé et Services sociaux	9	20	35	39
Régie des rentes du Québec	97	74	64	96
Régie assurance-maladie du Québec	18	25	15	24
Famille et Enfance	3	8	25	38
Régions	2	12	22	24
Travail	13	21	29	32
Agriculture, Pêcheries et Aliment.	192	213	222	176
Recherche, Science et Technologie	1	0	7	16
Régie assurances agricoles du Qué.	5	2	5	5
Sécurité publique	19	53	42	37
Société financement agric.-fin.agr.	23	22	27	28
Conseil exécutif	21	31	53	41
Conseil du trésor	30	31	42	23
Finances	40	40	30	30
Conseil science et technologie	4	0	1	3
Conseil de santé et du bien-être	0	0	1	0
Conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	1
Comm.adm. régimes retraite & assur.	43	7	9	16
Comm. évaluation enseign. collég.	0	0	0	4
Commission de l'équité salariale	1	2	4	3
Industrie et Commerce	347	366	402	325
Coroner	3	3	4	4
Bibliothèque nationale du Québec	5	0	0	0
Agence de l'efficacité énergétique	0	1	0	1
Société assurance automobile Québec	54	108	123	134
Institut de la statistique Québec	18	27	44	40
Comm.protection territ. agric.Qué.	8	8	15	22
Office protection du consommateur	2	1	3	2
Éducation	58	44	52	88
Office des professions du Québec	0	2	2	1
Régie du bâtiment du Québec	24	37	35	54
Inspecteur gén.institutions financ.	1	8	10	12
Assemblée nationale	9	11	14	22
Vérificateur général	2	2	4	3
Environnement	147	458	399	235
Régie des alcools, courses et jeux	1	1	8	14
Sûreté du Québec	2	5	11	12
Régie marchés agric.& aliment. Qué.	0	0	1	0
Justice et Condition féminine	116	95	113	110
Commission d'accès à l'information	1	3	4	4
Commissaire industrie construction	0	0	1	0
Commission lésions professionnelles	1	10	19	2
Comm. québ. libérations conditionn.	1	0	0	0
Commission de la fonction publique	0	1	1	1
Revenu	58	60	62	59
Tribunal administratif du Québec	0	13	19	9
Régie du logement	2	10	12	10
Office personnes handicapées Qué.	8	13	6	8
Institut tourisme & hôtellerie Qué.	0	2	1	2
Curateur public	0	1	5	11
Ressources naturelles	280	357	374	382
Société financem. agr.-fin.forest.	0	0	0	1
Directeur général des élections	27	10	11	20
Conseil du statut de la femme	3	5	5	4
Emploi, Solidarité sociale	146	110	134	134
Commission des normes du travail	7	8	12	14
Commission santé & sécurité travail	107	99	144	167
Office de la langue française	5	17	11	19
Société d'habitation du Québec	24	21	37	32
Fonds aide action commun. autonome	2	2	1	0
Fonds forestier	17	52	94	89
Fonds conservat.& amél.réseau rout.	145	134	153	114
Fonds de perception	0	3	36	56
Fonds information gouvernementale	0	1	0	0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 20001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 27b**

**Nombre de personnes ayant été étudiants d'été par ministères  
et organismes; 1997-1998 à 2000-2001**

Ministères et organismes	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Fonds des services de police	4	16	20	23
Fonds de partenariat touristique	90	108	114	158
Fonds développement marché travail	0	77	79	106
Fonds gestion équipement roulant	0	11	55	46
Commission des transports du Québec	7	8	13	18
Transports	313	291	252	205
Faune et Parcs	69	60	12	128
Fonds information géogr. & foncière	2	3	0	3
Compte de gestion de la TPS	1	1	0	0
Fonds aide victimes actes criminels	0	0	0	1
Fonds de financement	1	0	0	0
Fonds des registres	30	29	32	17
Fonds services gouvernementaux	28	34	24	21
Fonds des pensions alimentaires	6	8	2	6
Fonds réforme cadastre québécois.	0	0	1	5
<b>Total</b>	<b>2926</b>	<b>3618</b>	<b>4050</b>	<b>3999</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 28

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT POUR AUGMENTER LA REPRÉSENTATION DES FEMMES, DES ANGLOPHONES,  
DES AUTOCHTONES ET DES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE, DANS LE SECTEUR  
DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

**Fonction publique :**

Le Conseil du trésor a donné un mandat au Secrétariat du Conseil du trésor pour élaborer la nouvelle version des programmes d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique (*Programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles 1990-1994* et *Programme d'accès à l'égalité de la fonction publique pour les femmes 1992-1997*), du Plan d'embauche du gouvernement du Québec pour les personnes handicapées et des mesures d'accès à l'égalité. Il est prévu que le programme unifié inclura les autochtones. Une consultation de tous les partenaires gouvernementaux dans ce dossier a été réalisée à la fin de l'an 2000. La nouvelle version intégrée est prévue pour l'automne 2001.

Communautés culturelles, anglophones et autochtones

Il est également prévu de reconduire la mesure visant à atteindre un taux d'embauche de 25 % des nouveaux employés, stagiaires et étudiants provenant des communautés culturelles, des autochtones, des anglophones, et ce, pour chacun des statuts d'emploi : réguliers, occasionnels, emplois d'été, étudiants stagiaires. Des attentes en ce sens ont été signifiées aux sous-ministres par le Secrétaire général du Conseil exécutif.

Femmes

Il est prévu d'accroître de façon significative la proportion de femmes nommées dans les postes d'encadrement, et ce, dans le cadre des règles applicables. Des attentes sont également signifiées aux sous-ministres par le Secrétaire général du Conseil exécutif.

Personnes handicapées

Le gouvernement prévoit poursuivre ses efforts en vue d'atteindre la cible de représentation fixée à 2 % dans le *Plan d'embauche du gouvernement du Québec pour les personnes handicapées*.

Pour l'ensemble des groupes cibles

Le gouvernement du Québec prévoit renforcer ses stratégies d'attraction auprès des groupes cibles en vue d'accroître leur inscription aux concours visant à combler des emplois dans la fonction publique. Un grand nombre de concours publics, aux conditions minimales d'admission, seront tenus durant l'année afin de constituer des banques de candidats qualifiés pour combler les emplois réguliers et occasionnels. Il entend aussi développer des stratégies d'information et d'action auprès de ses partenaires gouvernementaux pour promouvoir et supporter l'atteinte des objectifs en matière d'accès à l'égalité.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 28

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT POUR AUGMENTER LA REPRÉSENTATION DES FEMMES, DES ANGLOPHONES,  
DES AUTOCHTONES ET DES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE, DANS LE SECTEUR  
DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

En ce qui concerne les réseaux de la Santé et des Services sociaux et de celui de l'Éducation, c'est le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration qui est responsable de l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics et modifiant la Charte des droits et libertés de la personne*.

Celle-ci prévoit l'élaboration de PAÉ en emploi visant les femmes, les autochtones, les membres des minorités visibles et les personnes dont la langue maternelle n'est pas le français ou l'anglais. La loi s'applique à tous les organismes publics qui emploient 100 personnes ou plus, dans le réseau de l'Éducation, le réseau de la Santé et des Services sociaux, les municipalités et les sociétés d'État. L'effectif policier de la Sûreté du Québec est également visé par la loi. Il est prévu que celle-ci entre en vigueur le 1er avril 2001.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 29

A) Nombre d'organismes abolis depuis le 30 septembre 1997 incluant les montants d'argent économisés

B) Nombre d'organismes créés depuis septembre 1997 avec les crédits alloués

Bilan partiel de l'application des recommandations du Rapport Facal en date de mars 2001

Organismes abolis De septembre 1997 à mars 2001	Référence Légale	Date
Agence de mise en valeur du Saint-Laurent	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Comité d'admission à la pratique des sages-femmes	L.Q. 1998, c. 26	17 juin 1998
Comité d'études dramatiques du Conservatoire	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Comité d'études musicales du Conservatoire	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Comité technique du secteur des pâtes et papiers du programme de réduction des rejets industriels	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Commission d'appel sur la langue d'enseignement (MEQ)	L.Q. 1996, c. 54	16 déc. 1996
Remplacée par un comité de révision à la suite de la réforme en matière de justice administrative	L.Q. 1997, c. 43	19 juin 1997
Conseil d'évaluation des projets pilotes (sages-femmes)	L.Q. 1998, c. 26	17 juin 1998
Institut de Police du Québec (remplacé par l'École nationale de police)	L.Q. 2000, c. 12	16 juin 2000
Office des autoroutes du Québec	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Office des services de garde à l'enfance	L.Q. 1997, c. 58	19 juin 1997
Parc technologique du Québec métropolitain (privatisé)	Décret 1144-2000	27 sept. 2000
Régie de la sécurité dans les sports du Québec	L.Q. 1997, c. 79	18 déc. 1997
Régie des télécommunications	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Société d'investissement jeunesse (privatisé)	L.Q. 2000, c. 62	28 fév. 2001
Société de la Maison des sciences et des techniques	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Société québécoise des transports	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 29**

A) Nombre d'organismes abolis depuis le 30 septembre 1997 incluant les montants d'argent économisés

B) Nombre d'organismes créés depuis septembre 1997 avec les crédits alloués

(SUITE)

Bilan partiel de l'application des recommandations du Rapport Facal en date de mars 2001

<b>Organismes intégrés ou rattachés à un autre organisme De septembre 1997 à mars 2001</b>	<b>Référence Légale</b>	<b>Date</b>
Bureau de révision de l'évaluation foncière, intégré au Tribunal administratif du Québec	L.Q. 1997, c. 43	19 juin 1997
Bureau de révision en matière d'immigration, intégré au Tribunal administratif du Québec	L.Q. 1997, c. 43	19 juin 1997
Commission d'examen des troubles mentaux, intégré au Tribunal administratif du Québec	L.Q. 1997, c. 43	19 juin 1997
Commission des affaires sociales, intégré au Tribunal administratif du Québec	L.Q. 1997, c. 43	19 juin 1997
Tribunal en matière de protection du territoire agricole, intégré au Tribunal administratif du Québec	L.Q. 1997, c. 43	19 juin 1997
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM)	L.Q. 1997, c. 63	25 juin 1997
Bureau d'examineurs des mesureurs de bois, intégré à la Régie du bâtiment	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Bureau des examinateurs électriciens du Québec, intégré à la Régie du bâtiment	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Bureau des examinateurs en tuyauterie, intégré à la Régie du bâtiment	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Conseil de la recherche et du développement en transport, intégré à la Régie du bâtiment	L.Q. 1997, c. 83	18 déc. 1997
Société de développement industrielle, remplacée par Investissement Québec	L.Q. 1998, c. 17	12 juin 1998
Bureau de la statistique du Québec, remplacé par l'Institut de la Statistique du Québec ((MFQ))	L.Q. 1998, c. 44	20 juin 1998
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec, intégré à la Société générale de financement	L.Q. 1998, c. 45	19 juin 1998
Société québécoise d'exportation minière, intégré à la Société générale de financement	L.Q. 1998, c. 45	19 juin 1998
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, intégré à la Société générale de financement	L.Q. 1998, c. 45	19 juin 1998
Société québécoise d'initiatives pétrolières, intégré à la Société générale de financement	L.Q. 1998, c. 45	19 juin 1998
Bureau du Commissaire de la construction, intégré au Commissaire de l'industrie de la construction	L.Q. 1998, c. 46	20 juin 1998
Conseil d'arbitrage, intégré au Commissaire de l'industrie de la construction	L.Q. 1998, c. 46	20 juin 1998
Institut de recherche et d'information sur la rémunération, intégré à l'Institut de la statistique du Québec	L.Q. 1998, c.44	20 juin 1998
Conseil consultatif des aides technologiques, intégré au Conseil d'évaluation des technologies de la santé pour devenir l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'interventions en santé	Décret 855-2000	28 juin 2000
La Financière agricole du Québec (intègre la Régie des assurances agricoles et la Société de financement agricole) (MAPAQ)	L.Q. 2000, c. 53	20 déc. 2000

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 29

A) Nombre d'organismes abolis depuis le 30 septembre 1997 incluant les montants d'argent économisés

B) Nombre d'organismes créés depuis septembre 1997 avec les crédits alloués

(SUITE)

Bilan partiel de l'application des recommandations du Rapport Facal en date de mars 2001

<b>Organismes créés De septembre 1997 à mars 2001</b>	<b>Référence Légale</b>	<b>Date</b>
Bureau d'accréditation des pêcheurs et aides-pêcheurs du Québec (MAPAQ)	L.Q. 1999, c. 38	18 juin 1999
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	L.Q. 1999, c. 17	17 juin 1999
Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement	L.Q. 1997, c. 96	19 déc. 1997
Commissaire de l'industrie de la construction	L.Q. 1998, c. 46	20 juin 1998
Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec (MSP)	L.Q. 2000, c. 12	16 juin 2000
École nationale de police du Québec (remplace l'Institut de police du Québec) (MSP)	L.Q. 2000, c. 12	16 juin 2000
École nationale des pompiers du Québec (MSP)	L.Q. 2000, c. 20	16 juin 2000
Financement - Québec (la Société)	L.Q. 1999, c. 11	11 juin 1999
Grande bibliothèque du Québec (MCC)	L.Q. 1998, c. 38	20 juin 1998
Héma-Québec (MSSS)	L.Q. 1998, c. 42	20 juin 1998
Immobilière SHQ	L.Q. 1999, c. 16	18 juin 1999
Institut national de santé publique (MSSS)	L.Q. 1998, c. 41	20 juin 1998
Office Québec Amérique pour la jeunesse (OQAJ) (MRI)	L.Q. 2000, c. 18	16 juin 2000
Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel (MFQ)	L.Q. 1999, c. 41	21 oct. 1999
Société de la faune et des parcs du Québec	L.Q. 1999, c. 36	18 juin 1999
Société Innovetech Régions ressources	L.Q. 1998, c. 20	12 juin 1998
Tribunal administratif du Québec (MJQ)	L.Q. 1996, c. 54	12 juin 1997

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 29**

**A) Nombre d'organismes abolis depuis le 30 septembre 1997 incluant les montants d'argent économisés**

**B) Nombre d'organismes créés depuis septembre 1997 avec les crédits alloués**

---

**(SUITE)**

Il faut se rappeler que l'objectif premier de Rapport Facal était de questionner l'existence des organismes gouvernementaux afin de conserver uniquement ceux qui sont essentiels à la mission de l'État. À ce titre, on constate qu'environ 40 organismes ont été abolis ou fusionnés depuis la publication du Rapport Facal. Par ailleurs, 17 organismes ont été créés afin de remplir des mandats nouveaux.

Il n'est pas possible d'évaluer les économies consécutives à l'ensemble des abolitions, fusions, ou création d'organismes.

- Dans le contexte des enveloppes fermées, ce sont les ministères qui bénéficient, le cas échéant, des économies réalisées. Les économies sont fondues dans les bases budgétaires.
- Lorsqu'il s'agit d'une abolition, les économies potentielles se rapportent généralement à la rémunération. Or, le personnel est généralement réaffecté dans d'autres unités administratives.
- Lorsqu'il s'agit de fusion ou d'intégration, les économies se manifestent graduellement et il est difficile d'en faire une évaluation précise.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDES PARTICULIÈRES NUMÉROS 30 et 35

Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.

Les 14 unités autonomes de service (UAS) en vigueur au 20 mars 2001 sont les suivantes :

	Nom de l'UAS	Entrée en vigueur	Nombre d'effectifs 2000-2001 <sup>(1)(3)</sup>	Budget 2000-2001 <sup>(3)</sup>
1	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique)	13 juin 1995	463 ETC	32,6 M\$
2	Centre de perception fiscale (ministère du Revenu)	20 juin 1995	869 ETC	60,0 M\$
3	Services aériens et postaux (Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique)	20 juin 1995	347 ETC <sup>(2)</sup>	74,9 M\$
4	Centre de conservation du Québec (ministère de la Culture et des Communications)	19 septembre 1995	20 ETC	2,2 M\$
5	Tourisme Québec (ministère de l'Industrie et du Commerce)	30 avril 1996	263 ETC	84,7 M\$
6	Centre de recouvrement en sécurité du revenu (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)	21 août 1996	191 ETC	6,1 M\$
7	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (ministère de la Sécurité publique)	22 octobre 1996	118 ETC	11,4 M\$
8	Régie des rentes du Québec (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)	8 avril 1997	1 039 ETC	111,8 M\$
9	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (ministère de l'Environnement)	13 mai 1997	116 ETC	9,0 M\$
10	Centre de gestion de l'équipement roulant (ministère des Transports)	27 mai 1997	363 ETC <sup>(2)</sup>	54,0 M\$ <sup>(2)</sup>
11	Géologie Québec (ministère des Ressources naturelles)	3 juin 1997	125 ETC	29,6 M\$
12	Aide financière aux études (ministère de l'Éducation)	17 juin 1997	212 ETC	16,9 M\$
13	Emploi-Québec (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)	8 avril 1998	2 675 ETC	949,6 M\$
14	Forêt Québec (ministère des Ressources naturelles)	19 mai 1998	1523 ETC	188,1 M\$

<sup>(1)</sup> Le nombre d'effectifs est présenté en «Équivalent à temps complet (ETC)» qui comprend le personnel régulier et occasionnel qu'ils soient à temps complet ou à temps partiel converti en temps complet.

<sup>(2)</sup> Données basées sur les données réelles et probables de 2000-2001.

<sup>(3)</sup> Données basées sur les données présentées dans les plans d'actions 2000-2001, sauf indications contraires.

Les activités du Centre de recherche minérale (MRN) ont été transférées à un organisme sans but lucratif, COREM (Consorsium de recherche minérale), depuis le 27 septembre 1999.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 31

NOMBRE D'EMPLOYÉS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI SONT RÉMUNÉRÉS MAIS SONT EN DISPONIBILITÉ D'EMPLOI  
ET N'ONT PAS D'AFFECTATION ET NOTAMMENT EN RAISON DE LA CLAUSE DU 50 KILOMÈTRES

Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette demande.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 32

À LA SIGNATURE DE LA DERNIÈRE CONVENTION COLLECTIVE :

- A) NOMBRE D'EMPLOYÉS, PAR MINISTÈRES OU ORGANISMES, NE S'ÉTANT PAS QUALIFIÉS AU CRITÈRE 12/15. ÂGE MOYEN DE CES EMPLOYÉS.  
B) NOMBRE D'EMPLOYÉS, PAR MINISTÈRES OU ORGANISMES, S'ÉTANT QUALIFIÉS AU CRITÈRE 12/15 MAIS NE S'ÉTANT PAS QUALIFIÉS AU CRITÈRE 55/60. ÂGE MOYEN DE CES EMPLOYÉS.  
C) NOMBRE D'EMPLOYÉS, PAR MINISTÈRES OU ORGANISMES, S'ÉTANT QUALIFIÉS AU CRITÈRE 55/60. ÂGE MOYEN DE CES EMPLOYÉS.

Vous trouverez en annexe un tableau répondant à la présente demande.

À noter que l'ordre de présentation des données qui y apparaissent ne correspond pas à l'ordre de présentation de la présente demande de renseignements.

Plus précisément, les données présentées dans ce tableau identifient, par ministère ou organisme :

- a) le nombre et l'âge moyen des employés occasionnels (unités fonctionnaires, ouvriers, professionnels, juristes et conseillers en gestion des ressources humaines) qui ont été identifiés admissibles aux concours réservés « 55/60 », c'est-à-dire ceux qui, au 31 mars 2000, avaient cumulé 55 mois de service dans une période de 60 mois consécutifs comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et le 31 mars 2000.  
(correspond à la demande C)
- b) le nombre et l'âge moyen des employés occasionnels (unités fonctionnaires, ouvriers, professionnels, juristes et conseillers en gestion des ressources humaines) qui ont été identifiés admissibles aux concours réservés « 12/15 », c'est-à-dire ceux qui, au 31 mars 2000 :  
(correspond à la demande B)
- étaient inscrits sur une liste de rappel ministérielle d'employés occasionnels (communément appelée les listes de rappel « 12/15 ») ou rencontraient à cette date les conditions pour y être inscrits, à savoir avoir cumulé 12 mois, c'est-à-dire 260 jours de service dans une période de 15 mois consécutifs; ou
  - étaient inscrits sur une liste de rappel d'employés saisonniers (unités fonctionnaires et ouvriers seulement); ou
  - étaient des employés sur appel détenant un droit de rappel (unités fonctionnaires et ouvriers seulement); ou
  - avaient cumulé 30 mois de service dans une période de 36 mois consécutifs comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1995 et le 31 mars 2000 (unités fonctionnaires et ouvriers seulement);
- c) le nombre et l'âge moyen des employés occasionnels (unités fonctionnaires, ouvriers, professionnels, juristes et conseillers en gestion des ressources humaines) à l'emploi le 31 mars 2000 mais qui n'ont pas été identifiés admissibles aux concours réservés « 55/60 » ni aux concours réservés « 12/15 ».  
(correspond à la demande A)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 32**

MINISTÈRE/ORGANISME	C		B		A	
	ADMISSIBLES				NON ADMISSIBLES	
	55-60		CONCOURS RÉSERVÉS			
	Nombre	Âge moyen	Nombre	Âge moyen	Nombre	Âge moyen
Culture et Communications	5	45,5	69	41,4	211	44,1
Relations internationales	2	41,2	18	38,6	21	39,0
Affaires municipales et Métropole	6	43,5	29	40,5	38	37,3
Relations citoyens et Immigration	8	41,6	13	39,3	16	44,1
Santé et Services sociaux	4	48,8	30	41,7	48	42,2
Régie des rentes du Québec	33	46,3	171	42,2	72	37,9
Régie assurance-maladie du Québec	26	44,8	157	40,9	45	35,4
Famille et Enfance	32	43,1	69	39,8	36	41,1
Régions	3	45,3	16	42,9	16	37,1
Travail	-	-	23	44,5	16	36,6
Agriculture, Pêcheries et Aliment.	6	38,6	267	40,9	100	37,7
Recherche, Science et technologie	-	-	3	41,0	15	43,7
Régie assurances agricoles du Qué.	10	41,5	142	37,8	30	34,4
Sécurité publique	24	42,4	389	38,8	207	40,1
Société financement agric.-fin.agr.	-	-	20	37,0	5	32,2
Conseil exécutif	15	45,8	20	39,9	19	35,5
Secrétariat du Conseil du trésor	2	34,7	82	39,3	44	38,9
Fonds des services gouvernementaux	10	39,5	173	39,2	73	36,2
Finances	3	31,9	60	36,3	46	35,7
Comm.adm. régimes retraite & assur.	5	51,8	83	42,6	13	35,7
Bureau audiences publ. environnem.	6	36,3	5	41,5	2	25,3
Commission de l'équité salariale	-	-	4	39,4	2	50,6
Industrie et Commerce	1	-	67	41,4	36	38,1
Protecteur du citoyen	-	-	1	-	-	-
Bibliothèque nationale du Québec	1	-	10	35,1	14	36,1
Agence de l'efficacité énergétique	-	-	3	44,2	4	42,6
Société assurance automobile Québec	179	44,1	440	41,7	84	40,1
Institut de la statistique Québec	3	37,6	23	36,4	31	38,5
Comm.protection territ. agric. Qué.	-	-	4	37,1	2	36,9
Office protection du consommateur	2	44,4	22	42,2	6	46,2
Education	4	48,1	115	43,9	32	38,9
Régie du cinéma	-	-	2	44,5	3	36,2
Office des professions du Québec	-	-	3	39,8	4	32,9
Régie du bâtiment du Québec	1	-	75	38,0	36	36,5
Inspecteur gén.institutions financ.	1	-	25	42,7	10	38,3
Assemblée nationale	-	-	4	45,9	301	40,1
Vérificateur général	-	-	2	41,3	6	37,9
Environnement	14	45,2	205	40,8	110	35,4
Régie de l'énergie	-	-	1	-	-	-
Sûreté du Québec	23	40,5	207	40,1	172	39,1
Justice	95	47,6	165	41,7	649	41,9
Commission d'accès à l'information	1	-	2	43,7	1	-
Commission lésions professionnelles	8	42,6	35	42,4	21	39,5
Revenu	404	43,8	3 026	42,1	153	36,8
Tribunal administratif du Québec	1	-	25	41,5	16	33,3
Régie du logement	2	48,0	16	39,7	2	32,3
Investissement-Québec	-	-	5	37,8	-	-
Office personnes handicapées Qué.	4	44,0	27	40,8	11	42,1
Institut tourisme & hôtellerie Qué.	1	-	49	41,5	66	40,1
Curateur public	17	45,4	148	41,8	84	43,3
Ressources naturelles	10	41,4	544	39,1	115	34,6
Société financem. agr.-fin.forest.	1	-	2	39,9	1	-
Directeur général des élections	-	-	2	37,8	45	41,0
Conseil du statut de la femme	1	-	1	-	7	43,5
Commission protection langue franç.	-	-	3	46,8	-	-
Emploi, Solidarité sociale	674	41,1	1 141	38,1	287	37,0
Commission des normes du travail	6	50,2	26	38,4	35	40,2
Commission santé & sécurité travail	310	41,7	449	38,8	320	36,6
Office de la langue française	-	-	8	46,1	7	34,9
Société d'habitation du Québec	4	43,8	34	39,1	21	37,1
Fonds forestier	3	42,7	185	41,6	39	42,6
Fonds pour vente biens et services	-	-	3	36,4	-	-
Fonds conservat.& amél.réseau rout.	34	41,9	468	43,3	41	34,2
Fonds de perception	78	43,7	235	38,5	18	37,7
Fonds information gouvernementale	-	-	15	45,1	8	36,7
Fonds lutte cont.pauvr. réins.trav.	-	-	2	48,8	-	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 32**

MINISTÈRE/ORGANISME	ADMISSIBLES				NON ADMISSIBLES	
	C		B		A	
	55-60		CONCOURS RÉSERVÉS			
	Nombre	Âge moyen	Nombre	Âge moyen	Nombre	Âge moyen
Fonds de partenariat touristique	7	38,9	100	36,6	21	34,9
Fonds développement marché travail	219	41,5	323	38,8	216	38,4
Fonds nation. format. main-d'oeuvre	5	44,0	5	43,2	1	-
Fonds développement régional	-	-	1	-	-	-
Fonds gestion équipement roulant	11	44,7	98	43,9	15	38,9
Fonds technologies informat.-MRQ	3	43,8	44	37,7	25	34,3
Fonds technologies informat.-MSS	2	41,0	72	37,0	29	32,6
Fonds de l'état civil	31	45,4	30	44,5	33	41,4
Commission des transports du Québec	-	-	11	37,9	24	34,8
Transports	55	44,4	1 941	48,7	63	39,1
Faunes et Parcs	15	39,1	269	37,8	10	35,4
Fonds information géogr. & foncière	3	43,8	8	34,1	1	-
Fonds aide victimes actes criminels	1	-	-	-	-	-
Fonds de financement	-	-	5	33,9	3	28,0
Fonds des registres	23	46,6	100	37,0	66	37,0
Programme relev. des ministres-CEX	-	-	1	-	-	-
Communautés cultur. et Immigration	70	43,5	75	42,9	429	45,4
Fonds réforme cadastre québécois	25	39,6	8	35,0	20	31,6
Secrétariat politique linguistique	-	-	1	-	-	-
Aucune correspondance sur SAGIP	-	-	19	42,1	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 553</b>	<b>42,7</b>	<b>12 779</b>	<b>41,8</b>	<b>4 829</b>	<b>39,5</b>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 33

ÉTAT DE LA SITUATION, PAR MINISTÈRES OU ORGANISMES, SUR L'IMPLANTATION DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

- ☐ Parmi les outils de suivi pour l'implantation de *La Loi sur l'Administration publique*, (voir annexe), le plan d'implantation corporatif, « *Des résultats attendus 2000-2005* » oriente et soutient l'implantation du nouveau cadre de gestion dans les ministères et organismes assujettis ou désignés et dans les organismes centraux. Ce document de travail évolutif balise les interventions/résultats attendus, les maîtres d'œuvre, les cibles et dates butoirs et qui précise les indicateurs de résultats pour chacune des cinq (5) phases de la mise en œuvre des deux premiers chapitres de la Loi (articles 1 à 29).
- ☐ Les données permettant d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats attendus des ministères et organismes assujettis au terme de la 2<sup>e</sup> phase d'implantation (2000-2001) seront fournies pour la fin d'avril (un mois après la fin de la période couverte). Néanmoins, les **données préliminaires** au 28 février et les observations recueillies à ce jour indiquent que :
  - ✓ **100 % des ministères et plus de 20 organismes** ont mandaté un **responsable à l'implantation de la modernisation** qui siège à la table des répondants ministériels qui se réunit aux 6 semaines;
  - ✓ Au 1<sup>er</sup> mai 2000, **100% des ministères et plusieurs organismes** s'étaient dotés d'un **plan d'implantation sectoriel**; les diagnostics de départ ont été complétés au début de l'automne;
  - ✓ Au 28 février 2001, **465 activités d'information et de sensibilisation** du personnel ont été réalisées dans les M/O rejoignant 80 % du personnel d'encadrement, plus de 60 % du personnel professionnel et quelque 60 % du personnel de soutien. Les activités se poursuivent.
  - ✓ **Attentes des citoyens** : au 28 février 2001...
    - ☞ **100 % des M/O offrant des services directs ont pris les mesures pour connaître les attentes de leurs clientèles.** Tous ont choisi de joindre plus d'un type de clientèle (ex : usagers actuels ou passés, usagers potentiels, groupes divers etc.) et utilisé plus d'un moyen pour ce faire (rétroaction du personnel, analyse des plaintes, groupes de discussions, consultation des usagers des services, etc.);
    - ☞ **Plus de 70 % des ministères et organismes assujettis ont mis à contribution les employés de première ligne**
    - ☞ **L'ensemble des M/O offrant des services directs se préparent à rendre publique leur déclaration de services à compter d'avril 2001, comme prévu par la Loi**
  - ✓ **Planification stratégique : l'ensemble des M/O** déposeront leur planification stratégique pluriannuelle **début d'avril 2001**, comme prévu dans la Loi
  - ✓ **Conventions de performance et d'imputabilité et entente de gestion** :
    - ☞ 24 conventions de performance et d'imputabilité (CPI) sont en préparation : 11 provenant de la transformation d'UAS existantes et 13 de projets d'implantation de nouvelles agences
    - ☞ 6 des 24 unités préparant une CPI sont en démarche pour conclure une entente de gestion dont les modalités seront adaptées aux services dispensés
- ☐ L'ensemble des M/O assujettis sont au fait des indicateurs de résultats qui seront recueillis au terme de la deuxième phase du plan de mise en œuvre (échéance 30 avril 2001). Le traitement des réalisations des M/O et celles des organismes centraux constitueront notamment la base du rapport annuel du président du Conseil du trésor sur l'application de la Loi sur l'administration publique (art 28).

Secrétariat à la modernisation de la gestion publique  
16 Mars 2001

Pièce jointe

## Outils de suivi pour l'implantation de *La Loi sur l'Administration publique*

- **Un plan d'implantation**--« *Des résultats attendus 2000-2005* » oriente et soutient l'implantation du nouveau cadre de gestion dans les ministères et organismes assujettis ou désignés et dans les organismes centraux. Il s'agit d'un document de travail évolutif qui balise les interventions/résultats attendus, les maîtres d'œuvre, les cibles et dates butoirs et qui précise les indicateurs de résultats pour chacune des cinq (5) phases de la mise en œuvre des deux premiers chapitres de la Loi (articles 1 à 29).
- **Tableau de bord corporatif** pour suivre l'évolution de la situation, la livraison des résultats attendus et le cheminement critique des travaux : **4 volets**
  - ✓ *Volet législatif* (chapitres 1 et 2 de la Loi) : qualité de service aux citoyens, responsabilités générales et reddition de comptes
  - ✓ *Volet administratif* : information/sensibilisation/mobilisation, accompagnement et soutien, formation, responsabilisation/marge de manœuvre, valorisation/ reconnaissance
  - ✓ *Suivi des décisions des tables de sous-ministres* : qualité de service aux citoyens, gestion des ressources humaines, nouvelles technologies au service de l'administration, éthique et valeurs, reddition de comptes
  - ✓ *Gestion de projet* : suivi des interventions de mise en œuvre.
- **Documents de référence et guides de gestion nécessaires à l'implantation de la Loi :**
  - ✓ Déclaration de services aux citoyens
  - ✓ Planification stratégique
    - Document de référence 2001
    - Guide sur la planification stratégique
  - ✓ Plan annuel de gestion des dépenses
  - ✓ Rapport annuel de gestion
  - ✓ Évaluation de programme
  - ✓ Convention de performance et d'imputabilité (CPI) et entente de gestion
  - ✓ Saines pratiques de gestion – *Éthique et valeurs*
  - ✓ Indicateurs de résultats
  - ✓ Gestion axée sur les résultats dans l'administration publique
  - ✓ Gestion budgétaire
  - ✓ Planification stratégique de la main-d'œuvre et de la relève et évaluation de l'impact des NTIC sur la transformation des divers emplois
  - ✓ Cadre de gestion des ressources informationnelles
  - ✓ Mesures et moyens de reconnaissance de la performance, de valorisation et de revalorisation de la fonction publique
  - ✓ La fonction contrôle
  - ✓ Méthodologie de calcul du coût de revient
  - ✓ Programme type de contrôle de gestion
- **Réseau de répondants interministériels à l'implantation** : (8 rencontres 2000 - 2001) et **mécanismes d'échanges et de concertation avec les partenaires** : CRISP, CCGP, CDGA, CRVI, etc.
- **Orientations de communication** corporatives pour soutenir la mise en œuvre de la Loi et outils dédiés : site Web sur la Modernisation de la gestion publique, Revue *Autrement* (mensuelle depuis l'automne 2000 et bientôt disponible sur l'intranet).
- **Rencontres d'information ou de sensibilisation** dans les ministères et organismes (± 120) et **conférences à diverses tribunes** ou rencontres sectorielles pour faire connaître la *Loi sur l'administration publique*, susciter l'adhésion, soutenir l'appropriation, préparer l'implantation et la prise en charge par les personnes et les organisations sur le terrain.
- **Veille stratégique** sur ce qui se fait au Québec et à l'extérieur en matière de modernisation de la gestion publique et sur les grandes tendances internationales (OCDE, BFN/IFF).

**RESPONSABLE** : Modernisation de la gestion publique

**DATE** : Le 13 mars 2001

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 34

Liste des demandes acheminées au Secrétariat du Conseil du trésor par les ministères ou organismes dans le but de mettre en place des unités autonomes de service

Avec la *Loi sur l'administration publique* (L.Q. 2000, c.8) (LAF), le concept des unités autonomes de service (UAS) est remplacé par celui des «agences» à créer en vertu d'une convention de performance et d'imputabilité (CPI) entre un ministre et le dirigeant d'une unité administrative. Les dispositions législatives applicables sont prévues dans la section IV du chapitre 1 de la LAF. Le terme agence n'est pas mentionné dans la LAF mais est celui utilisé par le Secrétariat à la réforme administrative et dans le *Guide sur la convention de performance et d'imputabilité et sur l'entente de gestion*. Les fondements et le statut des agences sont essentiellement les mêmes que ceux des UAS.

Le processus de la création d'une agence se réalise avec la conclusion d'une CPI entre un ministre et le responsable d'une unité administrative. Cette convention ne nécessite pas d'autorisation du Secrétariat du Conseil du trésor. L'agence est créée lors du dépôt de la CPI à l'Assemblée nationale. Par la suite, l'agence prépare annuellement un plan d'action et un rapport de gestion.

L'agence peut également vouloir obtenir des marges de manœuvre additionnelles ou spécifiques, selon les limites prévues par la LAF, pour lui permettre de mieux atteindre ses objectifs. Les marges de manœuvre sont consenties avec la démonstration que l'agence sera plus performante. Dans ces cas, une demande est faite au Secrétariat du Conseil du trésor pour la signature d'une entente de gestion. Cette entente est complémentaire et facultative à la création d'une agence.

Les deux documents sont déposés à l'Assemblée nationale et sont publics tel que spécifié dans la LAF à l'article 14.

Liste des demandes pour des ententes de gestion acheminées au Secrétariat du Conseil du trésor et état de la demande en date du 12 mars 2001 :

Unité administrative ou «Agence»	Ministère responsable	État de la demande
Centre de signalisation	Ministère des Transports	Entente signée entre les parties
Direction générale de l'alimentation	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Entente de gestion à l'étude
Régie des rentes du Québec	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Entente de gestion à l'étude
Centre d'expertise en analyse environnementale	Ministère de l'Environnement	Entente de gestion à l'étude
Centre hydrique du Québec	Ministère de l'Environnement	Entente de gestion à l'étude
Bureau des infractions et amendes	Ministère de la Justice	Entente de gestion à l'étude
Centre de recouvrement en sécurité du revenu	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Entente de gestion à l'étude





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**DEMANDES PARTICULIÈRES NUMÉROS 30 et 35**

Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.

Les 14 unités autonomes de service (UAS) en vigueur au 20 mars 2001 sont les suivantes :

	<b>Nom de l'UAS</b>	<b>Entrée en vigueur</b>	<b>Nombre d'effectifs 2000-2001<sup>(1)(3)</sup></b>	<b>Budget 2000-2001<sup>(3)</sup></b>
1	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique)	13 juin 1995	463 ETC	32,6 M\$
2	Centre de perception fiscale (ministère du Revenu)	20 juin 1995	869 ETC	60,0 M\$
3	Services aériens et postaux (Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique)	20 juin 1995	347 ETC <sup>(2)</sup>	74,9 M\$
4	Centre de conservation du Québec (ministère de la Culture et des Communications)	19 septembre 1995	20 ETC	2,2 M\$
5	Tourisme Québec (ministère de l'Industrie et du Commerce)	30 avril 1996	263 ETC	84,7 M\$
6	Centre de recouvrement en sécurité du revenu (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)	21 août 1996	191 ETC	6,1 M\$
7	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (ministère de la Sécurité publique)	22 octobre 1996	118 ETC	11,4 M\$
8	Régie des rentes du Québec (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)	8 avril 1997	1 039 ETC	111,8 M\$
9	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (ministère de l'Environnement)	13 mai 1997	116 ETC	9,0 M\$
10	Centre de gestion de l'équipement roulant (ministère des Transports)	27 mai 1997	363 ETC <sup>(2)</sup>	54,0 M\$ <sup>(2)</sup>
11	Géologie Québec (ministère des Ressources naturelles)	3 juin 1997	125 ETC	29,6 M\$
12	Aide financière aux études (ministère de l'Éducation)	17 juin 1997	212 ETC	16,9 M\$
13	Emploi-Québec (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)	8 avril 1998	2 675 ETC	949,6 M\$
14	Forêt Québec (ministère des Ressources naturelles)	19 mai 1998	1523 ETC	188,1 M\$

(1) Le nombre d'effectifs est présenté en «Équivalent à temps complet (ETC)» qui comprend le personnel régulier et occasionnel qu'ils soient à temps complet ou à temps partiel converti en temps complet.

(2) Données basées sur les données réelles et probables de 2000-2001.

(3) Données basées sur les données présentées dans les plans d'actions 2000-2001, sauf indications contraires.

Les activités du Centre de recherche minérale (MRN) ont été transférées à un organisme sans but lucratif, COREM (Consorsium de recherche minérale), depuis le 27 septembre 1999.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 36

COPIE DE L'APPEL D'OFFRES « MANDAT D'INTÉGRATION DE BIENS ET DE SERVICES POUR LE PROJET GIRES (GIRES-SP-110) » DATÉ DU 5 FÉVRIER 2001

L'information relative à cette demande a été transmise à part.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE PARTICULIÈRE NO 37  
LISTE DE TOUTES LES ÉTUDES ET ANALYSES FAITES À CE JOUR SUR LE STATUT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Aucune étude ou analyse sur le statut politique et économique du Québec n'a été réalisée.

